

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

TRANSFORMATIONS POLITIQUES IMPULSÉES

PAR LES MOUVEMENTS SOCIAUX :

LE CAS DES *PIQUETEROS* EN ARGENTINE

À L'ÉGARD DU CLIENTÉLISME

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

MYRIAM NADEAU

JANVIER 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à adresser mes remerciements à mon directeur de recherche, Julián Durazo Herrmann, professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal (UQÀM). Tout au long de mon processus d'apprentissage, il a suscité des questionnements qui ont été essentiels pour m'aider à acquérir un esprit d'analyse et les connaissances nécessaires à la réalisation de ce mémoire. Je souhaite aussi remercier le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour m'avoir octroyé la bourse d'études supérieures, ce qui m'a permis de poursuivre mes études de maîtrise en toute quiétude. J'aimerais remercier la Faculté de science politique et de droit ainsi que le Département de science politique de l'UQÀM pour leur contribution financière afin que je puisse présenter les résultats partiels de ma recherche et échanger avec des experts au 28^e Congrès international de l'Association des études latino-américaines (LASA) à Rio de Janeiro au Brésil en 2009.

TABLES DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	vii
RÉSUMÉ	viii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE DE LA RECHERCHE	5
1.1 Revue de la littérature et perspectives théoriques.....	5
1.1.1 Mobilisation sociale à l'égard de la transformation politique.....	5
1.1.2 Potentiel transformateur selon la nature des mouvements sociaux.....	13
1.1.3 Relations entre les mouvements sociaux et l'État.....	16
a) Réorganisation des mouvements sociaux face aux réformes néolibérales	16
b) Gouvernance démocratique : un cadre d'opportunités politiques	21
c) Relations clientélistes entre l'État et les mouvements sociaux.....	24
1.1.4 Projets de transformation politique proposés par les mouvements sociaux.....	30
a) Dans un rapport d'autonomie envers l'État et les institutions politiques.....	31
b) Identités collectives comme nouvelle forme de représentation politique	32
c) Création d'espaces de participation politique	33
d) Modification de politiques et projets réformistes	35
e) Transformation des structures de pouvoir du système politique.....	36
1.2 Problématique et proposition de recherche	39
1.3 Démarche méthodologique	47

CHAPITRE II	
CONTEXTE DES TRANSFORMATIONS POLITIQUES	50
2.1 Cœur et périphérie du système politique argentin.....	50
2.2 Structure d'opportunités et de contraintes politiques.....	56
2.2.1 Reconfiguration et ascension des mouvements sociaux (1990-2003)	56
2.2.2 Fragmentation et déclin de la mobilisation sociale (2003-2009)	64
2.3 Aperçu du clientélisme selon les structures de pouvoir du système politique argentin.....	69
2.3.1 Structure de l'organisation sociale sous l'influence de l'appareil clientéliste péroniste.....	70
2.3.2 Manipulation des structures idéologique et normative au profit des pratiques clientélistes	74
2.3.3 Appropriation de la structure des bénéfices de l'État par les patrons péronistes	77
2.3.4 Contrôle exercé par l'appareil clientéliste péroniste dans la structure du pouvoir politique	80
CHAPITRE III	
TRANSFORMATIONS POLITIQUES À L'ÉGARD DU CLIENTÉLISME.....	84
3.1 Affranchissement de la dépendance envers les réseaux clientélistes.....	84
3.1.1 Collectiviser les problèmes et les solutions	85
3.1.2 Se libérer de la culture assistancialiste à partir du pouvoir émancipateur de l'identité <i>piquetera</i>	89
3.2 Réduction de la marge de manœuvre des réseaux clientélistes dans les espaces politiques	96
3.2.1 Contourner la médiation politique clientéliste	97
3.2.2 Revendiquer les subsides en termes de droit.....	101
3.2.3 Participer à la gestion des politiques sociales dans les espaces institutionnels	102

3.2.4	Prendre plus de place que les patrons politiques dans l'espace politique local.....	106
3.2.5	Concurrencer les réseaux clientélistes à l'égard de l'intégration sociale et politique.....	108
3.3	Création d'espaces politiques protégés du clientélisme en vertu d'un rapport d'autonomie.....	112
3.3.1	Rejeter toute médiation politique dans leurs relations avec l'État.....	113
3.3.2	Développer des liens avec d'autres organisations sociales et politiques non péronistes.....	119
3.3.3	Constituer un contre-pouvoir face à l'État et au gouvernement péroniste	123
CONCLUSION		131
APPENDICE A TRANSFORMATIONS POLITIQUES IMPULSÉES PAR LES GROUPES <i>PIQUETEROS</i> À L'ÉGARD DU CLIENTÉLISME.....		149
BIBLIOGRAPHIE		150

LISTE DES FIGURES ET DES TABLEAUX

Figure	Page
1.2 Proposition de recherche partielle sur les dynamiques de changement impulsées par les mouvements sociaux au sein du système politique	44
1.3 Proposition de recherche sur les transformations politiques impulsées par les mouvements sociaux dans les différentes structures de pouvoir du système politique	48
2.1 Carte des provinces argentines	51
2.2.2 Alliances politiques parmi les organisations et groupes <i>piqueteros</i> après l'élection du président Néstor Kirchner en 2003	68
3.1.2 Foyers d'activité <i>piquetera</i> au sein des municipalités urbaines formant le Grand Buenos Aires	93

Tableau	Page
2.1 Caractéristiques principales du cœur et de la périphérie du système politique argentin	55

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ASP	Asamblea por la Soberanía de los Pueblos
CCC	Corriente Clasista y Combativa
CGT	Confederación General del Trabajo
CIDOB	Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia
COB	Central Obrera Boliviana
CSUTCB	Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia
CTA	Central de Trabajadores Argentinos
CTDAV	Coordinadora de Trabajadores Desocupados Aníbal Verón
FMI	Fonds Monétaire International
FRENAPO	Frente Nacional contra la Pobreza
FREPASO	Frente País Solidario
FTV	Federación de Tierra, Vivienda y Habitat
MAS	Movimiento al Socialismo
MPN	Movimiento Popular Neuquino
MTD	Movimiento de Trabajadores Desocupados
MTL	Movimiento Territorial de Liberación
MTR	Movimiento Teresa Rodríguez
NMS	Nouveaux mouvements sociaux
PC	Partido Comunista de la Argentina
PCR	Partido Comunista Revolucionario
PRS	Partido Renovador de Salta
UB	Unidad básica
UTD	Unión de Trabajadores Desocupados
YPF	Yacimientos Petrolíferos Fiscales

RÉSUMÉ

En réaction aux conséquences entraînées par les réformes néolibérales, plusieurs mobilisations sociales et soulèvements populaires ont marqué l'Amérique du Sud durant la dernière décennie. Lorsqu'ils ont adressé leurs revendications à l'État, les mouvements sociaux ont dévoilé l'existence de relations clientélistes. Agissant telle une solution aux problèmes socioéconomiques des populations défavorisées, le clientélisme organise, en fait, la société dans un rapport de pouvoir inégal. Compte tenu de l'importance des mouvements sociaux sur les scènes nationales, cette recherche a donc pour but d'étudier les transformations qu'ils entraînent à l'égard du phénomène clientéliste au sein des systèmes politiques.

La présentation d'une discussion théorique comparative fait ressortir que certains mouvements sociaux impulsent des transformations en périphérie du système politique dans une dynamique de changement par le bas, au niveau local; tandis que d'autres s'efforcent d'influencer ou d'investir l'État dans une dynamique de changement par le haut, soit au cœur du système politique. Pour expliquer l'ampleur des transformations à l'égard du clientélisme, l'élaboration d'une grille d'analyse permet de décortiquer le système politique selon différentes structures de pouvoir. À partir du cas de l'Argentine, l'étude des initiatives mises de l'avant par les différents groupes du mouvement *piquetero* démontre que les transformations sont impulsées davantage selon une dynamique de changement par le bas. Les résultats révèlent également les obstacles qui empêchent les *piqueteros* de produire des transformations au cœur du système politique.

Mots clés : mouvements sociaux, transformations politiques, clientélisme, Argentine, système politique, mouvement *piquetero*.

INTRODUCTION

Depuis le début des années 2000, plusieurs crises et soulèvements populaires ont affecté l'Amérique du Sud. Malgré ou à cause de son adhésion aux prescriptions du Fonds monétaire international (FMI), l'Argentine connaissait en 2001 une crise économique sans précédent qui a entraîné la mise à pied de milliers de travailleurs¹. Plus d'une fois descendue dans la rue, la population a protesté en scandant à l'intention de la classe politique et du FMI "*Que se vayan todos*" (qu'ils partent tous)². En réclamant la démission du gouvernement, les différents groupes populaires ont exprimé une profonde critique à l'égard des politiques économiques et sociales ainsi que leur indignation face aux scandales de corruption accablant plusieurs autorités politiques³. Désigné plus tard comme l'*Argentinazo*, ce soulèvement démontra visiblement l'existence d'une crise de la représentation politique.

De son côté, la Bolivie vivait une recrudescence de mobilisations sociales et de soulèvements populaires. En fait, la plupart des autres pays d'Amérique du Sud n'échappent pas à cette tendance : protestations du mouvement étudiant au Chili, soulèvements indigènes⁴ en Équateur, mobilisations du mouvement des Sans Terre au Brésil⁵, etc. Les mouvements sociaux en Amérique latine sont visiblement de puissants leviers de contestation pouvant influencer les politiques d'un pays. Après plusieurs années vécues au rythme des ajustements structurels, les sociétés latino-

¹ Les avis sont partagés sur la nature du rôle du FMI au regard de la crise économique. Il ne s'agit pas d'en débattre ici mais plutôt de souligner son intervention dans le paysage politique de l'Argentine.

² Victor Armony. 2004. *L'énigme argentine. Images d'une société en crise*. Outremont (Québec): Athéna éditions, p. 149.

³ Ana C. Dinerstein. 2003. «¡Que se Vayan Todos! Popular Insurrection and the Asamblea Barriales in Argentina». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 22, no. 2, p. 193.

⁴ Le terme "indigènes" n'est pas utilisé de manière péjorative. Il s'agit plutôt de la traduction littérale de l'espagnol au français du terme "*indígenas*", désignant les peuples originaires et fondateurs de l'Amérique du Sud.

⁵ «Chile: cerca de 600 mil estudiantes salieron a las calles para pedir cambios en el sistema educativo». *Clarín*, 30 mai 2006, [En ligne]. <http://www.clarin.com/diario/2006/05/30/um/m-01205385.htm> (page consultée le 27 novembre 2008); «Protesta indígena en Ecuador». *BBC Mundo.com*, 17 février 2004, [En ligne]. http://news.bbc.co.uk/1/hi/spanish/latin_america/newsid_3494000/3494651.stm (page consultée le 27 nov. 2008); «Masiva protesta de los "Sin Tierra" en Brasil». *La Nación.com*, 14 juin 2007, [En ligne]. http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=917345 (page consultée le 27 novembre 2008).

américaines présentent plus que jamais de profondes inégalités sociales et économiques sur un fond de chômage, de précarité d'emploi, de corruption et de méfiance envers la classe politique⁶.

Dans ce contexte, compte tenu de l'importance des mouvements sociaux sur la scène nationale, quelles sont les conséquences des mobilisations sociales sur les systèmes politiques latino-américains? Au-delà des protestations, les mouvements sociaux proposent-ils des solutions à ces problèmes? Ultimement, **les mobilisations sociales entraînent-elles dans leur sillon une transformation politique?**

Cette dernière question soulève l'intérêt d'une recherche qui approfondirait les connaissances quant aux impacts des mouvements sociaux sur les sociétés dans lesquelles ils évoluent. Déjà, plusieurs ouvrages se sont penchés sur l'impact des changements politiques sur l'action collective et les mouvements sociaux, mais qu'en est-il du phénomène inverse? Trop souvent, la littérature fait état du "qui? – quand? – comment? – pourquoi?" sans trop s'attarder au "quoi?", c'est-à-dire aux conséquences ou résultats des actions initiées par les mouvements sociaux. Sur ce plan, il semble bien que des espoirs soient permis. La mobilisation sociale en Bolivie nous démontre que des soulèvements populaires coordonnés peuvent faire fléchir une politique de privatisation de l'eau et même pousser un président à démissionner, des résultats similaires se produisaient également en Argentine lors des soulèvements de 2001⁷. Cependant, il est aussi possible que la capacité des mouvements sociaux à impulser un changement politique ou à transformer leurs conditions d'existence soit surestimée. Depuis les années 1990, malgré l'effervescence grandissante des mouvements sociaux et l'élection de plusieurs gouvernements de gauche, les problèmes socioéconomiques et politiques sont toujours manifestes.

Suivant une démarche qualitative, la présente recherche procédera dans un premier temps à une revue critique d'ouvrages et d'articles scientifiques (en français,

⁶ Benjamin Kohl et Linda Farthing. 2006. *Impasse in Bolivia. Neoliberal hegemony and popular resistance*. New York: Zed Books, p. 28-30.

⁷ Eduardo Ohav Frajman. 2006. «Civil Society, Popular Protest, and Democracy in Latin America». Thèse de doctorat en science politique, University of Maryland, College Park, p. 15-16.

anglais et espagnol) se rapportant aux concepts et théories des mouvements sociaux, étoffés par les expériences argentine et bolivienne de 1990 à 2009. Une discussion théorique comparative permettra, en effet, de répondre à différentes questions afin de guider la recherche et ainsi formuler des réponses quant au potentiel transformateur des mouvements sociaux. Par exemple, qui sont précisément les acteurs de ces mobilisations sociales? Sont-ils nouveaux? Comment s'organisent-ils? Quel est leur processus de mobilisation? Comment développent-ils leurs rapports avec l'État? Proposent-ils des projets alternatifs? Ces questions nous aideront à décortiquer les différentes dynamiques à l'œuvre et à reconnaître les similarités ou les différences entre les mobilisations des mouvements sociaux de manière à saisir leur contribution par rapport à d'éventuelles transformations politiques. Ces dernières constituent, dans le cadre de cette recherche, des phénomènes collectifs impulsés par les mouvements sociaux qui affectent une collectivité ou un secteur d'une collectivité⁸. Elles surviennent lorsque des changements durables sont observables dans les différentes structures de pouvoir du système politique et sont identifiables selon un point de référence dans le temps.

Le premier chapitre présentera l'élaboration d'un cadre théorique comparatif qui tire parti des expériences argentine et bolivienne, lesquelles révèlent une présence remarquée des mouvements sociaux, pour susciter une réflexion approfondie sur les dynamiques de transformation. Les mobilisations sociales apparaissent, en effet, sur la place publique en réaction aux politiques néolibérales et dans la foulée d'un processus de démocratisation mis de l'avant dans les années 1980⁹. À première vue, il nous semble que les mouvements boliviens témoignent d'une dynamique de changement par la voie institutionnelle, tandis que ceux de l'Argentine déploient des initiatives davantage au niveau local à l'extérieur des institutions politiques.

⁸ Guy Rocher. 1992. *Introduction à la sociologie générale*, 3^e éd. Montréal: Éditions Hurtubise HMH Ltée, p. 393-394.

⁹ Jennifer Noelle Collins. 2006. «Democratizing Formal Politics: Indigenous and Social Movement Political Parties in Ecuador and Bolivia, 1978-2000». Thèse de doctorat en science politique, University of California, p. 21.

Il sera donc nécessaire d'examiner le contexte politique dans lequel les transformations impulsées par les mouvements sociaux apparaissent pour évaluer la portée de leurs initiatives. En se penchant sur le cas de l'Argentine, le deuxième chapitre s'attardera alors à comprendre la nature du système politique selon deux dimensions, soit son cœur et sa périphérie. Cette distinction conceptuelle nous aidera à localiser le terrain des transformations ainsi que le type de dynamique de changement mis de l'avant par les mouvements sociaux argentins. La structure des opportunités et des contraintes politiques au sein du système argentin sera aussi étudiée pour mettre en lumière ce qui facilite ou empêche les mouvements sociaux de produire des transformations politiques.

Attendu que l'étude de l'ensemble du système politique dépasse le cadre de la présente recherche, nous examinerons qu'un seul de ses aspects, soit les relations clientélistes entre les institutions politiques et la société civile. Apparaissant telle une des solutions aux problèmes socioéconomiques quotidiens des populations défavorisées, le clientélisme est un échange inégal et hiérarchique par lequel un patron, grâce à son contrôle sur les ressources publiques, distribue des bénéfices exclusifs à ses clients en vue d'acheter leur support électoral¹⁰. Souvent désigné dans le langage populaire comme de la corruption, le clientélisme constituera le critère à partir duquel nous articulerons les transformations politiques impulsées par les mouvements sociaux dans le système politique argentin. Le dernier chapitre fera donc état de l'impact des initiatives mises de l'avant par les différents groupes du mouvement *piquetero* sur les relations clientélistes selon chacune des structures de pouvoir du système politique. Bien qu'elles ne soient pas toujours dirigées vers le clientélisme, ces initiatives témoignent de la diversité des moyens utilisés pour améliorer leurs conditions de vie et, parfois, transformer les rapports sociopolitiques vers une plus grande égalité.

¹⁰ Mark Bevir (dir. publ.). «Clientelism». In *Encyclopedia of governance*, éd. 2007, vol. 1, p. 95; Vernon Bogdanor (dir. publ.). «Clientelism». In *The Blackwell Encyclopaedia of political institutions*, éd. 1987, p. 108; Guy Hermet, Bertrand Badie, Pierre Birnbaum et Philippe Braud (dir. publ.). «Clientélisme». In *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, éd. 2005, p. 54-56.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE GÉNÉRALE DE LA RECHERCHE

1.1 Revue de la littérature et perspectives théoriques

Pour aborder notre sujet de recherche, une discussion sur les théories et concepts se rapportant aux mouvements sociaux dévoilera, dans un premier temps, leur processus de mobilisation de même que leur nature. Puis, la question des rapports que ces derniers entretiennent avec l'État au sein du système politique sera étudiée afin de saisir leur processus de mobilisation en réaction aux grands changements politiques. Qu'ils se présentent comme des opportunités ou des contraintes à la mobilisation, ces rapports révèlent également ce que les mouvements sociaux tentent de transformer. Enfin, plusieurs concepts nous aideront à exposer les différentes stratégies de transformation politique mises en œuvre par les mouvements sociaux. Même si elles ne visent pas nécessairement à transformer les relations clientélistes, le potentiel transformateur qui en émerge fournit des éléments d'analyse essentiels pour répondre à notre question de recherche.

1.1.1 Mobilisation sociale à l'égard de la transformation politique

Comment les mouvements sociaux s'organisent-ils pour tenter d'influencer les systèmes politiques? Quel est leur processus de mobilisation? Deux grands paradigmes théoriques ont été élaborés pour analyser et expliquer les mouvements sociaux. D'abord, l'approche de la structure des opportunités politiques (appelée aussi le paradigme du processus politique) explique les phénomènes de mobilisation sociale en fonction de la manière dont les groupes sociaux s'engagent dans l'action

collective. Par exemple, selon des concepts empruntés à la théorie de la mobilisation des ressources, les groupes se mobilisent en fonction de la disponibilité des ressources idéologiques et organisationnelles¹¹ tout en calculant stratégiquement leurs actions¹². Plus encore, l'émergence des mouvements sociaux ainsi que l'impact de leurs initiatives sont rendus possibles par des changements dans la structure institutionnelle et les relations de pouvoir au sein d'un système national¹³. Selon Tarrow, ces changements produisent une structure d'opportunités politiques (ou de contraintes) envoyant des signaux aux acteurs sociaux qui les encouragent ou les découragent à engager leurs ressources internes pour constituer des mouvements sociaux¹⁴. Des conditions spécifiques permettent ainsi de déterminer les impacts des mouvements en termes de succès ou d'échec mais ne sont pas en mesure d'expliquer leur nature et leur portée dans le système politique. L'approche du processus politique n'apporte guère de réponses quant aux transformations politiques entraînées par les mobilisations sociales, elle s'en tient à expliquer la conjoncture qui les rend possibles.

Or, les théoriciens latino-américains ont davantage adopté le paradigme de l'identité, communément appelé l'approche des nouveaux mouvements sociaux (NMS)¹⁵, pour rendre compte de phénomènes sociaux passés sous silence avec l'approche précédente. Cette adhésion est intimement liée aux conséquences sociales

¹¹ Sonia E. Alvarez et Arturo Escobar. 1992. «Conclusion: Theoretical and Political Horizons of Change in Contemporary Latin American Social Movements». In *The Making of Social Movements in Latin America: Identity, Strategy, and Democracy*, sous la dir. de A. Escobar et S. E. Alvarez. Boulder: Westview Press, p. 319; Marcela Alejandra Parra. 2005. «La construcción de los movimientos sociales como sujetos de estudio en América Latina». *Athena digital (Universidad Autónoma de Barcelona)*, no 8, p. 75; Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (dir. publ.). 1996. «Introduction: Opportunities, mobilizing structures, and framing processes – toward a synthetic, comparative perspective on social movements». Chap. in *Comparative perspectives on social movements: political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*. Cambridge [England]; New York: Cambridge University Press, p. 7; Marco Giugni. 2002. «Ancien et nouvel institutionnalisme dans l'étude de la politique contestataire». *Politique et Sociétés*, vol. 21, no 3, p. 75.

¹² Diane E. Davis. 1999. «The power of distance: Re-theorizing social movements in Latin America». *Theory and Society*, vol. 28, no 4, p. 587.

¹³ Davis, 1999, *loc. cit.*, p. 586; McAdam, 1996, *op. cit.*, p. 3; Giugni, 2002, *loc. cit.*, p. 76.

¹⁴ Sidney Tarrow. 1996. «States and opportunities: The political structuring of social movements». In *Comparative perspectives on social movements: political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, sous la dir. de D. McAdam, J. D. McCarthy et M. N. Zald. Cambridge [England]; New York: Cambridge University Press, p. 54-56; McAdam, 1996, *op. cit.*, p. 10.

¹⁵ Davis, 1999, *loc. cit.*, p. 586.

de la restructuration du capitalisme sur l'action collective¹⁶. En effet, plusieurs mouvements sociaux ont dû se repositionner dans le système politique, notamment à cause de la perte de canaux institutionnels (les syndicats), utilisés traditionnellement pour s'adresser à l'État (voir section 1.1.3). D'après Escobar et Alvarez, différents mouvements sociaux sont apparus et «*challenged the state's economic and political models and called into question authoritarian and hierarchical ways of doing politics*»¹⁷. Par la suite, une crise de la représentation politique s'est manifestée par une perte de légitimité et de crédibilité à l'égard des élus, des partis et des institutions politiques. Les nouveaux mouvements sociaux se sont mobilisés alors sur la base de nouvelles identités collectives¹⁸ et ont proposé d'autres façons de faire de la politique au quotidien¹⁹, soit dans un rapport d'autonomie à l'égard de l'État et la politique conventionnelle²⁰. Ils ont créé des espaces d'expression où le politique est une expérience fondée sur de nouvelles pratiques comme la démocratie participative, la redéfinition de la citoyenneté, la mise en place de structures décentralisées et la

¹⁶ Fernando Calderón, Alejandro Piscitelli et José Luis Reyna. 1992. «Social Movements: Actors, Theories, Expectations». In *The Making of Social Movements in Latin America: Identity, Strategy, and Democracy*, sous la dir. de A. Escobar et S. E. Alvarez. Boulder: Westview Press, p. 21, 31; Piotr Sztompka. 1994. «Social movements as forces of change». Chap. in *The Sociology of Social Change*. Oxford: Blackwell Publishers, p. 279.

¹⁷ Arturo Escobar et Sonia E. Alvarez (dir. publ.). 1992. «Introduction: Theory and Protest in Latin America Today». Chap. in *The Making of Social Movements in Latin America: Identity, Strategy, and Democracy*. Boulder: Westview Press, p. 2; Calderón et al., 1992, *op. cit.*, p. 29; Davis, 1999, *loc. cit.*, p. 593; Sonia Alvarez, Evelina Dagnino et Arturo Escobar (dir. publ.). 1998. «Introduction: The Cultural and the Political in Latin American Social Movements». Chap. in *Cultures of politics/politics of cultures: re-visioning Latin American social movements*. Boulder: Westview Press, p. 2, 7, 11; Donatella Della Porta et Mario Diani. 2006. *Social Movements: An introduction*, 2^e éd. Malden, MA; Oxford: Blackwell, p. 233.

¹⁸ Escobar et Alvarez, 1992, «Introduction: Theory and Protest in Latin America Today», *op. cit.*, p. 5; Calderón et al., 1992, *op. cit.*, p. 23; Giugni, 2002, *loc. cit.*, p. 78; Della Porta et Diani, 2006, *op. cit.*, p. 230; Steven M. Buechler. 2000. *Social Movements in Advanced Capitalism: The Political Economy and Cultural Construction of Social Activism*. New York: Oxford University Press, p. 187.

¹⁹ Selon certains auteurs, les nouveaux mouvements sociaux proposèrent une nouvelle culture politique. Dans la présente recherche, nous la désignons plutôt comme une "nouvelle façon de faire de la politique" afin d'éviter toute confusion découlant de l'utilisation du concept de "culture" (pour en savoir plus sur la nouvelle culture politique, se référer à Santos - Della Porta et Diani - Alvarez, Dagnino et Escobar). Alvarez et Escobar, 1992. «Conclusion: Theoretical and Political Horizons of Change in Contemporary Latin American Social Movements», *op. cit.*, p. 322; Davis, 1999, *loc. cit.*, p. 599; Alvarez et al., 1998, *op. cit.*, p. 6.

²⁰ Escobar et Alvarez, 1992, «Introduction: Theory and Protest in Latin America Today», *op. cit.*, p. 5, 13; Calderón et al., 1992, *op. cit.*, p. 24-25; Alvarez et Escobar, 1992, «Conclusion: Theoretical and Political Horizons of Change in Contemporary Latin American Social Movements», *op. cit.*, p. 322; Parra, 2005, *loc. cit.*, p. 75.

promotion de relations horizontales entre les citoyens²¹ (voir section 1.1.4). En termes de changements politiques, ces nouveaux éléments de la mobilisation sociale constituent une contribution substantielle à la transformation du système politique.

D'autre part, l'enjeu de l'autonomie, soulevé par les nouveaux mouvements sociaux, démontre à quel point l'État demeure un référent important, car plusieurs d'entre eux tentent de contrecarrer son ingérence dans les différentes sphères de la société civile²². Alors, si une transformation politique induite par les mouvements sociaux se produisait, prendrait-elle place au sein de la société civile ou de l'État? Pour répondre à cette question, encore faut-il se faire une idée de ce qu'est la société civile. Symbolisant la sphère publique, la société civile serait indépendante et séparée de l'État²³. Selon Migdal, la société civile maintiendrait une relation de résistance face à l'État où elle s'efforcerait de le transformer ou de s'en approprier. Les mouvements sociaux seraient les principaux éléments de la société civile²⁴ évoluant avec plusieurs autres groupes et organisations ayant des intérêts différents. La société civile serait un terrain de luttes de pouvoir, ce que Migdal appelle des arènes de domination ou d'opposition, où différents acteurs sociaux se trouveraient en compétition pour s'approprier les ressources matérielles, culturelles et politiques de l'État²⁵. Il est donc difficilement envisageable, d'après l'approche des NMS, que la transformation politique émerge à l'intérieur de l'État, elle se concrétise davantage dans la société civile, là où les mouvements sociaux peuvent intervenir.

Si l'approche du processus politique conçoit la mobilisation sociale selon les ressources disponibles et les opportunités politiques, celle des NMS mise plutôt sur l'émergence de nouvelles identités collectives et la remise en question des façons de

²¹ Della Porta et Diani, 2006, *op. cit.*, p. 239-243; Boaventura de Sousa Santos. 2001. «Los nuevos movimientos sociales». *Revista OSAL (Observatorio Social de América latina)*, no 5, p. 181-182.

²² Davis, 1999, *loc. cit.*, p. 622.

²³ Joel S. Migdal. 1994. «The State in society: an approach to struggles for domination». In *State Power and Social Forces: Domination and Transformation in the Third World*, sous la dir. de Joel S. Migdal, Atul Kohli et Vivienne Shue. New York: Cambridge University Press, p. 29; Alvarez et al., 1998, *op. cit.*, p. 17; Ohav Frajman, 2006, *op. cit.*, p. 3, 8.

²⁴ Alvarez et al., 1998, *op. cit.*, p. 17; Santos, 2001, *loc. cit.*, p. 180.

²⁵ Migdal, 1994, *op. cit.*, p. 29; Alvarez et al., 1998, *op. cit.*, p. 17-18; Ohav Frajman, 2006, *op. cit.*, p. 9.

faire de la politique pour expliquer la mobilisation sociale. Par contre, l'une exclut-elle l'autre dans l'étude des mouvements sociaux? Ces approches doivent-elles être en opposition? Buechler soutient que les idées défendues par les deux paradigmes se retrouvent simultanément au sein des mouvements sociaux puisqu'ils présentent autant d'éléments politiques qu'identitaires, constituant simplement des aspects différents de l'action collective²⁶. Également, selon Alvarez, Dagnino et Escobar, le politique serait indissociable des processus identitaires²⁷ puisque les mouvements cherchent à modifier et à reconfigurer les façons dominantes de faire de la politique en redéfinissant le sens et les limites du système politique lui-même ou ce qui doit compter comme "politique"²⁸. Ceci suggère que le potentiel de transformation politique se manifeste davantage à travers l'expérience que les membres des mouvements sociaux font de la politique au sein de la société civile. Étant donné qu'un système politique est composé d'institutions, d'acteurs et de processus gouvernant une société²⁹, les mouvements sociaux ne sont en mesure de le transformer que partiellement. Il est peu probable qu'ils puissent transformer les institutions et les processus de gouvernance si ce n'est pas dans ces espaces qu'ils font leur expérience de la politique. En fait, ce qui est hors d'atteinte des initiatives des mouvements sociaux pourrait demeurer inchangé.

D'autre part, Davis suggère que la mobilisation sociale en Amérique latine s'explique davantage par le désir des groupes sociaux de se rapprocher des structures institutionnelles³⁰. L'État latino-américain étant hautement centralisé, c'est la distance entre lui et les groupes sociaux qui engagerait ceux-ci dans l'action collective, afin de profiter de ses ressources et participer au processus de

²⁶ Buechler utilise spécifiquement les concepts de "culture" et de "politique" pour appuyer ses propos. Selon lui, l'identité collective représente un des aspects les plus importants de l'action collective. L'identité constitue aussi un élément incontournable de sa définition du concept de "culture". Buechler, 2000, *op. cit.*, p. 163-164, 187-188.

²⁷ Les auteurs Alvarez, Dagnino et Escobar utilisent avant tout le concept de "culture" pour illustrer leurs propos. Cependant, ils considèrent les identités collectives comme des processus culturels et politiques.

²⁸ Alvarez et al., 1998, *op. cit.*, p. 7, 8, 10.

²⁹ Julián Durazo Herrmann. 2006. «Subnational Politics and Regime Change in Mexico». Thèse de doctorat en science politique, McGill University, p. 11.

³⁰ Davis, 1999, *loc. cit.*, p. 601.

gouvernance. Davis caractérise cette distance selon quatre dimensions : géographique, institutionnelle, identitaire (classe sociale) et culturelle. Ces dimensions influencent les stratégies que les groupes poursuivent ainsi que le sens et les identités qu'ils attribuent à l'action collective. Contrairement à l'autonomie défendue par l'approche des NMS, la distance des groupes sociaux par rapport à l'État n'est pas souhaitée et se trouve à être le produit d'un processus, parfois historique, de marginalisation et d'exclusion. Les différentes dimensions de cette distance constituent des indicateurs nous permettant de mesurer le degré d'inclusion aux structures institutionnelles.

Sur le plan géographique, la distance se traduit par l'isolement physique de groupes de citoyens à l'égard des activités politiques et des ressources de l'État souvent centralisées dans la capitale ou les grandes villes du pays. En milieu rural, ces groupes peuvent adopter un activisme révolutionnaire sur la base d'une critique radicale des structures de pouvoir ou coordonner leurs demandes à celles de mouvements sociaux à portée nationale afin de s'approcher de l'État³¹. Bien qu'il existe des structures institutionnelles au niveau local, elles détiennent généralement peu de pouvoir politique, car celui-ci est centralisé. Les institutions de gouvernance et le processus d'élaboration de politiques se retrouvent donc au niveau national, leur accessibilité demeure limitée pour la plupart des citoyens. La distance institutionnelle incite les mouvements sociaux à se mobiliser afin d'amener ces institutions à leur portée³². Ils peuvent tenter de mettre en place des mécanismes de participation citoyenne pour multiplier les accès à l'État et assurer une plus grande inclusion des citoyens.

La troisième distance réside dans l'exclusion d'acteurs sociaux regroupés sous de nouvelles identités, aux institutions de gouvernance et aux privilèges institutionnels du modèle corporatiste. Même pour les mouvements sociaux s'identifiant à la classe ouvrière (ex. : syndicats), l'accès institutionnel issu de ce

³¹ *Ibid.*, p. 603-605.

³² *Ibid.*, p. 609.

modèle tend à disparaître. Selon Davis, l'État n'a pas été préparé sur le plan institutionnel à incorporer ou accommoder les nouveaux mouvements sociaux³³. Finalement, la distance culturelle se traduit par la marginalisation exercée par l'État à l'égard de groupes ethniques et des minorités linguistiques qui ne font pas parties des discours officiels sur la nation, des projets et de la vision de l'État. Les groupes se mobilisent sur la base d'identités culturelles au niveau local pour remettre en question l'État. Ces identités deviennent des espaces d'appartenance et d'expression politique d'où peut émerger un potentiel transformateur³⁴. Suite à ses observations selon les quatre dimensions de la distance par rapport à l'État, Davis conclut que :

*There is clear evidence that groups considerably distanced from the state on all four dimensions will be more likely to engage in revolutionary action; while those closest on these counts, in contrast, have been more likely to use its formal political structures for demand-making*³⁵.

L'auteure envisage alors le changement politique davantage dans un rapport de rapprochement des mouvements sociaux vers l'État pour que ce dernier satisfasse leurs revendications et leur offre des espaces d'inclusion. Puisque la distance est vécue telle une marginalisation, ou une exclusion, les initiatives de rapprochement constitueraient un potentiel de transformation politique vers la démocratisation de l'État. Ce potentiel sous-entend l'idéalisation de ce que l'État devrait être et faire, un idéal qui «*entails both procedural and representative institutions for citizen participation in governance and policymaking [...] and on how responsive states should be and to whom*»³⁶. Les mouvements sociaux possèdent donc le potentiel de modifier le caractère institutionnel, les lieux du pouvoir et le contenu culturel de l'État en mettant en place des mécanismes de gouvernance pour assurer l'inclusion des citoyens au sein des structures institutionnelles³⁷. Lorsque ces accès sont mis en

³³ *Ibid.*, p. 614.

³⁴ *Ibid.*, p. 616.

³⁵ *Ibid.*, p. 619, 625.

³⁶ *Ibid.*, p. 609.

³⁷ *Ibid.*, p. 625.

place, les mouvements sociaux seraient en mesure d'utiliser leur inclusion en vue d'obtenir des résultats concrets comme la modification de politiques ou des réformes favorables à leurs revendications.

Mais l'inclusion politique ne peut suffire à assurer la durabilité des nouveaux mécanismes de gouvernance et les gains qu'ils obtiennent. La structure du pouvoir politique doit être modifiée en profondeur de manière à garantir les changements politiques à long terme. Cela suppose qu'ils soient soutenus par des mesures législatives et financières en vue de les rendre difficilement réversibles. D'autre part, en se rapprochant trop près de l'État, les mouvements sociaux peuvent ressembler davantage à des groupes d'intérêts s'ils adoptent des comportements politiques conformes aux attentes du gouvernement³⁸. Dans ce cas, la mobilisation sociale et toutes formes d'opposition seraient étouffées, réduisant ainsi la probabilité de voir apparaître un changement politique impulsé par les mouvements sociaux.

Somme toute, les mouvements sociaux détiendraient davantage de potentiel transformateur et d'opportunités de rendre l'État plus démocratique lorsqu'ils s'y rapprochent (dans une ou plusieurs dimensions) que ceux s'engageant dans une démarche révolutionnaire. Pourtant, Davis semble sous-estimer le potentiel transformateur de la démarche révolutionnaire. En étant exclus politiquement des structures institutionnelles, les mouvements sociaux remettent en question les processus de prise de décisions et la logique même de l'État, ce qui va bien au-delà de revendications ponctuelles. Au sein de la société civile et des mouvements sociaux eux-mêmes, les citoyens peuvent alors prendre part à la construction d'une société plus démocratique grâce à des projets politiques qui leur sont propres (voir section 1.1.4).

³⁸ *Ibid.*, p. 619-620.

1.1.2 Potentiel transformateur selon la nature des mouvements sociaux

Au cœur de la mobilisation sociale se pose la question de la nature des mouvements sociaux. Qui sont ces acteurs sociaux? Sont-ils nouveaux? La littérature décrit les mouvements sociaux comme étant des acteurs collectifs partageant un but commun ou une cause commune qui les engage dans une dynamique conflictuelle envers un adversaire³⁹. Ils s'organisent en réseaux informels d'action collective ou d'échanges par lesquels les groupes et les individus sont connectés les uns aux autres par des alliances et des liens identitaires et solidaires⁴⁰. Cette structure organisationnelle fluide permet aux mouvements sociaux de mobiliser et mettre en commun des ressources pour formuler des revendications, par exemple, envers l'État et développer des initiatives non institutionnelles pour atteindre leur but⁴¹. Les groupes informels ne sont pas les seuls acteurs à former un mouvement social. S'ils partagent la même identité collective, des organisations sociales (ex. : syndicats) ayant une structure organisationnelle hiérarchique s'intègrent au mouvement aux côtés des groupes informels. C'est grâce à cette identité que les individus, les réseaux et les organisations sentent qu'ils font partie d'une collectivité, qu'ils partagent des expériences passées et présentes et qu'ils peuvent se mobiliser ensemble vers un changement⁴².

Le potentiel transformateur des mouvements sociaux réside donc dans leur capacité à mettre à profit leur identité collective pour se mobiliser vers un but précis contre un adversaire et ainsi acquérir un certain poids politique. En effet, l'identité possède un caractère évocateur et rassembleur parmi les membres des mouvements, mais aussi au sein de la population. Elle est un puissant véhicule pour diffuser les

³⁹ Elizabeth Jelin (1986), citée dans Escobar et Alvarez, 1992, «Introduction: Theory and Protest in Latin America Today», *op. cit.*, p. 15; Sztompka, 1994, *op. cit.*, p. 275; Della Porta et Diani, 2006, *op. cit.*, p. 21; Giugni, 2002, *loc. cit.*, p. 73; Erik Neveu, 2005. «De "nouveaux" mouvements sociaux?». Chap. in *Sociologie des mouvements sociaux*, 4^e éd. Paris: Découverte, p. 68.

⁴⁰ Della Porta et Diani, 2006, *op. cit.*, p. 24.

⁴¹ Elizabeth Jelin (1986), citée dans Escobar et Alvarez, 1992, «Introduction: Theory and Protest in Latin America Today», *op. cit.*, p. 15; Sztompka, 1994, *op. cit.*, p. 276; Giugni, 2002, *loc. cit.*, p. 73; Santos, 2001, *loc. cit.*, p. 182.

⁴² Della Porta et Diani, 2006, *op. cit.*, p. 21; Giugni, 2002, *loc. cit.*, p. 73.

idées défendues par les mouvements et pour gagner l'adhésion de nouveaux membres. Les soulèvements populaires réunissant un grand nombre d'organisations sociales et de citoyens, notamment la "guerre de l'eau" en Bolivie (2000) et l'*Argentinazo* en Argentine (2001), constituent à ce titre des exemples de succès.

Au-delà du concept, sous quelles formes les mouvements sociaux se présentent-ils concrètement? On ne peut pas répondre à cette question sans entrer dans le débat entre les "anciens" et les "nouveaux" mouvements sociaux. Les anciens mouvements se concrétiseraient selon l'identité de la classe ouvrière sous la forme de syndicats, de mouvements paysans ou même de groupes révolutionnaires⁴³. Ces acteurs dits traditionnels sont habituellement organisés de manière hiérarchique et visent le contrôle de l'État⁴⁴ ou encore, grâce à leur proximité ou leur accès aux structures institutionnelles (en vertu du modèle corporatiste), ils formulent des revendications ponctuelles et réclament la modification de politiques⁴⁵.

D'autre part, les nouveaux mouvements ne s'identifieraient pas en termes de classe sociale mais plutôt à des groupes sociaux marginalisés⁴⁶ avec des contours plus ou moins définis en fonction d'identités et d'intérêts collectifs comme l'ethnicité, le féminisme ou les droits humains. Non seulement leur représentation serait un élément nouveau⁴⁷ mais également la manière dont ils conçoivent la participation politique (ex. : démocratie participative, relations horizontales). En fait, ce qui différencie les nouveaux mouvements sociaux des anciens réside dans leur rapport à l'État. Le processus de mobilisation des nouveaux mouvements se produit davantage dans les sphères de la société civile qu'autour des instances institutionnelles du système politique, là où les anciens mouvements ont l'habitude d'évoluer.

⁴³ Escobar et Alvarez, 1992, «Introduction: Theory and Protest in Latin America Today», *op. cit.*, p. 3; Alvarez et al., 1998, *op. cit.*, p. 6; Sztompka, 1994, *op. cit.*, p. 284; Parra, 2005, *loc. cit.*, p. 73.

⁴⁴ Escobar et Alvarez, 1992, «Introduction: Theory and Protest in Latin America Today», *op. cit.*, p. 3; Parra, 2005, *loc. cit.*, p. 73-75; Neveu, 2005, *op. cit.*, p. 67.

⁴⁵ Davis, 1999, *loc. cit.*, p. 620.

⁴⁶ Armony, 2004, *op. cit.*, p. 118; Santos, 2001, *loc. cit.*, p. 180.

⁴⁷ Calderón et al., 1992, *op. cit.*, p. 25.

Enfin, peut-on conclure que les anciens mouvements sociaux aient davantage de succès que les nouveaux dans leur capacité à transformer le système politique? Selon Oxhorn, cette transformation serait d'abord possible par l'appropriation du processus d'élaboration des politiques lorsque des organisations du mouvement ouvrier (un ancien mouvement social)⁴⁸ s'allient à un parti politique pour prendre le pouvoir aux élections. Cette association avec un parti politique, envisageable en vertu de revendications et d'identités communes, permettrait aux mouvements sociaux d'accroître leur portée d'action et d'acquérir plus de légitimité politique.

Le potentiel de transformation résultant d'une telle association dépend du type de demandes formulées et de la nature même des organisations sociales. Dans le cas où elles seraient avant tout préoccupées à satisfaire leurs besoins immédiats et qu'elles demeuraient cantonnées dans un espace territorial donné, il est probable qu'elles se laisseraient entraîner dans une relation patron-client avec les partis politiques recherchant leur vote⁴⁹. En revanche, lorsque ces organisations territorialement constituées intègrent un mouvement social à grande portée déployant un ensemble de revendications, une dynamique de compétition s'engage alors avec les partis politiques. En effet, ces organisations sociales n'ont plus besoin de recourir aux partis politiques pour gagner l'allégeance populaire et attirer l'attention de l'État. En acquérant ce poids politique, le potentiel transformateur peut se déployer dans la formulation de leur propre agenda politique. D'après l'expérience bolivienne, les mouvements sociaux se sont dotés d'un véhicule politique, le *Movimiento al Socialismo* (MAS), qui leur permet de concrétiser des transformations politiques au sein de l'État (voir section 1.1.4).

⁴⁸ Oxhorn utilise plutôt l'expression "*functionally based organizations*", c'est-à-dire des organisations constituées en vertu de leur fonctionnalité par rapport à un groupe de travail ou à des enjeux reliés à la production. Il utilise explicitement l'exemple du mouvement ouvrier, considéré d'ailleurs comme un ancien mouvement social selon la littérature, pour illustrer une éventuelle association avec les partis politiques lors de la tenue d'élections. Philip D. Oxhorn. 1995. *Organizing Civil Society: The Popular Sectors and the Struggle for Democracy in Chile*. University Park, Pa.: Pennsylvania State University Press, p. 29-30.

⁴⁹ Oxhorn, 1995, *op. cit.*, p. 31.

1.1.3 Relations entre les mouvements sociaux et l'État

Dès lors, la question se pose : de quelle manière les mouvements sociaux développent-ils concrètement leurs relations avec l'État? Différentes structures de relations, passées ou présentes, sont à l'œuvre entre l'État et la société civile latino-américaine⁵⁰. Cette question est importante, car elle dévoile des relations au sein du système politique que les mouvements sociaux tentent de transformer ou de s'en prémunir dans un rapport d'autonomie. Suivant l'approche du processus politique, nous pouvons dès lors rendre compte des changements dans la structure institutionnelle et de la mutation des relations de pouvoir au sein du système politique. Ce cadre de contraintes et d'opportunités politiques engage les mouvements sociaux dans un processus de réorganisation et de mobilisation tout en déterminant le succès des initiatives qu'ils entreprennent.

a) Réorganisation des mouvements sociaux face aux réformes néolibérales

L'application des réformes néolibérales a eu une grande influence sur les relations entre l'État et les mouvements sociaux⁵¹. Durant les années 1970, des pressions extérieures incitaient les pays latino-américains à mettre en œuvre des programmes d'ajustement structurel et des politiques néolibérales⁵². Dès le début des années 1980, l'État s'est retiré peu à peu des sphères sociale et économique tout en initiant un processus de démocratisation. L'ouverture des marchés et la privatisation d'entreprises étatiques entraînaient le licenciement de milliers de travailleurs qui ne pouvaient plus se mobiliser au sein des syndicats et utiliser les canaux institutionnels pour formuler leurs demandes⁵³. En se retrouvant désormais exclus des accès

⁵⁰ Plusieurs structures de relations sont décrites dans la revue de la littérature, nous retenons celles qui nous intéressent pour la présente recherche.

⁵¹ Alvarez et al., 1998, *op. cit.*, p. 1.

⁵² Menno Vellinga. 1998. «The Changing Role of the State in Latin America». Chap. in *The Changing Role of the State in Latin America*. Boulder: Westview Press, p. 11-12.

⁵³ Deborah J. Yashar. 2005. *Contesting Citizenship in Latin America: the rise of Indigenous Movements and the Postliberal Challenge*. New York: Cambridge University Press, p. 184.

(corporatistes) à l'État, ces nouveaux chômeurs lui revendiquèrent une sorte de filet social tout en faisant appel à ses responsabilités face aux citoyens.

C'est dans ce contexte, en 1996, que des milliers de travailleurs licenciés érigeaient des piquets de grève sous la forme de barrages routiers dans la province de Neuquén en Argentine⁵⁴. Ce moyen de contestation a été repris fréquemment au cours des années subséquentes et a marqué les débuts des *piqueteros* : un "mouvement des mouvements" de chômeurs, de personnes marginalisées et de protestations sociales incarnant la résistance au modèle néolibéral⁵⁵. Alors que les syndicats peinent à entretenir des rapports désormais affaiblis avec l'État, plusieurs groupes marginalisés expriment une remise en question du système politique et économique puisqu'ils se sentent trahis et trompés par la classe politique⁵⁶. La légitimité qu'ils accordaient au système politique s'est effritée, ce qui incitait plusieurs mouvements sociaux à occuper des espaces politiques sur la base de nouvelles identités (ex.: *piquetero*, *cocalero*, peuples indigènes) et à s'imposer à partir des années 2000 comme représentants de la société civile face à l'État⁵⁷.

Sans pour autant s'engager dans une démarche révolutionnaire, plusieurs groupes *piqueteros* ont préféré assumer leur exclusion aux institutions politiques et formuler des revendications à l'État dans un rapport d'autonomie. Dans la même foulée, les assemblées de voisins⁵⁸ ont choisi de demeurer à distance des syndicats et des partis politiques parce que, selon eux, ils reproduisent une logique instrumentale d'un système qu'ils remettent en question⁵⁹. Ayant vu le jour en 2002 au lendemain de l'*Argentinazo*, ces assemblées se sont présentées tel un "mouvement de

⁵⁴ Armony, 2004, *op. cit.*, p. 120-121.

⁵⁵ Maristella Svampa. 2005. «Argentine: l'avenir des piqueteros». In *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine*, Collection Alternatives Sud, vol. 12, no 2. Paris : Éditions Syllepse; Louvain-la-Neuve: Centre Tricontinental, p. 115.

⁵⁶ Armony, 2004, *op. cit.*, p. 132.

⁵⁷ Silvia Rivera Cusicanqui. 2006. «The Roots of the Rebellion: Reclaiming the Nation». In *Dispatches from Latina America. On the Fronlines Against Neoliberalism*, sous la dir. de Vijay Prashad et Teo Ballvé. Cambridge: South End Press, p. 173-175.

⁵⁸ Le mouvement des assemblées de voisins connaît aujourd'hui un essoufflement tant sur le nombre de ses membres que sur l'intensité de ses mobilisations.

⁵⁹ Buechler, 2000, *op. cit.*, p. 207.

rassemblements spontanés" de citoyens issus de la classe moyenne qui visaient la réappropriation des espaces publics pour exprimer leur indignation à l'égard de la classe politique et recomposer le tissu social des quartiers, là où l'État s'était retiré⁶⁰.

D'autres groupes *piqueteros* ont plutôt choisi de se rapprocher des structures de l'État en s'alliant aux syndicats pour réclamer l'inclusion de leurs membres au marché du travail de même que l'augmentation des programmes d'employabilité et des subsides aux chômeurs⁶¹. Ces groupes, notamment la *Federación de Tierra, Vivienda y Habitat* (FTV), rejoignaient les rangs de la *Central de Trabajadores Argentinos* (CTA) créée en 1992 dans la mouvance de la recomposition du mouvement ouvrier entraînée par les réformes néolibérales (se référer à la figure 2.2.2 pour une représentation simplifiée des alliances politiques parmi les différents groupes *piqueteros*). Évoluant déjà au sein du mouvement syndical, d'autres groupes quittaient la *Confederación General del Trabajo* (CGT) – d'allégeance péroniste – pour s'affilier à la CTA et ainsi acquérir plus d'indépendance dans la représentation des secteurs de la population exclus de la CGT, tels que les travailleurs sans emploi, les paysans du mouvement des Sans Terre et les retraités⁶². En ce cas, puisque les accès institutionnels issus du modèle corporatiste n'ont pas tous été supprimés, on pourrait s'attendre, suivant les propos de Davis, à ce que les initiatives de rapprochement de ces mouvements sociaux produisent des transformations politiques. Pourtant, leurs revendications pour obtenir davantage de subsides ne mèneront pas nécessairement à l'émergence de mécanismes de gouvernance.

Dès les débuts du mouvement *piquetero*, le barrage routier a constitué un outil efficace par lequel les chômeurs ont obtenu des bénéfices de l'État, principalement

⁶⁰ Pedro Brieger. 2003. «Les assemblées de voisins, une expérience inédite dans la politique». In *Argentine : Enjeux et racines d'une société en crise*, sous la dir. de Diana Quattrocchi-Woisson. Paris: Tiempo Éditions, Le Félin-Kiron, p. 337, 342, 348.

⁶¹ Ana C. Dinerstein. 2003. «A Silent Revolution: The Unemployed Workers' Movement in Argentina and the New Internationalism». In *Struggles in the Americas: the emergence of a new civil society. Conference presentations*, sous la dir. de Rosalind Boyd et S.J. Noumoff. Montréal, Qué.: McGill University, Centre for Developing-Area Studies, p. 87.

⁶² *Ibid.*, p. 94.

des subsides du programme d'assurance-chômage⁶³. Il est encore largement utilisé en tant que forme de mobilisation sociale, laquelle affecte le processus de valorisation capitaliste en perturbant le transport⁶⁴. Selon Armony, «le barrage routier représentait une appropriation des lieux publics par ceux qui se sentaient dépossédés, escroqués par un système foncièrement injuste»⁶⁵. Il s'agit, pour Spagnolo, d'une expérience émancipatrice par laquelle les *piqueteros* ont récupéré une identité propre en sortant de l'anonymat. C'est à partir de cette identité collective que peut se développer un potentiel transformateur par la création de liens solidaires et de réseaux d'action collective. Le caractère rassembleur de l'identité *piquetera* a rallié plusieurs autres groupes de chômeurs à leur cause, ce qui leur confère un certain poids politique face à l'État. Depuis, l'usage du barrage routier a été repris maintes fois, non seulement par d'autres mouvements sociaux, mais aussi par des associations privées de grands propriétaires terriens. Notamment, ils ont protesté en 2008 afin d'obliger le gouvernement à faire marche arrière sur l'augmentation des impôts à l'exportation de produits agricoles⁶⁶, dépouillant ainsi le barrage routier de sa symbolique anti-néolibérale. Les buts que poursuivent les organisations sociales ne sont pas homogènes et comme le soutient Migdal, les différents acteurs de la société civile sont en compétition, ce qui contribue à fragmenter les mouvements sociaux.

Du côté de la Bolivie, le licenciement massif d'employés de la fonction publique et des entreprises étatiques a entraîné la réduction de la taille des syndicats ainsi que la déstructuration de la plus grande organisation syndicale, la *Central Obrera Boliviana* (COB). D'autres organisations sociales se sont imposées en tant que véhicules de mobilisation populaire face à l'État. Par exemple, les syndicats

⁶³ Alberto Spagnolo. 2003. «La crisis institucional en la Argentina y los movimientos sociales». In *Struggles in the Americas: the emergence of a new civil society. Conference presentations*, sous la dir. de Rosalind Boyd et S.J. Noumoff. Montréal, Qué.: McGill University, Centre for Developing-Area Studies, p. 119, 121.

⁶⁴ Daniel Campione et Beatriz Rajland. 2006. «Piqueteros y trabajadores ocupados en la Argentina de 2001 en adelante. Novedades y continuidades en su participación y organización en los conflictos». In *Sujetos sociales y nuevas formas de protesta en la historia reciente de América Latina*, sous la dir. de Gerardo Caetano. Buenos Aires: Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), p. 311.

⁶⁵ Armony, 2004, *op. cit.*, p. 124.

⁶⁶ «Argentina: "100 días más" de protesta». *BBC Mundo.com*, 16 juin 2008, [En ligne]. http://news.bbc.co.uk/1/hi/spanish/latin_america/newsid_7455000/7455217.stm (page consultée le 20 janvier 2009).

cocaleros ont permis l'expression d'un leadership indigène-citoyen dans un espace davantage régional avec des demandes plus sectorielles⁶⁷. D'ailleurs, la nature du mouvement *cocalero* témoigne d'un potentiel transformateur accru en vertu de caractéristiques lui permettant d'impulser des transformations à la fois aux niveaux local et national. Revêtant le mode de représentation d'un nouveau mouvement social, les groupes de paysans producteurs de coca se sont appropriés l'identité indigène articulée autour de la notion de territoire et de la feuille de coca. Mais d'un autre côté, ces groupes empruntent les aspects d'un ancien mouvement social. Ils ont récupéré les modes d'organisation et les stratégies de mobilisation des syndicats miniers⁶⁸, ce qui a mené certains d'entre eux à se regrouper aux *Seis Federaciones Cocaleras del Trópico de Cochabamba*, une organisation affiliée à la *Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia* (CSUTCB).

Le regroupement de ces Fédérations a permis aux *cocaleros* de se consolider au niveau local pour lutter contre les politiques d'éradication de la culture de la coca menées par l'État bolivien⁶⁹. Puis, en s'alliant à un mouvement de portée nationale, notamment la CSUTCB, le mouvement *cocalero* a pu gagner une force d'impact national grâce, entre autres, à l'articulation de leurs luttes sur les barrages routiers. Leur potentiel de transformation s'est traduit également par la création d'un parti politique (MAS) visant à accroître la portée de leurs revendications sur la base d'une identité collective – le *cocalero* – puisée à même l'héritage culturel indigène. Les modes de gouvernance, les principes et les valeurs propres aux peuples indigènes s'affirment à travers l'identité indigène et la revendication d'une nouvelle citoyenneté⁷⁰.

⁶⁷ Álvaro García Linera, Marxa Chávez León et Patricia Costas Monje. 2008. *Sociología de los movimientos sociales en Bolivia. Estructuras de movilización, repertorios culturales y acción política*, 3^e éd. La Paz, Bolivia: Plural Editores, p. 72, 76; Robert J. Alexander et Eldon M. Parker. 2005. *A History of organized labor in Bolivia*. Westport, Conn.: Praeger Publishers, p. 80.

⁶⁸ Suite à la privatisation des mines d'étain en 1985, une grande partie des mineurs licenciés sont devenus des paysans producteurs de feuilles de coca.

⁶⁹ Robert Albrow. 2005. «The Indigenous in the Plural in Bolivian Oppositional Politics». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 24, no 4, p. 438.

⁷⁰ Yashar, 2005, *op. cit.*, p. 160.

La mobilisation sociale a, du même pas, révélé la marginalisation des groupes sociaux et indigènes du processus de décisions des politiques⁷¹. Les mouvements sociaux se sont opposés aux politiques néolibérales⁷² qui ont été adoptées par une classe politique qu'ils considèrent responsable de leur exclusion des sphères politiques⁷³. Lors de la "guerre de l'eau" en 2000, la *Coordinadora del Agua*, une coalition d'acteurs sociaux, a organisé des actions de protestation contre l'absence de consultation et a pu ainsi freiner la privatisation de l'eau décrétée, à leur insu, par le gouvernement⁷⁴. Dans l'Est du pays, plusieurs organisations indigènes se sont mobilisées pour bloquer les programmes d'exploitation des ressources naturelles menés sur leur territoire et demander à l'État de respecter leur juridiction politique propre à leur culture⁷⁵. Somme toute, leurs initiatives de rapprochement vers l'État visaient plus que de simples demandes ponctuelles mais leur inclusion au processus de gouvernance du pays.

b) Gouvernance démocratique : un cadre d'opportunités politiques

En protestant contre les conséquences des réformes néolibérales, les mouvements sociaux argentins et boliviens ont dévoilé, par la même occasion, l'exclusion d'une grande partie de la population au processus de gouvernance de leur pays. Apparue dans la foulée du processus de démocratisation, la bonne gouvernance (ou gouvernance démocratique) est un idéal qui ne semble pas avoir rempli ses promesses sur le plan de la participation citoyenne au processus d'élaboration des

⁷¹ René Antonio Mayorga. 2005. «Bolivia's Democracy at the Crossroads». In *The Third Wave of Democratization in Latin America: advances and setbacks*, sous la dir. de Frances Hagopian et Scott P. Mainwaring. Cambridge; New York: Cambridge University Press, p. 173.

⁷² Deborah J. Yashar. 1998. «Contesting Citizenship: Indigenous Movements and Democracy in Latin America». *Comparative Politics*, vol. 31, no 1, p. 36; García Linera, 2008, *op. cit.*, p. 78, 80.

⁷³ Une marginalisation historique dans le cas des populations indigènes. Donna Lee Van Cott. 2005. *From Movements to Parties in Latin America: The Evolution of Ethnic Politics*. New York: Cambridge University Press, p. 70; Collins, 2006, *op. cit.*, p. 30-31.

⁷⁴ Nancy Grey Postero. 2007. *Now We Are Citizens: indigenous politics in postmulticultural Bolivia*. Stanford, California: Stanford University Press, p. 194-195.

⁷⁵ Yashar, 2005, *op. cit.*, p. 70; Nina Laurie, Robert Andolina et Sarah Radcliffe. 2002. «The Excluded 'Indigenous'? The Implications of Multi-Ethnic Policies for Water Reform in Bolivia». In *Multiculturalism in Latin America: Indigenous rights, diversity, and democracy*, sous la dir. de Rachel Sieder. New York: Palgrave Macmillan, p. 257.

politiques. Censée garantir l'efficacité des réformes et poser une barrière institutionnelle à la corruption, la bonne gouvernance préconisait un État minimal devant s'appuyer sur un réseau interdépendant d'organisations publiques, privées, non gouvernementales et de groupes sociaux afin d'atteindre des buts (prétendument) définis collectivement et dispenser des services aux citoyens⁷⁶. Même si la primauté des marchés exigeait le retrait de l'État des sphères économique et sociale, il était tenu toutefois de garder le contrôle sur ce réseau d'organisations imputables aux autorités élues et de se consacrer à l'élaboration de politiques.

Depuis son apparition, les organisations internationales considèrent la bonne gouvernance comme l'un des critères essentiels à l'octroi de l'aide internationale. Par exemple, la Banque Mondiale choisit les pays bénéficiaires en fonction de leur engagement à un plan de gestion du développement énonçant clairement des principes fondamentaux de la bonne gouvernance⁷⁷. Parmi les principes qui doivent guider cet idéal, on compte : une fonction publique compétente caractérisée par un système transparent d'imputabilité et de prise de décisions près des citoyens; le respect des droits civils et politiques; des mécanismes de participation citoyenne au processus d'élaboration des politiques; un système politique promouvant le consensus au sein de la société et l'atteinte de buts à caractère social (ex. : l'inclusion et la justice)⁷⁸.

En vertu d'un consensus international autour de ces principes, les mouvements sociaux s'y réfèrent quelques fois pour donner plus de légitimité à leurs revendications face à l'État. En ce sens, le discours de la gouvernance démocratique constitue un cadre d'opportunités politiques qui peut conférer à leurs initiatives davantage de poids politique, autant sur la scène nationale qu'internationale. En Bolivie, lorsque les mouvements sociaux ont mené des protestations organisées sur

⁷⁶ Mark Bevir (dir. publ.). «Governance». *Encyclopedia of governance*, éd. 2007, vol. 1, p. 366; Guy Hermet, Bertrand Badie, Pierre Birnbaum et Philippe Braud (dir. publ.). «Gouvernance». In *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, éd. 2005, p. 138-139.

⁷⁷ The World Bank. 1992. *Governance and Development*. Washington, D.C.: The World Bank, p. 48, 63.

⁷⁸ Bevir, «Gouvernance», 2007, *op. cit.*, p. 378.

les enjeux de l'eau (2000) et du gaz naturel (2003), ils ont contribué à dévoiler sur la place publique les défaillances de l'État quant à l'inclusion des citoyens dans le processus d'élaboration des politiques. Le président Carlos Mesa Gisbert n'a pas eu d'autre choix que de presser le gouvernement à adopter la *Ley Marco del Referéndum* en 2004⁷⁹, un mécanisme institutionnel de consultation populaire qui invite les citoyens à s'exprimer par un vote universel sur des enjeux d'intérêt national.

Bien qu'elle n'utilise pas expressément le discours de la bonne gouvernance, ni ne vise directement dans ses revendications la conformité de l'État aux principes qui s'y rapportent, la mobilisation sociale en Argentine dénonce néanmoins l'absence d'imputabilité des politiciens et des institutions représentatives. En effet, au centre du concept de gouvernance démocratique, l'imputabilité prévoit que «ceux qui exercent le pouvoir politique [...] ont l'obligation de rendre compte de leur action à leurs mandants – les citoyens – et de leur fournir la preuve de sa conformité aux normes morales ou juridiques qui doivent la régir»⁸⁰. Or, le soulèvement populaire de 2001, s'exprimant tel un ras-le-bol citoyen, rejetait non seulement les politiques économiques d'austérité et l'intervention du FMI, mais appelait l'État à répondre aux nombreux scandales de corruption du gouvernement de Carlos Menem et du Sénat⁸¹. Devant un système politique désormais délégitimé, ignorant les appels des citoyens à une plus grande imputabilité⁸², plusieurs mouvements sociaux se tournent vers de nouvelles expériences et représentations politiques qui leur paraissent plus légitimes et qui les rapprochent de l'idéal démocratique. Contrairement à ce que prétend Davis, ce n'est pas tous les mouvements sociaux qui se rapprochent de cet idéal en réduisant la distance entre eux et l'État. En assumant délibérément leur exclusion des institutions politiques, un potentiel transformateur se manifeste dans les espaces

⁷⁹ Rodrigo Salazar Elena. 2008. *Bolivia: El Referéndum*. C2D Working Paper Series # 13/2008. University of Zurich: C2D - Centre for Research on Direct Democracy, p. 5.

⁸⁰ Guy Hermet, Bertrand Badie, Pierre Birnbaum et Philippe Braud (dir. publ.). «Accountability». In *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, éd. 2005, p. 6.

⁸¹ Enrique Peruzzotti. 2005. «Demanding Accountable Government: Citizens, Politicians, and the Perils of Representative Democracy in Argentina». In *Argentine Democracy: the Politics of Institutional Weakness*, sous la dir. de S. Levitsky et M. V. Murillo. University Park, Pa.: Pennsylvania State University Press, p. 230.

⁸² *Ibid.*, p. 249.

politiques non institutionnels au niveau local. Le rapport d'autonomie qu'ils développent vise, par exemple, à les protéger contre le clientélisme et les tentatives de cooptation du gouvernement.

c) Relations clientélistes entre l'État et les mouvements sociaux

Les mouvements sociaux sont visiblement confrontés au phénomène du clientélisme lorsqu'ils sont en relation avec l'État. Les relations clientélistes sont largement répandues au sein du système politique et se présentent davantage en contraintes qu'en opportunités politiques pour la mobilisation sociale. Un consensus se dégage sur la nature de telles relations, soit un échange inégal et hiérarchique de bénéfices entre un patron et un client ou un groupe de clients⁸³ dans un rapport de pouvoir supérieur-inférieur⁸⁴. Individuellement ou collectivement, les membres des mouvements sociaux peuvent alors choisir d'entrer dans le jeu clientéliste (s'y soumettre) ou le rejeter. Le clientélisme constituera le critère à partir duquel nous articulerons les transformations politiques impulsées par les mouvements sociaux dans le système politique. Bien que leurs initiatives ne visent pas toujours le phénomène du clientélisme, elles témoignent de la diversité des moyens utilisés pour améliorer leurs conditions de vie et, parfois, transformer les rapports sociopolitiques vers une plus grande égalité.

Clientélisme des notables

Lorsque les individus sont isolés des structures institutionnelles, que ce soit en milieu rural ou dans un quartier défavorisé de la capitale, des patrons (propriétaires terriens, élites) développent avec eux (paysans, chômeurs) des relations hiérarchiques personnelles produites par ce qui s'appelle, le clientélisme des notables.

⁸³ Bevir, «Clientelism», 2007, *op. cit.*, p. 95; Bogdanor, «Clientelism», 1987, *op. cit.*, p. 108; Hermet et al., «Clientélisme», 2005, *op. cit.*, p. 54-56.

⁸⁴ Jonathan Hopkin. 2006. «Clientelism and Party Politics». In *The Handbook of Party Politics*, sous la dir. de Richard S. Katz et William J. Crotty. London: SAGE, p. 406; Susan C. Stokes. 2007. «Political Clientelism». In *The Oxford Handbook of Comparative Politics*, sous la dir. de Charles Boix et Susan C. Stokes. Oxford; New York: Oxford University Press, p. 605-606.

Concrètement, les patrons-notables peuvent offrir une aide, une protection et des moyens de subsistance à leurs clients qui, en contrepartie, doivent faire preuve de loyauté, c'est-à-dire fournir leur force de travail et voter pour leurs patrons aux élections locales lorsque le cas se présente⁸⁵. D'après Stokes, cette relation instrumentalisée se fonde sur des normes morales de réciprocité et d'obligation permettant aux échanges de se répéter et de durer⁸⁶. Le clientélisme peut donc être envisagé sous la forme d'une institution informelle composée de «*socially shared rules, usually unwritten, that are created, communicated, and enforced outside officially sanctioned channels*»⁸⁷.

Le clientélisme des notables accapare les relations sociales au sein des communautés et impose des contraintes à la mobilisation sociale. Il compartimente verticalement les relations entre le patron et les clients, ce qui fait obstacle au développement de relations horizontales, plus égalitaires, par lesquelles les citoyens peuvent s'unir et s'organiser en mouvement social. D'autre part, ces relations clientélistes peuvent servir de déclencheur et constituer une opportunité de mobilisation sociale et politique. Si les citoyens sont appelés à s'unir autour d'une forte identité collective et à partager une cause commune, ils peuvent dès lors s'organiser en mouvement social pour s'engager dans une dynamique conflictuelle avec les patrons et ainsi rechercher la protection de l'État national contre la domination des patrons locaux⁸⁸. La dynamique inverse peut aussi se produire, lorsque les patrons agissent à titre de pouvoirs locaux légitimés, ils servent parfois d'intermédiaires entre l'État et les électeurs. C'est de cette manière que l'État central réussit à rejoindre les endroits isolés⁸⁹. Quand le contexte s'y prête, les relations

⁸⁵ Hopkin, 2006, *op. cit.*, p. 406.

⁸⁶ Stokes, 2007, *op. cit.*, p. 608; Bevir, «Clientelism», 2007, *op. cit.*, p. 95; Hopkin, 2006, *op. cit.*, p. 406.

⁸⁷ Gretchen Helmke et Steven Levitsky. 2006. «Introduction. Informal Institutions and Democracy in Latin America». Chap. in *Informal Institutions and Democracy: Lessons from Latin America*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, p. 5, 24.

⁸⁸ Davis, 1999, *loc. cit.*, p. 607.

⁸⁹ Hermet et al., «Clientélisme», 2005, *op. cit.*, p. 55.

clientélistes permettent ensuite aux patrons d'acquérir un ensemble de votes qu'ils échangent pour le leadership d'un parti politique.

Clientélisme des masses

Bien que le clientélisme des notables puisse encore subsister dans les espaces où la population demeure à distance de l'État, il s'exprime davantage sous une autre forme. Désigné comme le clientélisme des masses, il s'est développé au sein des institutions politiques bien avant la venue des réformes néolibérales lorsque l'État jouait un rôle prépondérant dans les sphères économique et sociale. Les patrons-notables ont généralement été remplacés aujourd'hui par les partis politiques⁹⁰ qui sont en mesure de contrôler les ressources publiques en distribuant des bénéfices concrets exclusifs à leurs clients ou à des groupes de clients (ex. : associations professionnelles, groupes ethniques, etc.) en vue d'acheter leur support électoral. Les élites politiques entretiennent de telles relations avec des secteurs de la population moins favorisés en échange d'un emploi, d'un lopin de terre, d'un sac de graines ou même d'une pension⁹¹.

Quand des ressources publiques sont engagées par des politiciens et des bureaucrates dans les échanges clientélistes, il s'agit de corruption, du moins ces échanges sont considérés ainsi dans le langage populaire. D'un point de vue conceptuel, il n'existe pas un consensus sur la nature corrompue du clientélisme. Mais dans un contexte politique où la gouvernance démocratique est un idéal à atteindre, les échanges clientélistes corrompus sont une forme de déviation des normes politiques, notamment la transparence, l'imputabilité et l'universalité⁹². L'illégalité est sans aucun doute un critère essentiel pour évaluer la nature corrompue

⁹⁰ Hopkin, 2006, *op. cit.*, p. 407, 410; Hermet et al., «Clientélisme», 2005, *op. cit.*, p. 55; Bevir, «Clientelism», 2007, *op. cit.*, p. 95.

⁹¹ Douglas A. Chalmers, Scott B. Martin et Kerianne Piester. 1997. «Associative Networks: New Structures of Representation for the Popular Sectors?». In *The New Politics of Inequality in Latin America: Rethinking Participation and Representation*, sous la dir. de D. A. Chalmers, C. M. Vilas, K. Hite, S. B. Martin, K. Piester, M. Segarra. Oxford; New York: Oxford University Press, p. 547; Collins, 2006, *op. cit.*, p. 34.

⁹² Seymour Martin Lipset (dir. publ.). «Corruption». In *The Encyclopedia of Democracy*, éd. 1995, vol. 1, p. 310-311.

du clientélisme. En usant des ressources et des structures de l'État pour servir les intérêts personnels et privés des patrons et partis politiques, le clientélisme devient alors une pratique illégale⁹³. Toutefois, le clientélisme n'est pas nécessairement une pratique corrompue, il le devient lorsqu'il constitue un instrument au service de la corruption ou quand les réseaux clientélistes se superposent à ceux de la corruption⁹⁴.

Quoi qu'il en soit, le clientélisme des masses est un obstacle majeur au déploiement du potentiel transformateur des mouvements sociaux. La participation politique sollicitée lors des échanges clientélistes est animée par des intérêts particuliers et non par des intérêts collectifs. Des contradictions apparaissent lorsque les mouvements sociaux s'efforcent de développer un sens des responsabilités envers la communauté et des valeurs démocratiques, entre autres l'imputabilité ou l'inclusion universelle. De par leur rapport de pouvoir inégal, les relations patron-client organisent hiérarchiquement la société de telle manière, qu'elles réussissent à contrôler les tensions sociales, neutraliser l'action collective et décourager une réelle participation politique⁹⁵. Par conséquent, lorsque les ressources se font rares, le clientélisme peut conduire à la fragmentation des mouvements sociaux en incitant les membres à poursuivre des intérêts personnels ou en mettant les différents mouvements sociaux en compétition pour les ressources de l'État que procurent les patrons.

En revanche, les relations clientélistes peuvent être des opportunités de rapprochement vers les institutions politiques. En Bolivie, Lazar soutient que des citoyens de la ville de El Alto s'engagent dans des relations patron-client avec les politiciens durant les périodes d'élections municipales de manière à se rapprocher du processus politique formel. En dehors des élections, les citoyens sont en effet exclus de ce processus et leurs besoins sont ignorés par l'administration publique. En

⁹³ Ramón Máiz. 2003. «Jama, caleta y camello: la corrupción como mecanismo de autorrefuerzo del clientelismo político». *Revista Mexicana de Sociología (Instituto de Investigaciones Sociales)*, vol. 65, no 1, p. 4.

⁹⁴ Jorge M. Audelo Cruz. 2004. «¿Qué es clientelismo? Algunas claves para comprender la política en los países en vías de consolidación democrática». *Estudios Sociales (Universidad de Sonora, México)*, vol. 12, no 24, p. 133; Máiz, 2003, *loc. cit.*, p. 5.

⁹⁵ Vellinga, 1998, *op. cit.*, p. 8.

réclamant des gains personnels ou communautaires (ex. : école, parc, rue pavée, etc.), les citoyens-clients ont l'impression, même passagèrement, de rendre les politiciens plus imputables envers eux parce qu'ils doivent livrer leur part de l'échange avant les élections pour se prévaloir de votes⁹⁶. Contrairement à ce que prétend Davis, ces tentatives de rapprochement vers les institutions politiques réussissent uniquement à obtenir des bénéfices ponctuels. En entrant dans le jeu clientéliste, les groupes sociaux ne sont pas en mesure de modifier le caractère institutionnel et les lieux de pouvoir de l'État vers une plus grande démocratisation.

Clientélisme et populisme

Lorsque les relations clientélistes s'intègrent au phénomène du populisme, elles peuvent gagner de l'influence et présenter une opportunité d'inclusion aux structures institutionnelles. Autant en Bolivie qu'en Argentine, le populisme fait largement appel aux termes "*el pueblo*" ou "*la nación*" peu importe les frontières entre les classes sociales ou l'ethnicité⁹⁷. Bien qu'il n'y ait pas de consensus sur ce concept, Armony suggère que le populisme se retrouve dans le rapport empathique entre dirigeants et dirigés, ces derniers étant portés à s'identifier à un leader se présentant comme un des leurs. Il ajoute que le populisme «a offert à bien des Latino-Américains une voie d'accès symbolique, sinon matérielle, à la sphère publique»⁹⁸.

En Argentine, le péronisme est une forme de populisme qui tire son origine du temps où Juan Perón gouverna le pays de 1946 à 1955. En créant le parti *Justicialista* (parti péroniste), il se voua à la défense des intérêts et de la dignité du peuple tout en organisant la classe ouvrière de façon verticale. À ce sujet, Guité commente : «le syndicalisme péroniste [la *Confederación General del Trabajo*] demeure l'expression dominante de la classe ouvrière argentine et sa loyauté idéologique au péronisme en

⁹⁶ Sian Lazar. 2004. «Personalist Politics, Clientelism and Citizenship: Local Elections in El Alto, Bolivia». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 23, no 2, p. 229-232.

⁹⁷ Chalmers, 1997, *op. cit.*, p. 547.

⁹⁸ Armony, 2004, *op. cit.*, p. 104, 108.

témoigne»⁹⁹. Quant à Ostiguy, il dépeint le péronisme comme étant le prototype du mouvement populiste en Amérique latine, car il présente un faible niveau d'institutionnalisation, un fort ancrage social, une appartenance à une identité forte de même qu'un mode informel d'organisation¹⁰⁰. Cette dernière caractéristique permet au clientélisme de s'insérer au niveau local dans les réseaux préexistants d'entraide des communautés défavorisées grâce aux agents du parti péroniste – les *punteros* – pour étendre ou conserver leur base partisane dans les grandes villes argentines¹⁰¹.

Clientélisme et patronage

L'inclusion des citoyens au sein des institutions de l'État par l'attribution d'un emploi peut être le produit d'une relation de patronage. Cette procédure formelle et légitime consiste pour les autorités politiques à nommer leurs sympathisants à des postes de responsabilité publique pour lesquels ils ne possèdent pas nécessairement les compétences¹⁰². Le patronage possède un caractère clientéliste lorsqu'il résulte d'un échange inégal et personnel de faveurs où le patron (l'autorité politique) obtient la loyauté du client en lui procurant un emploi dans un rapport de réciprocité¹⁰³.

Pour les membres des mouvements sociaux qui auraient l'intention d'impulser des transformations politiques de l'intérieur, ce type de clientélisme-patronage peut constituer une porte d'entrée. Le succès n'est cependant pas garanti d'avance. Selon une étude réalisée au Mexique sur le passage de leaders d'organisations sociales à la fonction publique, Natal révèle que les retombées de cette stratégie sont plutôt maigres. Ces leaders n'arrivent pas à mettre de l'avant les réformes ou les modifications de politiques qui correspondent aux revendications des organisations

⁹⁹ Alexandra Guité. 2006. «L'action collective en Argentine : répertoires, héritages et traditions politiques. Les Piqueteros». Mémoire de maîtrise en science politique, Université du Québec à Montréal, p. 19, 23.

¹⁰⁰ Pierre Ostiguy. 2005. «Gauches péroniste et non péroniste dans le système de partis argentin». *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 12, no 3, p. 318-319.

¹⁰¹ Javier Auyero. 2005. «Protest and Politics in Contemporary Argentina». In *Argentine Democracy: the Politics of Institutional Weakness*, sous la dir. de Steven Levitsky et María Victoria Murillo. University Park, Pa.: Pennsylvania State University Press, p. 265.

¹⁰² Vernon Bogdanor (dir. publ.). «Patronage». In *The Blackwell Encyclopaedia of political institutions*, éd. 1987, p. 423.

¹⁰³ Seymour Martin Lipset (dir. publ.). «Patronage». In *The Encyclopedia of Democracy*, éd. 1995, vol. 3, p. 938-939.

sociales dont ils sont issus. Une fois intégrés aux institutions étatiques, ils éprouvent des difficultés à influencer et à négocier avec les pouvoirs publics; ils se confrontent à de la résistance bureaucratique; et ils se trouvent à perdre le soutien des leurs organisations sociales d'attache¹⁰⁴. Cette stratégie de transformation de l'intérieur semble par ailleurs affaiblir le potentiel transformateur des mouvements sociaux qui eux évoluent à l'extérieur. En Argentine, Guité rapporte que la mobilisation du groupe *piquetero* de *Barrios de Pie* (du nom du quartier de Buenos Aires d'où il provient) s'est progressivement atténuée depuis que le gouvernement péroniste a accordé à certains militants du groupe des postes dans les instances étatiques¹⁰⁵. Dans ce cas, il est probable que ces militants étaient davantage intéressés par l'échange clientéliste (emplois contre apaisement des protestations) que d'impulser des réformes de l'intérieur.

1.1.4 Projets de transformation politique proposés par les mouvements sociaux

Enfin, nous avons vu la manière dont les mouvements sociaux développent leurs relations avec l'État et particulièrement à l'égard du clientélisme. Ce phénomène produit des contraintes à la mobilisation sociale mais aussi des opportunités de se rapprocher du processus politique formel. Toutefois, qu'advient-il lorsque les mouvements sociaux décident consciemment de ne pas entrer dans le jeu clientéliste et de rejeter ce type de relation avec l'État et les institutions politiques? Ces mouvements sociaux sont-ils en mesure de proposer des projets alternatifs afin de susciter une transformation politique? L'approche des nouveaux mouvements sociaux (NMS) offre, en outre, des pistes intéressantes sur les démarches de transformation politique.

¹⁰⁴ Alejandro Natal. 2007. *Intersectorial crossings: Civil Society leaders and Non-governmental public action from the inside*. Documentos de discusión sobre el tercer sector, no 40, Programa Interdisciplinario de Estudios del Tercer Sector, El Colegio Mexiquense, p. 16-17.

¹⁰⁵ Guité, 2006, *op. cit.*, p. 125.

a) Dans un rapport d'autonomie envers l'État et les institutions politiques

Plusieurs mouvements sociaux tentent d'évoluer et mettre en œuvre des projets de transformation politique qui leur sont propres dans un rapport d'autonomie à l'égard de l'État et des institutions politiques (les partis politiques et les syndicats). Le concept d'autonomie est fort différent du concept de distance que Davis a développé pour illustrer les rapports entre les mouvements sociaux et l'État. Bien que différents groupes sociaux soient exclus des structures institutionnelles, ils ne tenteront pas nécessairement de se rapprocher de l'État, tels des groupes d'intérêts, pas plus qu'ils ne s'engageront obligatoirement dans une démarche révolutionnaire. Parfois, ce sont les groupes eux-mêmes qui choisissent délibérément d'évoluer à distance de l'État, non pas pour prendre le pouvoir de l'État par une révolution, mais pour se prémunir contre l'influence des institutions politiques et des réseaux clientélistes. Cette forme de distance n'est pas le résultat d'une marginalisation historique mais plutôt un processus conscient et affirmé, fondé sur des positions idéologiques. Selon cette perspective, les transformations politiques ne peuvent être réalisables que dans ce rapport d'autonomie à l'égard de l'État.

Le cas de l'Argentine est certainement le plus probant pour illustrer ce rapport d'autonomie. Au lendemain de l'*Argentinazo*, plusieurs mouvements sociaux s'organisent sur la base d'un rejet de la classe politique et des institutions politiques qu'ils considèrent non représentatives et corrompues. Une remise en question profonde des formes de représentation et de participation politiques¹⁰⁶ s'exprime donc en une délégitimation de l'ensemble du système politique. Refusant d'entrer dans le jeu clientéliste, certains mouvements se tiennent loin des activités partisans du parti péroniste et des réseaux d'aide communautaire entretenus par les *punteros*¹⁰⁷. Il se crée dans la société civile des espaces de participation politique où ces mouvements s'efforcent de contrecarrer l'ingérence de l'État et des partis politiques. Inspirés par

¹⁰⁶ Alvarez et Escobar, 1992, «Conclusion: Theoretical and Political Horizons of Change in Contemporary Latin American Social Movements», *op. cit.*, p. 322; Calderón et al., 1992, *op. cit.*, p. 25.

¹⁰⁷ Spagnolo, 2003, *op. cit.*, p. 110-111.

une quête de liberté et de dignité, ces espaces deviennent des lieux d'inclusion et d'expérimentation de projets de transformation politique par lesquels les citoyens peuvent vivre une expérience politique différente.

b) Identités collectives comme nouvelle forme de représentation politique

Plusieurs mouvements sociaux redéfinissent le politique en proposant de nouvelles façons de faire de la politique en vertu d'identités collectives. L'émergence d'identités, telles que le *piquetero* ou le *cocalero*, favorise la mobilisation des membres des mouvements sociaux au sein d'initiatives d'action collective¹⁰⁸ et assure leur engagement à une cause commune¹⁰⁹. Parce que les *piqueteros* ne se sentent plus représentés par les dirigeants politiques, l'identité *piquetera* devient une quête de reconnaissance des droits individuels et collectifs¹¹⁰. En Bolivie, l'identité indigène permet aux mouvements sociaux issus de différents peuples de se rallier autour de symboles et d'une plateforme d'idées/croyances en vue d'entreprendre des actions de protestation communes¹¹¹.

L'identité collective ne semblerait pourtant pas suffisante pour garantir une cohésion permanente au sein même des mouvements sociaux et entre eux. Les pratiques clientélistes entretenues entre l'État, les partis politiques et la société civile posent des contraintes à la mobilisation sociale. Ainsi, pour préserver et affirmer leur identité, les mouvements sociaux tentent, entre autres, d'évoluer dans un rapport d'autonomie au regard de l'État et la politique conventionnelle, d'autant plus qu'ils remettent en question ses formes de représentation politique¹¹². L'identité collective serait une nouvelle forme de représentation qui engendre de nouveaux espaces d'expression de la politique où des projets alternatifs peuvent s'y développer. Spécifiquement en Bolivie, les partis politiques ont perdu depuis 2000 le monopole

¹⁰⁸ Alvarez et al., 1998, *op. cit.*, p. 6.

¹⁰⁹ Della Porta et Diani, 2006, *op. cit.*, p. 21.

¹¹⁰ Armony, 2004, *op. cit.*, p. 151, 143.

¹¹¹ Collins, 2006, *op. cit.*, p. 465.

¹¹² Alvarez et Escobar, 1992, «Conclusion: Theoretical and Political Horizons of Change in Contemporary Latin American Social Movements», *op. cit.*, p. 322; Calderón et al., 1992, *op. cit.*, p. 25.

de la représentation politique. Les mouvements sociaux ont davantage de poids à ce titre au sein de la société civile et peuvent depuis 2004, en vertu de l'adoption de la *Ley de Agrupaciones Ciudadanas y Pueblos Indígenas*¹¹³, présenter des candidats dans les listes électorales sans qu'ils fassent partie d'un parti politique.

c) *Création d'espaces de participation politique*

Autant en Argentine qu'en Bolivie, l'identité collective et le rapport d'autonomie sont des éléments cruciaux qui permettent aux mouvements sociaux de transformer l'expérience politique à partir d'espaces de participation politique qui leur sont propres. Parmi une hétérogénéité d'initiatives, la démocratie participative s'impose alors comme un moyen pour remédier aux faiblesses de la démocratie représentative. Les nouveaux mouvements désapprouvent la prise de décisions éloignée du vécu des citoyens dans une dynamique "*top-down*" et dénoncent le manque d'imputabilité des dirigeants envers les citoyens ainsi que la faible représentation de leurs intérêts par les partis politiques¹¹⁴. En ce sens, des assemblées délibératives prennent place au niveau local, dans les quartiers et les villages, desquelles «*it requires that all citizens with a stake in the decisions to be taken be included in the process and able to express their voice*»¹¹⁵. L'appropriation de ces espaces publics d'expression politique encourage les groupes marginalisés à prendre en charge eux-mêmes leur destinée collective en résolvant des problèmes concrets de la vie quotidienne de leur communauté¹¹⁶. Dans les sphères de la société civile où les accès institutionnels ont disparu (ou se sont affaiblis) et dans les régions où ils n'existaient pas, notamment en milieu rural dans l'Est de la Bolivie, il est difficile pour les mouvements sociaux de s'adresser à l'État pour solutionner leurs problèmes quotidiens.

¹¹³ Corte Nacional Electoral (Bolivia). *Ley de Agrupaciones Ciudadanas y Pueblos Indígenas*, [En ligne]. http://www.cne.org.bo/centro_documento_virtual/leyagrupaciud.pdf (page consultée le 28 octobre 2009).

¹¹⁴ Della Porta et Diani, 2006, *op. cit.*, p. 239-240, 243.

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 241.

¹¹⁶ Alvarez et al., 1998, *op. cit.*, p. 19.

L'exercice de la démocratie participative met également de l'avant des relations entre les citoyens basées sur l'horizontalité, ce qui requiert, entre autres, que tous soient considérés égaux et qu'ils aient les mêmes droits et obligations¹¹⁷. En outre, Dinerstein raconte au sujet de la participation politique des *piqueteros* de la *Coordinadora de Trabajadores Desocupados Aníbal Verón* : «[it] does not have leaders and is guided by principles of direct democracy and horizontal organization»¹¹⁸. Ces relations favoriseraient davantage le débat et la prise de décisions consensuelle. Néanmoins, la pratique n'est pas conforme à ce que permettent d'envisager les principes de la démocratie participative. D'après Della Porta et Diani, de petites minorités organisées réussissent à manipuler les assemblées en distribuant inégalement les opportunités de s'exprimer. Cette pratique permet aux leaders de se démarquer et d'utiliser leur influence à des fins personnelles¹¹⁹.

Des projets alternatifs émergent à l'initiative des mouvements sociaux de façon à favoriser la recomposition de l'organisation sociale des communautés. Spécifiquement dans le cas de l'Argentine, la qualité des relations entre les membres d'un mouvement social représente un but en soi. Les liens de solidarité qui se tissent sont essentiels pour établir des réseaux d'échanges et d'action collective¹²⁰ et mettre en commun des ressources pour affronter les problèmes quotidiens. Plusieurs initiatives sont mises en place, par exemple, des réseaux de troc, des potagers communautaires, des projets locaux de création d'emploi, ce qui favorise selon Armony, l'émergence d'une nouvelle vie associative¹²¹. En plus, certains groupes *piqueteros* gèrent collectivement, selon un système de redistribution égalitaire, les

¹¹⁷ Della Porta et Diani, 2006, *op. cit.*, p. 242-243; Armony, 2004, *op. cit.*, p. 146; Spagnolo, 2003, *op. cit.*, p. 108.

¹¹⁸ Dinerstein, 2003, «A Silent Revolution: The Unemployed Workers' Movement in Argentina and the New Internationalism», *op. cit.*, p. 89.

¹¹⁹ Della Porta et Diani, 2006, *op. cit.*, p. 244.

¹²⁰ Alvarez et al., 1998, *op. cit.*, p. 14; Dinerstein, 2003, «A Silent Revolution: The Unemployed Workers' Movement in Argentina and the New Internationalism», *op. cit.*, p. 92.

¹²¹ Armony, 2004, *op. cit.*, p. 145-146; Silvia Sigal. 2003. «La mobilisation d'une société en décomposition». In *Argentine : Enjeux et racines d'une société en crise*, sous la dir. de Diana Quattrocchi-Woisson. Paris: Tiempo Éditions, Le Félin-Kiron, p. 100.

subsidies du programme d'assurance-chômage octroyés par le gouvernement. À partir de valeurs de justice sociale, de dignité, de solidarité, d'émancipation et d'égalité, une nouvelle conscience politique devrait apparaître afin que le changement se manifeste à partir de la base. Ce potentiel de transformation s'applique à répondre collectivement aux problèmes et à développer des pratiques de démocratie participative à l'extérieur des institutions politiques afin de ne pas reproduire les relations clientélistes au sein des communautés.

Toutefois, des questions se posent : ces initiatives peuvent-elles, malgré tout, prétendre être totalement exemptes de l'influence du système politique dans lequel elles prennent place ? Ces projets alternatifs sont-ils durables ? Réussissent-ils à transformer le système politique au-delà de la communauté où ils sont développés ? À ce propos, Svampa révèle que depuis l'arrivée de Kirchner au pouvoir en 2003, le potentiel transformateur "par le bas" des mouvements sociaux argentins s'est passablement affaibli¹²². Le mouvement *piquetero* s'est fragmenté et s'est vu délégitimé par la population sous la pression des politiques et stratégies de cooptation du gouvernement péroniste. Les différents buts poursuivis par les groupes *piqueteros* contribuent également à la fragmentation du mouvement, d'autant plus que d'autres organisations, comme nous l'avons vu précédemment, utilisent leur répertoire de mobilisation à d'autres fins que celles étant à l'origine de son apparition.

d) Modification de politiques et projets réformistes

Enfin, on peut constater que les mouvements sociaux tentent de modifier le contenu et le processus de décisions des politiques publiques. Della Porta et Diani soulignent qu'ils sont en mesure d'inciter l'État à modifier ses procédures institutionnelles, notamment la décentralisation du pouvoir politique et la mise en

¹²² Maristella Svampa. 2008. «Argentina: una cartografía de las resistencias (2003-2008). Entre las luchas por la inclusión y las discusiones sobre el modelo de desarrollo». *Revista OSAL (Observatorio Social de América Latina)*, no 24, p. 18, 21.

place de consultations publiques, afin de favoriser davantage l'inclusion politique¹²³. En se mobilisant, les mouvements peuvent obliger les gouvernements à multiplier les accès au système politique sur des enjeux spécifiques comme en témoignent la tenue d'un référendum en 2004 sur l'exportation du gaz bolivien¹²⁴ et le transfert (partiel) de la distribution des subsides destinés aux chômeurs au milieu communautaire, une revendication importante des *piqueteros*¹²⁵. En plus, ils peuvent faire déplacer le lieu de la prise de décision de politiques publiques vers des institutions consultatives ou des commissions d'experts où la société civile est invitée à participer¹²⁶.

Ces initiatives appuient ce qu'affirme Davis, c'est en réduisant la distance entre eux et l'État, par la mise en place de mécanismes de gouvernance, que les mouvements sociaux sont en mesure de changer le contenu des politiques et le caractère institutionnel du système politique. Sous la pression populaire, le gouvernement peut en outre procéder à des réformes structurelles et à la modification ou l'adoption de lois et de programmes de façon à répondre à leurs revendications. Ces transformations affectent directement la structure du pouvoir politique en modifiant substantiellement sa configuration au sein du système.

e) Transformation des structures de pouvoir du système politique

Les mouvements sociaux détiendraient donc la capacité d'impulser des transformations structurelles ayant un réel impact sur la société. Selon Sztompka, leur potentiel transformateur agit dans les structures de pouvoir qui composent la société¹²⁷. Plus les répercussions de leurs initiatives agissent dans un maximum de structures, plus les chances sont grandes d'assister à la transformation du système politique. Lorsque le système politique est décortiqué en structures, il est dès lors

¹²³ Della Porta et Diani, 2006, *op. cit.*, p. 233-235.

¹²⁴ Postero, 2007, *op. cit.*, p. 208, 213.

¹²⁵ Guité, 2006, *op. cit.*, p. 88-89.

¹²⁶ Della Porta et Diani, 2006, *op. cit.*, p. 235.

¹²⁷ Sztompka, 1994, *op. cit.*, p. 292-294.

possible d'analyser la portée des actions des mouvements sociaux sur chacune d'entre elles et de voir apparaître ou non des transformations politiques.

En premier lieu, les transformations propres à la structure idéologique s'observent quand les mouvements sociaux introduisent de nouvelles idées, principes, et croyances qui font écho au sein de la société. Ils peuvent également promouvoir une vision du monde particulière (ex. : idéologies anti-néolibérale, anti-impérialiste, socialiste, etc.) et des représentations du passé, présent et futur qui sont véhiculées par une identité collective. Le caractère évocateur de l'identité engage les individus dans l'action collective dans un but précis et contre un adversaire. Étroitement liées à ces transformations, celles s'observant dans la structure normative montre la manière dont les mouvements sociaux encouragent l'adoption de nouvelles valeurs, façons de vivre et règles de conduite qui se manifestent comme des nouveaux modèles au sein de la société (ex. : communautarisme, coopératisme, etc.).

D'autre part, certaines idées et valeurs détiennent contextuellement plus de potentiel transformateur que d'autres et ce, dépendamment des milieux, des statuts socioéconomiques des groupes mobilisés et des expériences qui ont déclenché la mobilisation sociale. Par exemple, les mouvements *piquetero* et *cocalero* adhèrent à une idéologie anti-néolibérale et des valeurs d'égalité et de justice sociale. Pourtant, leurs membres sont issus de milieux différents, les *piqueteros* sont pour la plupart des chômeurs en milieu urbain, affectés par une crise qu'ils espèrent passagère, alors que les *cocaleros* sont des paysans indigènes affectés historiquement par la discrimination et l'exclusion du pouvoir politique. L'expérience qu'ils font de la politique détermine la force évocatrice des idées et des valeurs véhiculées. Cette force permet ainsi de reconnaître les mouvements sociaux qui tentent de transformer le système politique de ceux aspirant à des changements au sein du système.

La structure de l'organisation sociale présente aussi des transformations lorsque les mouvements sociaux créent de nouveaux liens sociopolitiques au sein des communautés et forment des coalitions et des réseaux de communication avec d'autres groupes partageant des affinités avec eux. En étant guidés par «l'idée de la

possibilité d'agir sur le social», les mouvements sociaux mettent de l'avant d'autres modèles d'interaction sociale, par exemple, une participation politique fondée sur la démocratie participative¹²⁸. Ensuite, les changements observés dans la structure des bénéfices nous indiquent que les mouvements sociaux ont remporté des gains et entraîné des améliorations concrètes pour leurs membres et leur communauté d'appartenance.

Finalement, Sztompka affirme que les mouvements sociaux sont tenus de préserver les gains et les transformations précédentes en produisant des transformations dans la structure du pouvoir politique, sans pour autant préciser leur ampleur. Précédemment, nous avons vu que les accès aux structures institutionnelles, les mécanismes de gouvernance et les modifications de programmes ou politiques constituent des transformations qui modifient les rapports de pouvoir entre la société civile et l'État. Les mouvements sociaux peuvent également impulser des transformations dans la structure de pouvoir politique en s'alliant à un parti politique qui puisse leur conférer plus de légitimité et accroître la portée de leurs actions. Autrement, ils peuvent s'allier à un autre mouvement social ayant une portée nationale et se créer un véhicule politique pour se présenter aux élections. De cette façon, ils peuvent désormais prendre le contrôle légitime et démocratique de l'État afin de procéder à des transformations politiques en profondeur.

L'expérience bolivienne est sans doute la plus éloquente pour comprendre la dynamique de cette dernière transformation politique. En formant une alliance¹²⁹, plusieurs mouvements sociaux se sont dotés d'un "instrument politique", nommé l'*Asamblea por la Soberanía de los Pueblos* (ASP)¹³⁰. Plus tard, sous le leadership du représentant syndical *cocalero*, Evo Morales, l'ASP se transforma en parti politique,

¹²⁸ Sigal, 2003, *op. cit.*, p. 102.

¹²⁹ Une alliance entre la *Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos* (CSUTCB), le mouvement *cocalero*, la *Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia* (CIDOB), la *Confederación Sindical de Colonizadores* de Bolivia (CSCB) et la *Federación Nacional de Mujeres Campesinas de Bolivia "Bartolina Sisa"* (FNMCB-BS). Van Cott, 2005, *op. cit.*, p. 69, 91.

¹³⁰ Moira Zuazo. 2008. *¿Cómo nació el MAS? La ruralización de la política en Bolivia. Entrevistas a 85 parlamentarios del partido*. La Paz, Bolivia: Fundación Ebert, p. 28.

le *Movimiento al Socialismo* (MAS), de telle manière qu'il devint une véritable extension du mouvement *cocalero*¹³¹. Selon les propos de Collins, le MAS serait un «*social movement party*» en vertu de liens intégrés aux mouvements sociaux qui furent à l'origine de sa création¹³². L'ancrage territorial des syndicats paysans et des organisations indigènes leur permit d'abord d'intégrer les espaces de décision au niveau municipal, pour ensuite prendre le pouvoir au niveau national en 2005¹³³.

Grâce à la reconfiguration des rapports de pouvoir au sein de l'État, le MAS a été en position d'engager la société bolivienne dans un processus d'adoption d'une nouvelle Constitution politique de l'État en 2009¹³⁴. Incarnant le cœur du système politique¹³⁵, la nouvelle Constitution répondait à une demande des mouvements sociaux¹³⁶ de garantir de façon permanente l'inclusion des peuples indigènes par une sorte de refondation de l'État, laquelle avait été plus ou moins considérée auparavant par les partis politiques traditionnels. Cette transformation cruciale au cœur même du système politique ouvre la voie, au MAS et aux mouvements sociaux qui s'y rattachent, à d'autres transformations politiques dans les autres structures du système, en particulier dans celle des bénéfices.

1.2 Problématique et proposition de recherche

Il existerait donc un consensus sur le fait que les mouvements sociaux sont étroitement liés au changement sans qu'il y ait unanimité sur l'étendue de cette relation. La conception minimaliste envisage simplement le changement social ou politique comme un objectif : les mouvements le promeuvent ou s'y opposent¹³⁷. D'un autre côté, au-delà des revendications ponctuelles, les mouvements incarneraient une vision du monde et un projet de changement social et politique

¹³¹ Yashar, 2005, *op. cit.*, p. 186; Van Cott, 2005, *op. cit.*, p. 69; Albro, 2005, *loc. cit.*, p. 439.

¹³² Collins, 2006, *op. cit.*, p. 20.

¹³³ Van Cott, 2005, *op. cit.*, p. 71; Albro, 2005, *loc. cit.*, p. 440.

¹³⁴ «El 61,43% le dijo Sí a la nueva CPE». *La Razón*, 3 février 2009, [En ligne]. http://www.la-razon.com/versiones/20090203_006627/nota_247_757202.htm (page consultée le 5 février 2009).

¹³⁵ Durazo Herrmann, 2006, *op. cit.*, p. 19.

¹³⁶ Postero, 2007, *op. cit.*, p. 2, 231.

¹³⁷ Oxhorn, 1995, *op. cit.*, p. 20; Sztompka, 1994, *op. cit.*, p. 275; Della Porta et Diani, 2006, *op. cit.*, p. 21.

proposant des modèles de conduite de "vivre-ensemble"¹³⁸. Cette conception devient intéressante pour la présente recherche dans la mesure où elle établit le potentiel transformateur des mouvements sociaux. Mais de quel potentiel transformateur s'agit-il? Cette recherche ne prétend pas pouvoir répondre en profondeur à une pareille question, mais tentera plutôt d'offrir quelques pistes de réflexion.

L'approche de la structure des opportunités politiques offre des réponses quant au moment et la manière dont les mouvements sociaux entraînent des transformations politiques. Lorsque surgissent des changements au sein d'institutions politiques et dans les relations de pouvoir entre l'État et la société civile, des opportunités et des contraintes politiques se présentent comme des signaux envoyés aux mouvements sociaux qui les encouragent ou non à engager leurs ressources pour se mobiliser. La structure des opportunités explique le succès des impacts, c'est-à-dire l'apparition des transformations politiques, découlant des actions entreprises par les mouvements sociaux.

Par ailleurs, l'approche des nouveaux mouvements sociaux offre des pistes de réponses sur la nature des transformations et la manière dont les mouvements s'y prennent pour en produire. En se regroupant sous de nouvelles identités collectives dans un rapport d'autonomie envers l'État, ils produisent des transformations telles que la création d'espaces politiques et de nouvelles façons de faire de la politique (ex. : démocratie participative) qui leur sont propres, de même que la redéfinition des contours de la citoyenneté. Ces nouvelles formes de représentation et de participation politiques ne révèlent toutefois que peu d'indices sur le lieu et la portée des impacts produits par les mouvements sociaux.

Puisque les mouvements sociaux sont les principaux acteurs de la société civile et que celle-ci est un terrain de luttes pour l'appropriation des ressources de l'État, Migdal nous laisse à penser que les transformations politiques se produiraient dans la relation de résistance qu'ils entretiennent face à l'État. D'autres auteurs

¹³⁸ Alain Touraine cité dans Neveu, 2005, *op. cit.*, p. 68; Alain Touraine cité dans Escobar et Alvarez, 1992, «Introduction: Theory and Protest in Latin America Today», *op. cit.*, p. 15.

laissent sous-entendre que les transformations se pointeraient dans les espaces politiques redéfinis selon le sens et les limites de ce que les mouvements considèrent comme étant le système politique. Par conséquent, le lieu et la portée des transformations ne peuvent s'étendre au-delà de l'expérience que font les mouvements de la politique : ce qui est hors de portée de leurs actions pourrait demeurer inchangé, par exemple, les institutions de l'État. Pour sa part, Davis situe les transformations politiques des mouvements sociaux dans leur rapprochement vers l'État et ultimement au sein de ses institutions. Leurs initiatives y entraîneraient la modification du caractère institutionnel et le contenu culturel de l'État ainsi que le déplacement de lieux de pouvoir vers une plus grande équité. L'émergence de mécanismes de gouvernance, d'espaces d'inclusion et la modification de politiques qui en résulte sont des transformations qui contribueraient à démocratiser l'État.

Par ailleurs, le contraste entre "anciens" et "nouveaux" mouvements sociaux permet de mettre en lumière le poids respectif de leur potentiel transformateur et les espaces dans lesquels les transformations peuvent avoir lieu. Alors que le potentiel des nouveaux mouvements se déploie davantage au sein des sphères de la société civile au moyen d'initiatives non institutionnelles; les anciens mouvements, en raison de leur proximité avec l'État, s'efforcent d'obtenir des bénéfices et modifier les politiques en leur faveur. S'allier à un parti politique est une stratégie qui, en plus de leur conférer plus de légitimité politique, ouvre la porte à l'appropriation éventuelle du processus d'élaboration des politiques s'ils obtiennent le contrôle majoritaire du gouvernement advenant des élections. Les plus petits mouvements sociaux peuvent également s'allier à un mouvement social ayant déjà acquis une portée nationale. En adoptant cette stratégie, ils acquièrent l'allégeance populaire et le poids politique nécessaire pour déterminer leur propre agenda politique.

Étant donné qu'une grande partie des mobilisations sociales des années 2000 semble apparaître sur la place publique en réaction aux réformes néolibérales, l'analyse des relations entre les mouvements sociaux et l'État nous dévoile ce qu'ils tentent de transformer. Ces réformes, bien qu'elles se soient posées d'abord en

contraintes, ont constitué pour les mouvements sociaux des opportunités politiques de se réorganiser et de se mobiliser. D'un côté, plusieurs mouvements tentent de réduire la distance qui les sépare de l'État en s'y rapprochant, parfois au moyen d'alliances avec des syndicats qui bénéficient encore d'accès aux structures institutionnelles. Au-delà des bénéfices ponctuels qu'ils peuvent obtenir, ils réclament aussi leur inclusion au processus de décisions des politiques. En revanche, d'autres mouvements tirent parti de leur exclusion pour demeurer à distance des institutions politiques qu'ils jugent corrompues et non représentatives de leurs intérêts. Le rapport d'autonomie qu'ils entretiennent dorénavant leur permet de protéger les transformations politiques qu'ils ont impulsées dans leurs propres espaces politiques contre l'ingérence de ces institutions.

Avec la mise en œuvre des réformes néolibérales, l'État devait en outre s'efforcer d'appliquer les principes de la bonne gouvernance en vue de contrer la corruption. La mobilisation sociale a rendu visibles les défaillances de l'État, par exemple, l'absence de filet social et l'exclusion d'une grande partie de la société civile du processus de gouvernance de leur pays de même que l'existence de cas de corruption. Les initiatives mises de l'avant par les mouvements sociaux nous révèlent, dans ce contexte, qu'ils sont confrontés au clientélisme dans leurs relations avec l'État. Même si les pratiques clientélistes ne sont pas toujours la cible des transformations souhaitées par les mouvements, certaines de leurs actions ont néanmoins un impact sur elles.

Puisque le clientélisme est un aspect incontournable du système politique, il sera le critère utilisé afin d'analyser les éventuelles transformations politiques impulsées par les mouvements sociaux. D'un côté, des groupes sociaux marginalisés peuvent concevoir les relations clientélistes comme une opportunité de réduire la distance entre eux et les structures de l'État. Mais, d'un autre côté, ces relations posent généralement des contraintes à l'égalité des chances d'obtenir une "bonne vie". Les mouvements sociaux étalent alors une diversité d'initiatives pour amoindrir leur exclusion sans pour autant s'engager dans une relation patron-client avec l'État.

Ils créent des espaces politiques qui favorisent l'inclusion de leurs membres en dehors des structures institutionnelles. Le rapport d'autonomie qui en résulte est un moyen efficace pour préserver une distance entre eux et l'État, cette dernière semble cruciale pour les protéger contre l'influence du clientélisme.

En décortiquant le potentiel transformateur des mouvements sociaux, Sztompka présente une grille d'analyse fort intéressante pour examiner la portée de leurs actions sur ce qu'ils désirent transformer. Lorsque le système politique est décortiqué en structures, il est dès lors possible de mieux identifier la nature et l'endroit où ont lieu les transformations politiques à l'égard du clientélisme. La discussion théorique a permis de souligner que les transformations peuvent se produire d'une part dans les sphères de la société civile en vertu d'un potentiel transformateur par le bas et d'autre part, au sein des structures institutionnelles suite à une impulsion par le haut du système politique. Ainsi, une brève comparaison entre les cas bolivien et argentin dévoile deux dynamiques de changement : celle par le bas sous-entend qu'elle se déploie dans la périphérie du système; celle par le haut suggère que la dynamique se manifeste au cœur du système politique, soit les structures institutionnelles au niveau national.

Un constat s'impose donc : la modification des structures de pouvoir résultant des actions des mouvements sociaux pourrait mener la société vers la transformation de son système politique. Nous pouvons désormais avancer à titre de proposition de recherche partielle que **certains mouvements sociaux entraînent des transformations en périphérie du système politique dans une dynamique de changement par le bas, au niveau local. D'autres mouvements sociaux tentent d'influencer ou d'investir l'État selon une dynamique de changement par le haut, soit au cœur du système politique** (voir figure 1.2). En examinant l'expérience argentine, nous nous appliquerons à y découvrir l'existence de ces deux dynamiques de changement.

La prochaine étape de cette recherche devra nécessairement se pencher sur l'étendue des impacts des mouvements sociaux dans les structures de pouvoir du système politique afin d'identifier d'éventuelles transformations politiques. Il apparaît cependant qu'étudier l'ensemble des aspects du système politique dépasse de loin les objectifs du mémoire de maîtrise. Par conséquent, nous avons choisi d'observer spécifiquement les relations clientélistes et les impacts des mouvements sociaux sur cet aspect du système politique. D'une part, les relations qui résultent du clientélisme sont transversales à toutes les structures de pouvoir du système politique, autant dans sa périphérie qu'en son cœur. En raison de son importance passée et actuelle dans les sociétés latino-américaines, le clientélisme se présente tel un mécanisme d'interactions entre l'État et la société civile. D'autre part, ces relations sont peu étudiées et peuvent se révéler problématiques pour le développement d'une gouvernance démocratique.

Le clientélisme imprègne les relations que les citoyens entretiennent avec la politique et se présente souvent comme la solution aux problèmes quotidiens de survie. Il organise la société dans un rapport de pouvoir inégal en n'offrant pas les mêmes chances à tous d'avoir une "bonne vie" et d'exercer pleinement, sur une base égalitaire, leurs droits politiques, économiques et sociaux. Il n'est pas surprenant de constater que, face à la multiplication de cas de corruption, apparaisse une méfiance partagée par une grande partie de la population argentine envers la classe politique. Ces phénomènes ont largement alimenté la crise de la représentation politique qu'a vécue l'Argentine. Outre le fait que le clientélisme constitue un obstacle au déploiement du potentiel transformateur des mouvements sociaux, il est nécessaire de réfléchir sur la manière dont ils transforment (ou pas) les relations qui en découlent. Le cas de l'Argentine démontre que certains mouvements se préoccupent d'évoluer à l'abri des relations clientélistes. Cette prise de position peut révéler une conscience civique où l'affirmation des droits et devoirs des citoyens serait une démarche vers un exercice de la citoyenneté plus poussé. Par ailleurs, à l'ère des programmes internationaux d'appui à la bonne gouvernance, les mouvements sociaux pourraient

être en mesure de transformer le système politique afin de favoriser des pratiques de bonne gouvernance et d'imputabilité.

La présente recherche tentera de contribuer à une réflexion plus approfondie sur le clientélisme et la portée des différentes stratégies de transformation politique mises de l'avant tant par les anciens que les nouveaux mouvements sociaux. Sont-ils ainsi en mesure de transformer ou d'éradiquer les pratiques clientélistes à la faveur de rapports de pouvoir plus égalitaires et d'un accroissement de l'inclusion de populations marginalisées? Ou au contraire, les mouvements sociaux contribueraient-ils à perpétuer le clientélisme ou à l'utiliser en tant que levier de transformation? La question spécifique qu'il faut se poser, en fait celle qui guidera la suite de la recherche, est la suivante : **dans quelle mesure les mouvements sociaux entraînent-ils des transformations politiques à l'égard des relations clientélistes?**

Cette question spécifique mérite d'être étudiée en profondeur, car peu de recherches font état d'un lien entre les mouvements sociaux, les transformations politiques et le phénomène du clientélisme. Déjà, la comparaison théorique entre les cas de la Bolivie et de l'Argentine nous a permis de faire des rapprochements entre les facteurs causaux et d'identifier des particularités que nous n'aurions pu voir si le cadre théorique s'était limité qu'au cas argentin. Cette comparaison laisse entrevoir que deux dynamiques différentes sont à l'œuvre. Le cas argentin démontre que les mouvements sociaux produisent davantage de transformations politiques au niveau local, par exemple à l'échelle d'un quartier ou d'une communauté, soit en périphérie du système politique. De son côté, le cas bolivien témoigne d'une dynamique par le haut où les mouvements sociaux entraînent des transformations politiques davantage au niveau national, se rapprochant ainsi du cœur du système politique.

L'étude de ces deux cas expose également les structures de pouvoir du système politique qui sont susceptibles d'être transformées par les mouvements sociaux. En Argentine, puisque les transformations politiques se situent au niveau local, les mouvements sociaux engendrent des impacts significatifs dans les structures idéologique, normative et de l'organisation sociale. Produisant des impacts se situant

d'avantage au niveau national, les mouvements sociaux boliviens opèrent des transformations politiques dans les structures du pouvoir politique et des bénéfices. Notamment, l'adoption récente de la nouvelle Constitution politique de l'État est un exemple éloquent de la transformation du pouvoir politique qui est à l'œuvre.

1.3 Démarche méthodologique

Pour répondre à la dernière question de recherche, nous avons choisi de nous concentrer sur un cas, celui des mouvements sociaux et du clientélisme en Argentine. Puis, seul le mouvement *piquetero* fera l'objet d'une analyse plus exhaustive à cause de la force d'impact dont il a fait preuve sur la scène politique nationale et de son étendue sur le territoire argentin. En effet, une analyse plus circonscrite permettra d'étudier notre sujet de plus près selon plusieurs dimensions, en l'occurrence, les différentes structures de pouvoir qui composent le système politique. Considérant que le cas constitue une sorte de sous-système, il nous aidera à mieux comprendre un système plus large¹³⁹, soit le système politique argentin. L'étude du cas argentin ne prétend pas à la représentativité mais offre une interprétation des transformations politiques impulsées par un mouvement social à l'égard du clientélisme qui dépasse les limites mêmes du cas. En effet, d'autres cas pourront être confrontés ultérieurement aux résultats de notre recherche, ce qui est d'autant plus enrichissant.

Manifestement, la démarche de cette recherche se veut qualitative étant donné qu'elle s'appuie principalement sur des données secondaires : articles et ouvrages scientifiques (en français, anglais et espagnol), articles de journaux sur le Web et publications de centres de recherches du pays à l'étude. Prenant en compte que les phénomènes sont le produit de l'histoire particulière d'une société, nous nous appliquerons donc à fournir des explications historiquement fondées sur des événements qui se sont produits entre 1990 et 2009. Ensuite, nous observerons la

¹³⁹ Simon N. Roy. 2004. «L'étude de cas». In *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, sous la dir. de Benoît Gauthier. Sainte-Foy (Québec): Presses de l'Université du Québec, p. 166.

façon dont le phénomène clientéliste influence les différentes structures de pouvoir (idéologique, normative, organisation sociale, bénéfiques et pouvoir politique).

Nous savons déjà que, sous l'impulsion des mouvements sociaux, des transformations politiques apparaissent en **périphérie** du système politique : **établissement d'un rapport d'autonomie et nouvelles formes de représentation et de participation politiques**. Alors qu'au cœur du système, les transformations se manifestent par : **des mécanismes de gouvernance et d'inclusion, des modifications de politiques et de programmes, des réformes structurelles et la modification de la constitution politique de l'État**.

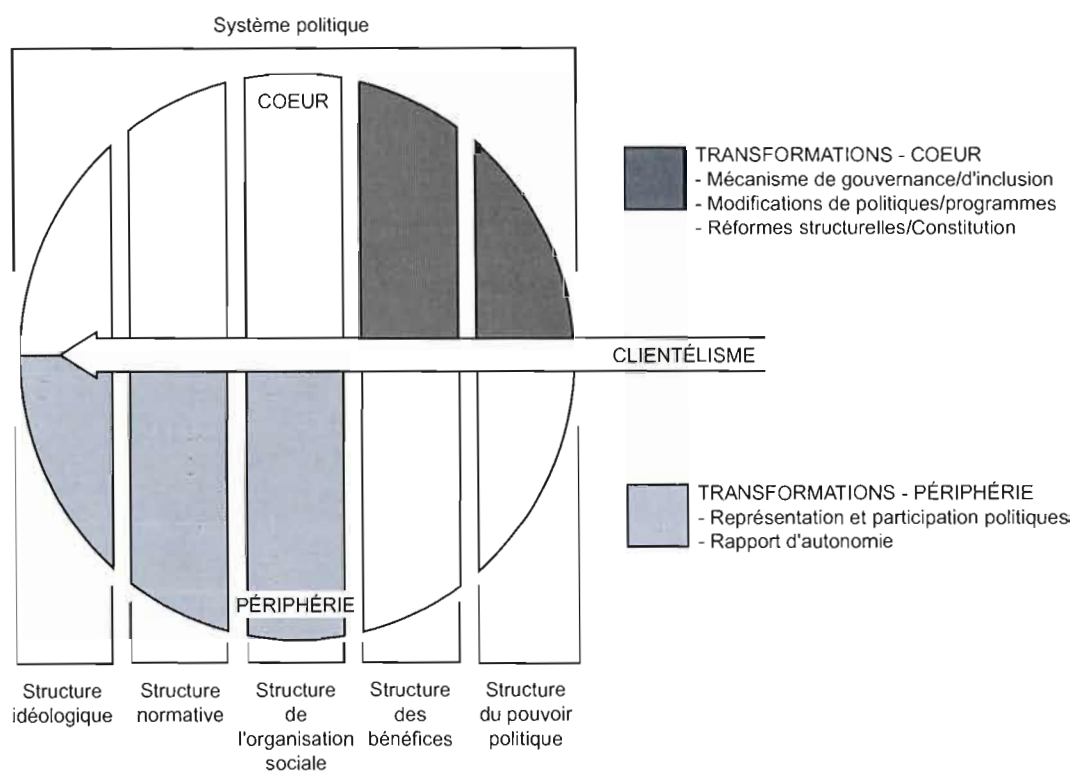


Figure 1.3 Proposition de recherche sur les transformations politiques impulsées par les mouvements sociaux dans les différentes structures de pouvoir du système politique (interprétation de l'auteure).

Même si plusieurs des initiatives mises de l'avant par les mouvements sociaux ne visent pas initialement le clientélisme, leur potentiel transformateur contribue à faire surgir des transformations plus spécifiques à ce phénomène. À l'aide de la grille d'analyse des structures de pouvoir (voir figure 1.3), il s'agira d'articuler ces transformations dans le système argentin. Ce faisant, nous pourrions découvrir la dynamique de changement propre au mouvement *piquetero* lorsqu'il s'efforce de transformer les relations politiques dans le système argentin.

CHAPITRE II

CONTEXTE DES TRANSFORMATIONS POLITIQUES

Avant de nous pencher sur les transformations spécifiques au clientélisme, il est essentiel de comprendre les conjonctures politiques qui permettent ou non aux mouvements sociaux de produire des impacts au sein du système politique. Il s'agira ensuite de distinguer la manière dont les relations clientélistes influencent chacune des structures de pouvoir tout en faisant des liens avec la mobilisation sociale des *piqueteros*. Mais d'abord, nous présenterons les concepts se rapportant au cœur et à la périphérie du système politique selon les particularités du cas argentin, pour ainsi rendre compte des dynamiques de changement.

2.1 Cœur et périphérie du système politique argentin

Comme nous avons pu le constater, les mouvements sociaux impulsent des transformations autant en périphérie qu'au cœur du système politique. Une distinction entre ces deux concepts est cruciale pour saisir les dynamiques de changement à l'oeuvre. Expliquons d'abord ce qu'est le cœur du système politique argentin. La Constitution politique est sans aucun doute la charpente sur laquelle le système politique argentin a été construit. La Constitution de 1853 (amendée la dernière fois en 1994) prévoit la séparation des pouvoirs de l'État entre exécutif (président), législatif (congrès national : chambre des députés et Sénat) et judiciaire (Court suprême de justice)¹⁴⁰. La structure fédérale qui a été mise en place s'est vue accorder des pouvoirs étendus dans l'élaboration de politiques et de lois en plus d'avoir la

¹⁴⁰ Viviana Patroni. 2005. «Argentine (République argentine)». In *Guide des pays fédéraux 2005*, sous la dir. de Ann L. Griffiths et coordonné pour le Forum des fédérations par Karl Nerenberg. Montréal, Qué.; Kingston, Ont.: McGill-Queen's University Press, p. 55.

possibilité d'intervenir dans les affaires d'une province¹⁴¹. La République d'Argentine compte 23 provinces (voir figure 2.1). La capitale fédérale – *Ciudad Autónoma de Buenos Aires* – possède, au même titre qu'une province, un gouvernement autonome dirigé par un gouverneur et une chambre législative.



Figure 2.1 Carte des provinces argentines.

Source : <http://www.visitingargentina.com.ar/mapas-argentina.php>

¹⁴¹ Roberto Patricio Korzeniewicz et Aldo Vacs. 1999. «Republic of Argentina (República de Argentina)». In *World encyclopedia of political systems and parties*, vol. 1, sous la dir. de George E. Delury. New York: Facts On File, p. 32.

D'un point de vue constitutionnel, le cœur du système politique se situerait au niveau national et sa périphérie, aux niveaux provincial et municipal. Contrairement à ce qu'on peut s'attendre d'une structure fédérale décentralisée, le palier législatif provincial a des pouvoirs limités par rapport au Congrès national et doit s'en remettre à lui en ce qui concerne les décisions financières et les affaires sociales. Par ailleurs, Calvo et Murillo expliquent que la structure du système de transfert fiscal du pays favorise les provinces d'allégeance péroniste, ce qui a permis au parti *Justicialista* de consolider un vaste réseau de patronage dans l'administration publique de la périphérie¹⁴². Par contre, certains gouverneurs sont si influents qu'ils peuvent prendre part au cœur du système politique en forçant le gouvernement fédéral à négocier avec eux¹⁴³. Par exemple, le gouverneur péroniste Carlos Juárez a régenté (jusqu'en 2002) formellement et informellement la province de Santiago del Estero durant plus de 50 ans grâce à un système de pouvoir fondé sur des réseaux clientélistes¹⁴⁴. Son influence fut si importante que le parti péroniste au palier national devait négocier avec lui et ses sympathisants pour éviter de perdre une partie considérable de sa base partisane.

D'autre part, le pouvoir exécutif national a historiquement dominé les pouvoirs législatif et judiciaire en s'emparant de leurs compétences (ex. : durant les dictatures ou un état d'urgence)¹⁴⁵. Le président de la République se retrouve alors au centre du pouvoir politique en exerçant complètement ou partiellement plusieurs pouvoirs conférés au Congrès national, notamment la gestion de la dette extérieure, le décret de l'état de siège et l'intervention dans les provinces¹⁴⁶. Cette concentration de pouvoirs a contribué à la crise de la représentation politique, laquelle a atteint un

¹⁴² Ernesto Calvo et María Victoria Murillo. 2005. «A New Iron Law of Argentine Politics? Partisanship, Clientelism, and Governability in Contemporary Argentina». In *Argentine Democracy: the Politics of Institutional Weakness*, sous la dir. de Steven Levitsky et María Victoria Murillo. University Park, Pa.: Pennsylvania State University Press, p. 214-215, 223.

¹⁴³ Patroni, 2005, *op.cit.*, p. 60.

¹⁴⁴ Javier Auyero, Pablo Lapegna et Fernanda Page Poma 2009. «Patronage Politics and Contentious Collective Action: A Recursive Relationship». *Latin American Politics and Society*, vol. 51, no 3, p. 10.

¹⁴⁵ Korzeniewicz et Vacs, 1999, *op.cit.*, p. 30.

¹⁴⁶ George Thomas Kurian, Lawrence D. Longley et Thomas O. Melia (dir. publ.). «Argentina». In *World encyclopedia of parliaments and legislatures*, éd. 1998, vol. 2, p. 17.

point culminant lors de l'*Argentinazo* en 2001. Alimenté par la grogne des citoyens, le soulèvement populaire a d'ailleurs mis en évidence leur faible marge de manœuvre dans les décisions politiques (ex. : soumission aux prescriptions du FMI, décrets présidentiels), la faiblesse représentative et le manque d'imputabilité des élus et des juges du Sénat ayant utilisés arbitrairement les fonds publics¹⁴⁷.

Toutefois, il n'y a pas que les aspects constitutionnels et historiques qui soient mis en cause dans la caractérisation du cœur du système politique. La province de Buenos Aires compte plus de 50 % de la population argentine, et sa capitale abrite le siège du gouvernement national¹⁴⁸. Cette concentration géographique et démographique dessine les contours du cœur du système politique sur le territoire argentin et permet à certains mouvements sociaux de profiter de cette proximité pour cibler leurs actions là où elles peuvent produire un maximum d'impacts. C'est dire aussi que la moitié de la population habite en province et que leur éloignement géographique du pouvoir politique national rend la démarche transformatrice plus difficile pour les mouvements sociaux.

La distance peut également se manifester à l'égard des institutions politiques si elles sont hors de portée des citoyens et ce, indépendamment du contexte géographique. Sous cet angle, la périphérie du système politique se définit par des espaces où les citoyens sont politiquement exclus des lieux d'élaboration et de prise de décisions des politiques¹⁴⁹. Qu'ils habitent en milieu rural ou dans un quartier défavorisé de la capitale fédérale, ces citoyens évoluent en périphérie en raison de l'inaccessibilité institutionnelle. Même lorsqu'elles y sont présentes, les institutions politiques ont une portée faible ou inégale et n'arrivent pas à répondre aux problèmes quotidiens des communautés. En revanche, la distance des institutions peut être le

¹⁴⁷ Isidoro Cheresky. 2002. «Autoridad política debilitada y presencia ciudadana de rumbo incierto». In *L'ordinaire latino-américain. Argentine : année zéro?*, no 188, sous la dir. de Marie-France Prévôt Schapira et Denis Merklen. Université de Toulouse - Le Mirail, p. 28.

¹⁴⁸ The World FactBook (Central Intelligence Agency). *Argentina*, [En ligne]. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ar.html> (page consultée le 2 février 2010).

¹⁴⁹ Davis, 1999, *loc. cit.*, p. 608.

fruit d'un rapport d'autonomie affirmé que certains groupes *piqueteros* entretiennent avec l'État d'une manière plus remarquée depuis 2001.

Enfin, la représentation partisane en Argentine façonne sans équivoque la nature du système politique qui est dominé, d'après Lewis, par un seul parti politique, le parti *Justicialista*¹⁵⁰. Depuis la transition démocratique, le parti a quasi monopolisé le pouvoir politique national avec les présidents Carlos Menem (1989-1999), Adolfo Rodríguez Saá (2001), Edurado Duhalde (2002-2003), Néstor Kirchner (2003-2007) et son épouse, Cristina Fernández de Kirchner (depuis 2007). Seul l'*Unión Cívica Radical* a réussi à lui faire contrepoids en occupant la présidence à deux reprises depuis 1983. Campé au cœur du système politique, le parti *Justicialista* doit sa place au fait qu'il est l'expression du péronisme. Il s'affirme par un discours populiste qui rallie les masses autour d'une forte identité nationale par laquelle on laisse croire à la "Grande Argentine", celle qui s'élèvera parmi les pays industrialisés¹⁵¹.

Sous son couvert patriotique, le parti est néanmoins traversé par des tensions entre les différentes tendances péronistes non institutionnalisées et informelles dans un axe gauche-droite¹⁵². Chaque tendance offre son interprétation de ce qu'est le "vrai" péronisme en cherchant à imposer son projet idéologique au reste du parti et ce, dépendamment du pouvoir des dirigeants et des fortunes électorales amassées. Représentant le péronisme de droite sous la gouverne de Menem dans les années 1990, le parti *Justicialista* a provoqué la désarticulation de ses liens avec les syndicats qui furent graduellement remplacés par des liens clientélistes développés surtout parmi les couches de la population vivant en situation de précarité¹⁵³. Comme nous allons le voir plus loin, le péronisme centre-gauche est représenté aujourd'hui sous la présidence des Kirchner en effectuant un rapprochement avec certains mouvements sociaux favorables à leurs politiques davantage progressistes.

¹⁵⁰ Daniel K. Lewis. 2001. *The History of Argentina*. Westport, Conn.; London: Greenwood Press, p. 8.

¹⁵¹ Armony, 2004, *op. cit.*, p. 115.

¹⁵² Ostiguy, 2005, *loc. cit.*, p. 317.

¹⁵³ Steven Levitsky. 2007. «From populism to clientelism? The transformation of labor-based party linkages in Latin America». In *Patrons, Clients, and Policies: Patterns of Democratic Accountability and Political Competition*, sous la dir. de Herbert Kitschelt et Steven I. Wilkinson. New York: Cambridge University Press, p. 217.

Devant l'hégémonie des différentes tendances issues du parti péroniste et la résonance du péronisme auprès de l'électorat, les autres partis politiques ont peu d'incidence sur la scène politique nationale et doivent se limiter à connaître quelques succès en province ou en milieu urbain¹⁵⁴. L'exemple de la province de Santiago del Estero a révélé que la dominance du péronisme en périphérie du système politique bloque l'horizon électoral aux éventuels partis qui désirent se présenter aux élections provinciales¹⁵⁵. D'autres provinces, comme celles de Salta ou Neuquén, semblent connaître une situation similaire, ce qui suggère que la domination du péronisme en périphérie s'alimenterait en partie d'un système complexe de réseaux clientélistes¹⁵⁶.

Tableau 2.1

Caractéristiques principales du cœur et de la périphérie du système politique argentin.

CŒUR	PÉRIPHÉRIE
Constitution politique de l'État fédéral	Subordination des constitutions provinciales
Palier national de l'État	Paliers provincial et municipal de l'État
Domination du pouvoir exécutif sur les autres pouvoirs de l'État	Subordination des pouvoirs des provinces
Concentration démographique du pays dans la capitale et la province de Buenos Aires, proximité du siège du gouvernement national	Dispersion de la population dans les autres provinces et éloignement du siège du gouvernement national
Espaces politiques présentant des accès aux structures institutionnelles nationales	Espaces politiques où les citoyens ont un accès limité aux institutions de l'État
Différentes tendances politiques issues du parti <i>Justicialista</i> et péronisme	Extension des tendances politiques issues du parti <i>Justicialista</i> et du péronisme en province

¹⁵⁴ Lewis, 2001, *op. cit.*, p. 8.

¹⁵⁵ Edward L. Gibson et Ernesto Calvo. 2000. «Federalism and Low-Maintenance Constituencies: Territorial Dimensions of Economic Reform in Argentina». *Studies in Comparative International Development*, vol. 35, no 3, p. 45.

¹⁵⁶ Laura Capriata. «Clientelismo y poder, vicios de las provincias». *La Nación.com*, 15 février 2010, [En ligne]. <http://www.lanacion.com.ar/1233322-clientelismo-y-poder-vicios-de-las-provincias> (page consultée le 18 avril 2011).

2.2 Structure d'opportunités et de contraintes politiques

Qu'ils entraînent des transformations politiques dans le cœur du système politique ou dans sa périphérie, les mouvements sociaux sont encouragés ou dissuadés à le faire par des changements dans la structure institutionnelle et les relations de pouvoir. Ces conjonctures constituent la structure des opportunités et des contraintes politiques pouvant déterminer le succès ou l'échec des initiatives mises de l'avant par les mouvements sociaux¹⁵⁷. Le développement du phénomène clientéliste ne se fait donc pas en vase clos, il est aussi influencé par des changements dans la structure institutionnelle et par les actions entreprises par les mouvements sociaux. Depuis 1990, les gouvernements qui se succèdent, Menem (1989-1999), l'*Alianza por la Justicia, el Trabajo y la Educación*¹⁵⁸ (1999-2001) et Duhalde (2002-2003), présentent un contexte d'opportunités politiques qui ont mené à l'apogée de la mobilisation sociale. Ensuite, les politiques des gouvernements Kirchner (2003-2009) ont entraîné une augmentation de contraintes qui ont contribué au déclin de la mobilisation sociale ainsi qu'à la fragmentation du mouvement *piquetero*.

2.2.1 Reconfiguration et ascension des mouvements sociaux (1990-2003)

Élu en 1989, puis réélu en 1995, le président Carlos Menem du parti *Justicialista* a mis en œuvre une série de politiques néolibérales qui ont d'abord constitué des contraintes majeures à la mobilisation sociale en éliminant la proximité entre les syndicats et l'État. Les réformes néolibérales ont alors provoqué l'affaiblissement et la désarticulation du mouvement ouvrier argentin qui occupait jusque-là un important rôle de représentation politique de la société civile¹⁵⁹. Afin de réduire la dette extérieure, le gouvernement Menem autorisa à partir de 1991 des

¹⁵⁷ Tarrow, 1996, *op. cit.*, p. 54.

¹⁵⁸ L'*Alianza* était une coalition politique instituée par le parti *Unión Cívica Radical* et le *Frente País Solidario* (FREPASO). Ayant vu le jour en 1994, le FREPASO regroupait quatre partis politiques, dont le *Frente Grande*, le PAIS (*Política Abierta para la Integridad Social*), la *Unidad Socialista* et le *Partido Demócrata Cristiano*, jusqu'à sa dissolution en 2001.

¹⁵⁹ Maristella Svampa et Sebastián Pereyra. 2009. *Entre la ruta y el barrio: La experiencia de las organizaciones piqueteras*, 3^e éd. Buenos Aires: Editorial Biblos, p. 23.

coups massives dans les dépenses de l'État en procédant à l'élimination d'environ 700 000 emplois du secteur public d'abord au palier national, puis au palier provincial après sa réélection¹⁶⁰. Plusieurs de ces emplois ont d'ailleurs disparu dans le processus de privatisation des entreprises étatiques. Parmi elles se trouvait un symbole national, la compagnie pétrolière *Yacimientos Petrolíferos Fiscales* (YPF) dont plusieurs provinces dépendaient de ses activités pour leur économie locale¹⁶¹. Inévitablement, le taux de chômage a bondi de 6,9 % en 1991 à 18,6 % en 1995¹⁶².

La *Confederación General del Trabajo* (CGT), qui s'était vue accorder il y a des dizaines d'années l'exclusivité de la représentation des travailleurs par l'État et par le parti *Justicialista* en vertu du modèle corporatiste¹⁶³, a connu une réduction significative de ses effectifs durant les années 1990. La force mobilisatrice et revendicatrice des syndicats formant la CGT s'est atténuée au fur et à mesure que les travailleurs étaient poussés hors du marché du travail formel¹⁶⁴. Ces derniers ont rejoint les rangs des chômeurs ou des travailleurs du secteur informel dont le taux s'élevait à 38,5 % en 2001 comparativement à 25,2 % en 1990¹⁶⁵. Affaiblie par ces changements structurels, la CGT a connu aussi des dissensions internes qui ont contribué à sa désarticulation. En 1989, les travailleurs de la Confédération se séparèrent en deux camps, l'un en appui aux réformes de Menem et l'autre en opposition. Le conflit mena trois ans plus tard à la création de la *Central de Trabajadores Argentinos* (CTA) par le camp des opposants, dont l'objectif était d'accorder une voix aux victimes des réformes, telles que les travailleurs du secteur public, chômeurs, sous-employés, paysans sans terre et retraités¹⁶⁶. La nouvelle entité

¹⁶⁰ Gibson et Calvo, 2000, *loc. cit.*, p. 40.

¹⁶¹ Armony, 2004, *op. cit.*, p. 93-94.

¹⁶² Lewis, 2001, *op. cit.*, p. 172.

¹⁶³ Campione et Rajland, 2006, *op. cit.*, p. 304.

¹⁶⁴ Roberta Villalón. 2008. «Neoliberalism, Corruption, and Legacies of Contentment: Argentina's Social Movements, 1993-2006». In *Latin American Social Movements in the Twenty-first Century: Resistance, Power, and Democracy*, sous la dir. de Richard Stahler-Sholk, Harry E. Vanden et David Kuecker. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers, p. 255; Levitsky, 2007, *op. cit.*, p. 206.

¹⁶⁵ Maristella Svampa. 2007. «Les frontières du gouvernement Kirchner : Entre aspiration au renouveau et consolidation de l'ancien». *Revue Tiers Monde*, vol. 1, no 189, p. 123; Levitsky, 2007, *op. cit.*, p. 208.

¹⁶⁶ Dinerstein, 2003, «A Silent Revolution: The Unemployed Workers' Movement in Argentina and the New Internationalism», *op. cit.*, p. 87.

syndicale visait en outre une indépendance idéologique à l'égard de l'État et des partis politiques. C'était là une manière de contester le lien traditionnel entre le parti péroniste et la CGT.

En perdant son statut de «colonne vertébrale du péronisme»¹⁶⁷, la CGT ne fut plus apte à garantir à ses membres un accès direct aux ressources de l'État. Comme Oxhorn le fait remarquer, les syndicats étaient de moins en moins capables de défendre les intérêts des travailleurs et davantage préoccupés à sécuriser leur position institutionnelle¹⁶⁸. Bien que des leaders syndicaux aient dominé le parti *Justicialista* jusque dans les années 1980¹⁶⁹, ce ne fut plus le cas après que les réformes aient affaibli la CGT. La désyndicalisation partielle du parti a permis au gouvernement péroniste de mettre en œuvre les réformes sans les négocier avec les syndicats récalcitrants et de développer une base partisane dans les quartiers défavorisés pour sécuriser ses ressources¹⁷⁰.

En ayant une position moindre au sein du parti péroniste, les syndicats ont perdu un véhicule de mobilisation et de négociation qui leur donnait un accès direct à l'État. Les réformes néolibérales transformèrent les rapports de pouvoir dans le système politique en conférant un rôle minimal à l'État et encore moins de place fut accordée aux groupes sociaux dans le processus de gouvernance (voir section 1.1.3). Les travailleurs en situation de précarité et les chômeurs se retrouvèrent sans représentation sociale et politique (sauf dans le cas naissant de la CTA) dans une société où plus en plus d'individus se concentrent désormais sur la survie quotidienne. La deuxième série de réformes mise en œuvre après la réélection de Menem en 1995 constitua toutefois pour les mouvements sociaux une opportunité de se réorganiser pour revendiquer de meilleures conditions de vie.

¹⁶⁷ Gabriel Vommaro. 2008. «Les manifestations populaires du pouvoir : Le gouvernement Kirchner et les transformations des classes populaires». In *La «carte rouge» de l'Amérique latine*, sous la dir. de Gabriel Vommaro. Broissieux: Éditions du Croquant, p. 125.

¹⁶⁸ Philip Oxhorn. 2002. «History Catching Up with the Present? State-Society Relations and the Argentine Crisis». *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 15, no 3, p. 511.

¹⁶⁹ Levitsky, 2007, *op. cit.*, p. 212.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 206-207.

Déjà, la CTA profitait des espaces laissés par la désyndicalisation du parti *Justicialista* pour organiser, en dehors du syndicalisme traditionnel, une masse de chômeurs sans représentation politique comme le démontre l'affiliation en 1998 des *piqueteros* de la *Federación de Tierra, Vivienda y Habitat* (FTV)¹⁷¹. D'autres groupes ont aussi exprimé la volonté d'incorporer les travailleurs "*desocupados*" (sans travail) et les retraités à leurs luttes contre les politiques de Menem (se référer à la figure 2.2.2 pour une représentation simplifiée des alliances politiques parmi les différents groupes *piqueteros*). Des travailleurs syndiqués de la province de Jujuy et des militants du *Partido Comunista Revolucionario* (PCR) ont formé entre 1994 et 1996 la *Corriente Clasista y Combativa* (CCC) selon un modèle syndical qui aujourd'hui représente le deuxième plus grand regroupement de *piqueteros* après la FTV¹⁷².

Dans plusieurs provinces argentines, la dégradation de la situation sociale et économique a conduit les chômeurs à se mobiliser face à l'État. Dépossédés de leur lieu de travail, ils ont organisé des piquets de grève en bloquant les routes pour revendiquer des emplois et forcer les élus locaux à assumer leurs responsabilités. La perte de la représentation syndicale offrait l'occasion aux chômeurs de s'organiser selon une nouvelle représentation politique qui donna un sens à leur marginalisation. L'identité *piquetera* est apparue sur les barrages à partir d'une contestation envers le modèle néolibéral et d'une quête de reconnaissance de leur droit à l'emploi. Peu à peu, cette nouvelle identité leur permit de retrouver une certaine dignité au sein de nouveaux groupes sociaux dont les membres se considèrent comme des travailleurs sans emploi plutôt que des chômeurs (cette étiquette les dépossédait de leur dignité)¹⁷³.

Durant son deuxième mandat, le gouvernement Menem leur répondait par une série de programmes d'assistance temporaire à l'emploi (subsides) ciblés localement

¹⁷¹ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 23.

¹⁷² *Ibid.*, p. 47.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 34.

(sous la responsabilité des provinces) ayant pour but de contrôler les conflits sociaux et de désamorcer la possibilité qu'ils s'étendent à l'échelle nationale¹⁷⁴. Au contraire, ces programmes ont constitué, pour les différents groupes de chômeurs, une opportunité politique de s'organiser sous l'identité *piquetera* et de se mobiliser un peu partout au pays, jusqu'à la capitale, pour réclamer les subsides en grand nombre¹⁷⁵. Parce que son intention n'a jamais été de rendre les subsides universels, le gouvernement national négociait la quantité de subsides à chaque fois qu'un groupe *piquetero* organisait un barrage. Les chômeurs ont par conséquent rejoint en grand nombre les groupes *piqueteros* pour se prévaloir des subsides. L'arrivée de pareilles ressources permit aux grands groupes, la FTV et la CCC, de se développer sur une base territoriale à partir de projets communautaires répondant aux besoins essentiels de leurs communautés.

L'arrivée au pouvoir du gouvernement de l'*Alianza por la Justicia, el Trabajo y la Educación* en décembre 1999, bien qu'il affichait un certain renouveau, n'a pas marqué de rupture dans le type de politiques adoptées, ni de bouleversements dans la structure de contraintes politiques par rapport au gouvernement Menem. Le pays fut encore plongé dans une profonde récession et le président Fernando De la Rúa a dû autoriser des coupures dans les dépenses de l'État pour réduire le déficit fiscal, par exemple dans les salaires des fonctionnaires et les pensions pour retraités¹⁷⁶. Toutefois, ce gouvernement usa d'une nouvelle stratégie dans le mode de distribution des programmes sociaux en confiant une partie de la gestion à des organisations *piqueteras* et ce, de façon à court-circuiter la gestion clientéliste des subsides sous le contrôle des municipalités péronistes¹⁷⁷. Svampa et Pereyra font remarquer que cette stratégie a offert l'opportunité à de grandes organisations *piqueteras* de se renforcer sur le plan organisationnel et pour les plus petites, de gagner plus d'autonomie. En

¹⁷⁴ Marcelo Lucero. 2006. «Política social y movimientos sociales: la irrupción de las organizaciones piqueteras». *Espiral (Universidad de Guadalajara, México)*, vol. 12, no 35, p. 17.

¹⁷⁵ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 43; Vommaro, 2008, *op. cit.*, p. 92, 114.

¹⁷⁶ Armony, 2004, *op. cit.*, p. 130; Lewis, 2001, *op. cit.*, p. 182.

¹⁷⁷ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 96.

s'adressant directement au ministère fédéral concerné et non à la municipalité pour obtenir la gestion directe d'une partie des subsides, le mouvement *piquetero* déplaçait le lieu de la négociation au niveau national¹⁷⁸.

L'année 2001 est celle qui marqua le début d'une intense période de mobilisation sociale. De 514 barrages routiers en 2000, ce nombre s'élevait à 1 383 en 2001 dont 45 % étaient organisés dans la capitale fédérale et ses environs, alors que les autres barrages étaient dispersés dans les provinces qui dépendaient économiquement jadis du secteur pétrolier ou de la fonction publique¹⁷⁹. Les mobilisations devinrent de plus en plus coordonnées au niveau national grâce à la tenue de l'Assemblée Nationale *Piquetera* en juin et en septembre 2001 afin d'unifier les différents groupes et organisations *piqueteros* en un seul mouvement¹⁸⁰. Le mouvement *piquetero* réussit à cette époque à s'imposer en une force sociale incontournable face au gouvernement national qui n'a eu d'autres choix que de reconnaître son rôle dans la représentation de la société civile¹⁸¹. L'année se termina par un soulèvement populaire dans l'ensemble du pays, appelé l'*Argentinazo*, suivi de la démission du président de la République le 20 décembre 2001.

Ce phénomène a rassemblé autant le mouvement *piquetero*, les organisations syndicales (CGT et CTA) que des individus de la classe moyenne autour d'un registre de protestations : grève générale nationale, pillages de supermarchés, marches, barrages de rues et de routes, affrontements avec la police, attaques de banques, d'édifices publics et de propriétés de politiciens¹⁸². Ce n'est pas sans motifs que la mobilisation sociale atteignit un tel sommet, la situation socioéconomique ne s'était pas améliorée depuis les réformes de Menem et les décisions politiques de l'*Alianza*

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 99.

¹⁷⁹ Edward Epstein. 2006. «The Piquetero Movement in Greater Buenos Aires: Political Protests by the Unemployed Poor During the Crisis». In *Broken promises? The Argentine crisis and Argentine democracy*, sous la dir. de Edward Epstein et David Pion-Berlin. Lanham: Lexington Books, p. 102.

¹⁸⁰ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 80-83.

¹⁸¹ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 99; Armony, 2004, *op. cit.*, p. 150.

¹⁸² Nicolás Iñigo Carrera et María Celia Cotarelo. 2003. «Social Struggles in Present Day Argentina». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 22, no. 2, p. 201-202; Dinerstein, 2003, «¡Que se Vayan Todos! Popular Insurrection and the Asambleas Barriales in Argentina», *loc. cit.*, p. 191-192.

ne firent qu'empirer les choses. L'adoption du *corralito*, une politique visant le déficit zéro par le blocage des comptes bancaires, ainsi que l'état de siège décrété le 19 décembre s'ajoutèrent aux tensions économiques et politiques que vivait déjà le pays¹⁸³.

L'*Argentinazo* exprimait, selon Sigal, un ras-le-bol envers le gouvernement de même qu'une grande exaspération provoquée par des années de corruption et d'impunité¹⁸⁴. En scandant "*Que se vayan todos que no quede ni uno solo*" (qu'ils partent tous, qu'il n'en reste plus un seul), les manifestants rejetaient l'ensemble de la classe politique, révélant une profonde crise de la représentation politique. Cheresky considère cette crise en termes de méfiance envers les institutions, d'illégitimité de l'autorité du gouvernement, d'exclusion des citoyens au processus de la prise de décisions politiques, d'impunité à l'égard des actes de corruption et de la faiblesse de l'État dans son rôle redistributif¹⁸⁵. C'est donc dire que les pratiques clientélistes ne sont pas le fruit du hasard, elles se développent dans un contexte où la gouvernance démocratique est déficiente. En réaction à cette crise de la représentation, des milliers de citoyens mobilisés issus de la classe moyenne de la capitale et ses environs s'organisaient, quelques semaines plus tard, sous la forme d'assemblées de quartier (ou de voisins) pour former des réseaux d'entraide¹⁸⁶. La protection des assemblées contre toute influence partisane est d'ailleurs une condition cruciale comme le fait remarquer ce voisin : «*We do not want the pure spirits of our assemblies to be distorted and corrupted with perverse politics, parties and partisans*»¹⁸⁷. Les assemblées de quartier et les groupes *piqueteros* ont poursuivi ensemble la mobilisation sociale face au gouvernement jusqu'à l'élection de Kirchner en 2003. Puis, l'attrait pour la mobilisation sociale et les luttes politiques auprès de la classe

¹⁸³ *Idem*

¹⁸⁴ Sigal, 2003, *op. cit.*, p. 104.

¹⁸⁵ Cheresky, 2002, *loc. cit.*, p. 25-29.

¹⁸⁶ Armony, 2004, *op. cit.*, p. 149.

¹⁸⁷ Villalón, 2008, *op. cit.*, p. 261-262.

moyenne s'est affaibli, ce qui donna lieu à une réduction importante du nombre d'assemblées de quartier et de collaborations avec les *piqueteros*¹⁸⁸.

Les revendications découlant de la crise de la représentation politique doivent leur apparition, entre autres, aux attentes non comblées des citoyens à l'égard des promesses de l'*Alianza*. La plateforme de cette coalition promettait aux citoyens un «État sans corruption» pour mettre fin à une culture politique corrompue soi-disant entretenue par l'appareil clientéliste péroniste durant les années de Menem¹⁸⁹. La coalition politique avait construit un nouveau discours éthique sur le thème d'une plus grande transparence au sein du gouvernement. À une époque où les organisations internationales promeuvent la bonne gouvernance (voir section 1.1.3), un programme «bâti presque exclusivement sur la dénonciation de la corruption et [de] la violation des règles républicaines»¹⁹⁰ a résonné au sein de la société civile. D'après Sigal, la corruption politique y est présentée comme un détournement de biens collectifs où chaque affaire impunie constitue une injustice à l'égard des citoyens. Deux ans après l'élection du président De la Rúa, les Argentins le jugèrent «inefficace et insuffisamment déterminé sur le front de la lutte contre la corruption»¹⁹¹.

Dans un contexte de frustration collective, ce discours aurait pu constituer, pour les mouvements sociaux, une opportunité de réclamer haut et fort davantage d'imputabilité des élus et plus de transparence dans la distribution des subsides. Bien que cette demande fût exprimée par les assemblées de quartier, elle ne constitua pas le noyau des nombreuses revendications qui s'articulaient principalement autour de la re-nationalisation des entreprises d'État, le non-paiement de la dette extérieure et le retrait des juges de la Cour Suprême (aux prises avec un scandale de corruption)¹⁹². Du côté des *piqueteros*, leurs divergences quant à leurs différentes positions idéologiques semblent avoir atténué la demande d'imputabilité et de transparence à

¹⁸⁸ Campione et Rajland, 2006, *op. cit.*, p. 323.

¹⁸⁹ «Voy a empujar a los corruptos a la cárcel, prometió De la Rúa». *Clarín.com*, 25 mai 1999, [En ligne]. <http://www.clarin.com/diario/1999/05/26/t-00301d.htm> (page consultée le 30 mars 2009).

¹⁹⁰ Sigal, 2003, *op. cit.*, p. 104-105.

¹⁹¹ Armony, 2004, *op. cit.*, p. 129.

¹⁹² Villalón, 2008, *op. cit.*, p. 263.

l'égard de l'État. N'empêche que, dès le début de son mandat, Kirchner s'appliqua à mettre en place des mesures pour renforcer les institutions politiques et judiciaires (voir plus loin), ce qui peut avoir contribué à calmer le discours sur la corruption et par conséquent, à affaiblir la mobilisation des assemblées de quartier.

La période durant laquelle Eduardo Duhalde gouverna le pays (janvier 2002 à mai 2003) fut caractérisée par une activité intense sur le plan social. Durant les premiers mois, près de 300 assemblées de voisins voyaient le jour dans les quartiers de classe moyenne de la capitale¹⁹³ et plus de 2 336 barrages de rues ou de routes (presque deux fois plus qu'en 2001) s'organisèrent partout au pays¹⁹⁴. De cette effervescence, apparurent les transformations politiques les plus innovatrices dont plusieurs subsistent encore aujourd'hui. Les pratiques politiques de démocratie participative dans un rapport d'autonomie à l'égard de l'État se sont révélées efficaces pour transformer le lien clientéliste entre l'État et la société civile (voir section 3.3).

2.2.2 Fragmentation et déclin de la mobilisation sociale (2003-2009)

Suivant l'élection du président péroniste de centre-gauche Néstor Kirchner en mai 2003, le nombre de barrages routiers et d'assemblées de voisins amorça un déclin progressif, ce qui serait expliqué en partie par les mesures qu'il a mises en place. Le gouvernement s'employa aussitôt à regagner le soutien populaire en re-légitimant les institutions politiques. Aux prises avec des scandales de corruption sous Menem, la Cour Suprême de Justice a été remaniée, puis plusieurs militaires impliqués dans la violation des droits humains durant la dernière dictature et qui avaient bénéficié d'une immunité sous le gouvernement de Menem furent cette fois-ci condamnés¹⁹⁵. La reprise de la croissance économique de 8,8 % en 2004 et de 9,3 % en 2005 a

¹⁹³ Campione et Rajland, 2006, *op. cit.*, p. 323.

¹⁹⁴ Epstein, 2006, *op. cit.*, p. 102.

¹⁹⁵ Svampa, 2007, *loc. cit.*, p. 116-117; James Petras et Henry Veltmeyer. 2005. «From Popular Rebellion to 'Normal Capitalism' in Argentina». Chap. in *Social Movements and State Power: Argentina, Brazil, Bolivia, Ecuador*. London; Ann Arbor, MI: Pluto Press, p. 30.

également contribué à atténuer quelque peu la grogne populaire. Bien que le gouvernement Kirchner ait réussi à stimuler la création d'emplois et à diminuer progressivement le taux de chômage à 11,4 % en 2006, il échoua sur le plan de la redistribution des richesses puisque les inégalités sociales ont continué de s'accroître¹⁹⁶.

Pour les mouvements sociaux, l'attitude du gouvernement péroniste à leur égard changea considérablement la structure des opportunités politiques. Durant la première année, Kirchner a appliqué une politique de tolérance envers la protestation sociale qu'il considérait comme une conséquence directe de l'implémentation des réformes néolibérales. Bien que cette tolérance fût de courte durée, le changement de cap du gouvernement a accordé toutefois plus de légitimité aux demandes des *piqueteros* qui lui sont favorables, notamment la FTV, tout en leur confirmant le statut de représentant politique du monde social¹⁹⁷. Ce rapprochement ciblé pourrait révéler un retour en force des réseaux clientélistes afin de coopter les mouvements sociaux.

À l'exemple des gouvernements précédents, la prestation de programmes sociaux et de subsides a été utilisée pour atténuer la protestation sociale. Mais la particularité de ce gouvernement repose sur ses tentatives d'institutionnalisation des organisations *piqueteras* favorables à ses politiques (des organisations à tendance populiste selon Svampa). Pour la FTV, *Barrios de Pie* et la CCC, ce rapprochement vis-à-vis du gouvernement leur permit de percevoir plus de ressources de l'État. Contrairement aux autres groupes *piqueteros* alliés à des partis de gauche ou à tendance autonomiste, ils se sont prévalus d'un traitement privilégié en bénéficiant d'un plus grand nombre de programmes sociaux¹⁹⁸. Ainsi, la distance de ces groupes de chômeurs du processus politique formel les a incité à l'origine à se rapprocher de l'État. L'apparition d'un potentiel transformateur pourrait donc se dégager de ces

¹⁹⁶ Svampa, 2007, *loc. cit.*, p. 116-117.

¹⁹⁷ Vommaro, 2008, *op. cit.*, p. 124.

¹⁹⁸ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 213; Svampa, 2008, *loc. cit.*, p. 22.

groupes s'ils s'appliquent à modifier le caractère institutionnel de l'État et à réclamer des mécanismes ou des espaces d'inclusion en vue de participer à la gouvernance du pays.

Or, plusieurs dirigeants de la FTV et de *Barrios de Pie* ont intégré des fonctions au sein des secrétariats d'action collective et communautaire de l'État, ce qui ne laisse aucun doute sur la volonté du gouvernement Kirchner d'offrir des espaces d'inclusion à des groupes marginalisés. Il le fait cependant à partir d'un modèle assistancialiste qui ne vise aucunement à résoudre le problème de l'exclusion¹⁹⁹. Ces *piqueteros* n'ont pu modifier le caractère institutionnel et les lieux de pouvoir de l'État. Même si le gouvernement a répondu à leurs demandes ponctuelles en termes de subsides, ils n'ont pas été en mesure de modifier les politiques ou de mettre en place des mécanismes de gouvernance dans un souci d'universalité. Comme le rappelle Davis, lorsque les mouvements sociaux adoptent des comportements conformistes à l'intérieur des structures institutionnelles, ils ressemblent davantage à des groupes d'intérêts.

Pour le mouvement *piquetero* dans son ensemble, les nouvelles politiques de Kirchner ont cependant produit davantage de contraintes que d'opportunités politiques. En effectuant un rapprochement avec les groupes qui lui sont favorables, le gouvernement déployait simultanément des stratégies pour discipliner les groupes *piqueteros* contestataires au nom d'un retour à la normalité institutionnelle²⁰⁰. En continuité avec le gouvernement Menem, la répression envers les barrages routiers dans les provinces s'est poursuivie par l'incarcération de *piqueteros* et de délégués syndicaux. Des 4 000 poursuites judiciaires intentées contre des activistes *piqueteros* durant Menem, aucune ne fut abandonnée. Au nom de la libre circulation des voies publiques, le gouvernement Kirchner se livra au durcissement de la législation pénale.

Dès lors se révélait une distinction entre la protestation légitime – celle des *piqueteros* qui, favorables au gouvernement péroniste, ont abandonné le barrage

¹⁹⁹ Vommaro, 2008, *op. cit.*, p. 124; Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 243.

²⁰⁰ Svampa, 2007, *loc. cit.*, p. 121.

routier – et la protestation illégitime – celle des *piqueteros* opposés aux politiques du gouvernement qui utilisent le barrage routier²⁰¹. Le gouvernement s'engagea dans une intense campagne médiatique afin de délégitimer les groupes mobilisés ainsi que leur méthode de lutte : le barrage de rue ou de route. À ce propos, Svampa et Pandolfi soutiennent que :

*La recurrente judicialización del conflicto piquetero tiende a desdibujar el reclamo esencial de las organizaciones de desocupados, al reducir la protesta a un tipo de acción (el corte de ruta), obturando la percepción y valoración de aquellas otras dimensiones que constituyen la experiencia, esto es, el trabajo comunitario en los barrios así como el desarrollo de nuevas prácticas políticas, asociadas a la dinámica asamblearia*²⁰².

En minimisant les initiatives des groupes mobilisés à une action publique disruptive, le gouvernement se trouve à étouffer des pratiques communautaires qui font la promotion d'autres valeurs que celles du péronisme. Or, c'est visiblement à partir de ces pratiques que se développe une conscience politique plus démocratique exposant un potentiel de transformation à l'égard des relations clientélistes avec l'État.

Le discours de Kirchner ne tarda pas à se faire entendre de la population, un consensus anti-*piqueteros* se généralisa autour d'une demande de retour à la normalité. Les contraintes à la mobilisation paraissent alors évidentes. Présentés comme une menace à l'ordre social, les groupes *piqueteros* mobilisés n'ont plus bénéficié de l'appui populaire et certains groupes autonomistes se sont retirés de l'espace politique dû à la répression vécue sur les voies publiques²⁰³. Déjà présentes parmi les groupes, les dissensions idéologiques se sont polarisées avec les politiques "institutionnelles versus répressives" de Kirchner conduisant à une inévitable fragmentation du mouvement *piquetero* (voir figure 2.2.2).

²⁰¹ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 212.

²⁰² La judiciarisation récurrente du conflit *piquetero* tend à effacer la revendication essentielle des organisations de chômeurs en réduisant la protestation à un type d'action (le barrage routier), en obturant la perception et la valorisation de ces autres dimensions qui constituent l'expérience, c'est-à-dire, le travail communautaire dans les quartiers ainsi que le développement de nouvelles pratiques politiques associées à la dynamique d'assemblée (traduction libre de l'auteur). Maristella Svampa et Claudio Pandolfi. 2004. «Las vías de la criminalización de la protesta en Argentina». *Revista OSAL (Observatorio Social de América latina)*, no 14, p. 288-289.

²⁰³ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 242.

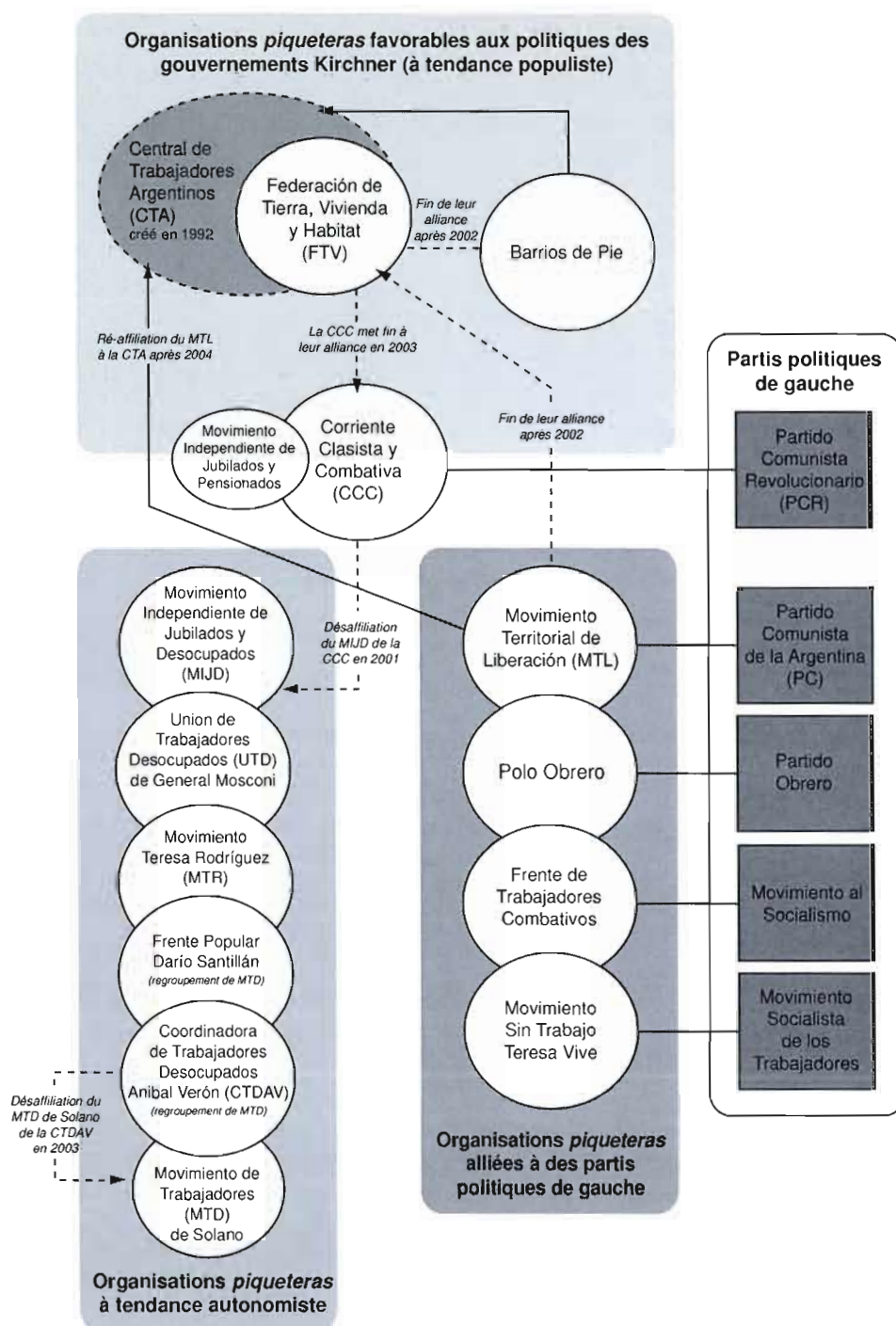


Figure 2.2.2 Alliances politiques parmi les organisations et groupes *piqueteros* après l'élection du président Néstor Kirchner en 2003 (interprétation de l'auteure).

On assista à la fin de l'alliance entre les deux plus grandes organisations *piqueteras*, la FTV ayant été jugée trop proche du gouvernement par la CCC. Légitimé par le gouvernement péroniste, le groupe *Barrios de Pie* abandonna le barrage routier comme moyen de mobilisation afin de prendre ses distances par rapport à l'identité *piquetera* désormais stigmatisée²⁰⁴. De son côté, la CTA a essayé de se faire reconnaître auprès de l'État sans avoir obtenu jusqu'ici de statut juridique. Même si l'organisation syndicale a été créée à l'origine en rupture avec le péronisme de Menem, plusieurs de ses dirigeants ainsi que ceux de la FTV se sont montrés favorables aux politiques centre-gauche de Kirchner²⁰⁵. Les *piqueteros* autonomistes et ceux liés à des partis de gauche continuèrent la mobilisation sociale, mais elle n'atteignit plus le niveau des années 2001-2002. L'élection de Cristina Fernández de Kirchner, l'épouse de Néstor Kirchner, à la fin de 2007 ne changea pas la donne pour les mouvements sociaux, car ses politiques incarnent la continuité de son prédécesseur.

2.3 Aperçu du clientélisme selon les structures de pouvoir du système politique argentin

D'une ampleur variable, le clientélisme est une composante du système politique argentin qui traverse ses structures de pouvoir, autant dans sa périphérie qu'en son cœur (voir figure 1.3). Nous considérons, dans le cadre de cette recherche, que la relation clientéliste est un échange inégal et hiérarchique de bénéfices, se produisant dans un rapport de pouvoir, entre un patron et un client ou un groupe de clients. Par conséquent, lorsque les partis politiques (à titre de patrons) sont en mesure de contrôler les ressources publiques, ils distribuent des bénéfices exclusifs à leurs clients en vue d'acheter leur support électoral²⁰⁶. Avant de passer à l'étude approfondie des transformations politiques impulsées par les mouvements sociaux, le

²⁰⁴ Svampa, 2008, *loc. cit.*, p. 23.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 28.

²⁰⁶ Hopkin, 2006, *op. cit.*, p. 407, 410; Hermet et al., «Clientélisme», 2005, *op. cit.*, p. 55; Bevir, «Clientelism», 2007, *op. cit.*, p. 95.

clientélisme doit être d'abord défini selon le contexte politique argentin. En ce sens, de quelle façon influence-t-il chacune des structures de pouvoir du système? Les réponses permettront ensuite de poser un regard sur la manière dont les initiatives mises de l'avant par les mouvements sociaux transforment directement ou indirectement les relations clientélistes.

2.3.1 Structure de l'organisation sociale sous l'influence de l'appareil clientéliste péroniste

Rappelons d'abord que la structure de l'organisation sociale porte sur les relations et les interactions entre les individus d'une société en vertu desquelles ils peuvent s'organiser en groupes, former des coalitions et des réseaux de communication au sein du système politique. Les pratiques clientélistes s'insèrent dans ces relations et réussissent à influencer l'organisation sociale des communautés. Ce n'est pourtant pas un phénomène nouveau, autant le parti *Unión Cívica Radical* que le parti *Justicialista* ont eu recours aux pratiques clientélistes pour établir leur base partisane et récolter des votes durant les périodes électorales. Ce qui paraît inédit, par contre, est la transformation du parti péroniste pendant l'implantation des réformes néolibérales; d'un parti populiste soutenu par la classe ouvrière, il devint un appareil clientéliste organisé autour de réseaux d'échanges de bénéfices contre une allégeance au péronisme²⁰⁷. D'une part, l'affaiblissement de la CGT a décimé les troupes syndicales au sein du parti *Justicialista* (voir section 2.2.1) et d'autre part, cette désyndicalisation l'incita à développer de nouvelles bases partisans parmi les couches défavorisées de la population en substituant les ressources syndicales par les ressources de l'État. Comme le soutient Levitsky, en contexte d'austérité, le clientélisme constitue un moyen peu coûteux pour retenir les électeurs traditionnels, d'autant plus que l'infrastructure politique péroniste subsistait encore au niveau local. Une telle organisation permit de développer dans les années 1990 une distribution clientéliste à grande portée et des réseaux de surveillance à travers les organisations

²⁰⁷ Levitsky, 2007, *op. cit.*, p. 212.

de base et les réseaux militants du parti qui évoluaient déjà parmi les quartiers pauvres et ouvriers²⁰⁸.

Auyero explique l'émergence de l'appareil clientéliste péroniste par la superposition de deux types de réseaux : le réseau politique (infrastructure du parti péroniste) et le réseau informel d'aide réciproque que des personnes défavorisées développent sous la forme de stratégies de survie²⁰⁹. Ce type de réseau communautaire par lequel ils résolvent leurs problèmes quotidiens n'est point le résultat calculé d'un quelconque politicien, mais plutôt le fruit d'interactions régulières développées sur la base de relations horizontales²¹⁰. Cependant, lorsque la relation politique péroniste se mêle à ce type de relation sociale entre les individus, ces derniers semblent abdiquer leur rôle dans la résolution de problèmes au profit de solutions immédiates et concrètes offertes par les patrons. En échange de leur appui politique, les communautés touchées par les pratiques clientélistes s'organisent peu à peu selon une logique hiérarchique. En revanche, nous avons vu précédemment que lorsque les mouvements sociaux entretiennent un rapport d'autonomie envers l'État et les partis politiques, ils sont en mesure de protéger leurs réseaux communautaires de l'influence clientéliste et d'offrir en même temps une alternative politique plus égalitaire aux communautés.

En périphérie du système politique, dans les municipalités où il est souvent réélu, le parti péroniste réussit à établir son appareil clientéliste non seulement grâce à son infrastructure existante et aux ressources de l'État mais aussi en vertu d'une bureaucratie déjà politisée, majoritairement en sa faveur²¹¹. Par exemple, une municipalité péroniste peut disposer sur son territoire des *agrupaciones* qui sont mises sur pied, en collaboration avec les patrons du parti, par des leaders de la

²⁰⁸ *Ibid.*, p. 210.

²⁰⁹ Javier Auyero. 2001. *Poor people's politics: Peronist survival networks and the legacy of Evita*. Durham, N.C.; London: Duke University Press, p. 85.

²¹⁰ *Ibid.*, p. 94.

²¹¹ Levitsky, 2007, *op. cit.*, p. 211.

communauté ayant prouvé leur allégeance au péronisme²¹². Étant des organisations politiques officiellement reconnues, les *agrupaciones* sont sous le contrôle du maire ou de conseillers municipaux, qui eux sont imputables au gouverneur de la province ou à d'autres autorités provinciales du parti péroniste. Ensuite, chaque *agrupación* se compose de plusieurs *unidades básicas*, qui à leur tour, sont administrées également par d'autres leaders de la communauté se faisant appelés *punteros*. Bien connu du voisinage, le *puntero* manifeste une présence continue à son *unidad básica* (UB) et investit personnellement beaucoup de temps et d'énergie pour "ses clients" dans le besoin²¹³.

En rassemblant sous un même toit un réseau de résolution de problèmes et un réseau politique, la UB devient un lieu de convergence où s'organise les échanges clientélistes : distribution des ressources de l'État aux clients contre leur allégeance politique et leur participation aux activités du parti péroniste. Pour les patrons, la UB leur assure une pénétration territoriale de manière à monopoliser la représentation et la participation politiques des citoyens qui sont parfois contraints de transiger par les UB pour satisfaire leurs besoins essentiels (ex. : nourriture, services de santé, emploi, etc.)²¹⁴. Dans certains quartiers, l'organisation sociale hiérarchique assure la durabilité des réseaux clientélistes. S'immiscer dans la vie quotidienne d'un communauté permet aux *punteros* d'établir des réseaux de surveillance afin d'amasser de l'information sur l'allégeance politique des gens. De telles informations les aident à éviter la défection ou à appliquer des sanctions, notamment la suppression des faveurs, lorsque les clients ne s'acquittent pas de leur part dans l'échange clientéliste²¹⁵. Dans des circonstances semblables, si les groupes *piqueteros* se

²¹² Javier Auyero. 2002. «Clientelismo político en Argentina: Doble vida y negación colectiva». *Perfiles Latinoamericanos* (FLACSO, México), no 20, p. 38.

²¹³ Jonathan B. Robinson. 2009. «Measuring Political Clientelism: The Systematic Qualitative Method (SQM), with Evidence from Argentina». *Communication présentée au 28^e Congrès international de Latin American Studies Association* (Rio de Janeiro, Brésil, 12 juin 2009), p. 11.

²¹⁴ Auyero, 2002, *loc. cit.*, p. 38; Auyero, 2001, *op. cit.*, p. 89.

²¹⁵ Herbert Kitschelt et Steven I. Wilkinson. 2007. «Citizen-politician linkages: an introduction». Chap. in *Patrons, Clients, and Policies: Patterns of Democratic Accountability and Political Competition*. New York: Cambridge University Press, p. 8.

prévalent des subsides de l'État, la protection de leurs espaces devient nécessaire s'ils rejettent l'ingérence des réseaux clientélistes.

La viabilité de l'appareil clientéliste péroniste et la légitimité que les citoyens lui accordent s'expliquent aussi par le rôle qu'il joue dans l'intégration sociale et politique des citoyens au sein des communautés. La UB devient un lieu d'appartenance et de socialisation qui non seulement répond aux besoins quotidiens, mais produit des valeurs, des normes et des symboles qui transforment les relations sociales bien au-delà de l'échange clientéliste²¹⁶. Cette forme d'inclusion politique peut être attrayante pour des groupes sociaux vivant en situation d'exclusion. En se rapprochant du processus politique formel et du parti politique au pouvoir, ils obtiennent les ressources dont ils ont besoin mais certainement pas d'une manière démocratique. Ainsi, l'appareil clientéliste péroniste prospère en raison de la situation d'exclusion dans laquelle ces citoyens sont plongés. Nous constaterons plus loin que des groupes *piqueteros* s'efforcent de contrecarrer le développement des réseaux clientélistes en déployant leurs propres stratégies d'inclusion et d'organisation horizontale.

L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement péroniste centre-gauche en 2003, sous la gouverne de Kirchner, ne semble pas avoir changé l'infrastructure de l'appareil clientéliste péroniste en périphérie du système politique. Dans le Grand Buenos Aires, les *punteros* sont davantage imputables au parti péroniste proprement dit et peuvent jouir d'une plus grande autonomie par rapport aux différents chefs. Ils peuvent négocier avec différents patrons péronistes parmi les trois paliers du gouvernement afin d'obtenir un maximum de ressources en échange du soutien politique des clients sur leur territoire²¹⁷. Par contre, dans les plus petites localités et les provinces éloignées, les *punteros* dépendent directement du maire péroniste pour l'obtention des ressources. Ce dernier exerce souvent un contrôle total sur la politique locale et sécurise pour lui seul l'accès aux ressources provinciales et nationales.

²¹⁶ Auyero, Lapegna et Page Poma, 2009, *loc. cit.*, p. 5.

²¹⁷ Robinson, 2009, *loc. cit.*, p. 22-25.

Quoiqu'il existe peu d'études sur les réseaux clientélistes en province, on peut toutefois conclure qu'une telle mainmise sur les relations politiques crée un environnement où les citoyens peuvent être soumis à une pression sociale encore plus grande qu'au cœur du système politique, pour les obliger à s'engager dans une relation clientéliste. Ce contrôle quasi autoritaire en périphérie du système obstrue encore plus l'horizon démocratique. Si les *piqueteros* refusent d'entrer dans le jeu clientéliste, leur action peut se tourner vers l'affrontement, parfois avec violence, avec les patrons locaux. À titre d'exemple, la province de Santiago del Estero a été soumise pendant des décennies au contrôle autoritaire du gouverneur péroniste au moyen de réseaux clientélistes, ce qui suggère que cette situation peut se répéter dans d'autres provinces (voir section 2.1).

Au cœur du système, dans le Grand Buenos Aires, les patrons sont moins tentés de provoquer des affrontements avec les *piqueteros* contestataires puisque les espaces publics sont sous les yeux des médias nationaux. Il en ressort que ces *piqueteros* semblent disposer d'une plus grande marge de manœuvre dans leur lutte face à l'État en plus de profiter de la proximité du siège du gouvernement national pour maximiser l'impact de leurs initiatives. Le rapprochement de la FTV du gouvernement de Kirchner laisse présager que l'appareil clientéliste péroniste n'est pas disparu du paysage politique. En abandonnant l'espace contestataire des barrages routiers, ces *piqueteros* reçoivent davantage de ressources de l'État que les autres groupes.

2.3.2 Manipulation des structures idéologique et normative au profit des pratiques clientélistes

À sa plus simple expression, l'échange clientéliste est d'abord perçu comme une stratégie politique rationnelle et instrumentale utilisée par les patrons, peu importe le parti politique, durant les périodes de campagne électorale. Le clientélisme ne se résume pourtant pas à un simple échange rationnel de faveurs, il répond également à des considérations d'ordre sociologique. L'appareil clientéliste péroniste

a la capacité d'influencer les croyances, les règles de conduite ainsi que les représentations du monde qui ont cours dans les communautés. Les patrons et les *punteros* manipulent les valeurs associées au péronisme (ou de celles qui devraient être considérées comme telles) de façon à ce qu'elles servent les échanges clientélistes. Cette stratégie permet dans une certaine mesure de modifier les perceptions envers les pratiques clientélistes, car désormais affublées de valeurs péronistes, elles peuvent paraître socialement et ouvertement légitimes aux yeux de ceux qui sont sensibles au discours péroniste²¹⁸. Auyero déclare à ce sujet que : *«today the official reading of Peronism reinforces and justifies personalized political mediation as a way of solving everyday problems»*²¹⁹.

Depuis l'époque de Perón, l'idée d'une justice sociale, véhiculée par l'identité péroniste, se traduit maintenant par une assistance apportée aux gens dans le besoin, allant même jusqu'à représenter une preuve d'«amour pour ceux sans protection»²²⁰. L'usage du populisme confère aux pratiques clientélistes un ancrage social parmi les populations défavorisées; celles-ci perçoivent alors le péronisme en tant que possibilité d'inclusion politique qui est, en fait, de nature personnaliste et hiérarchique. Les patrons profitent de cette force d'évocation identitaire pour démontrer à quel point les biens et les services qu'ils procurent à leurs clients sont empreints d'une réelle compassion, voire une passion pour les pauvres. Ainsi présenté, le rôle assumé par les *punteros* serait une véritable vocation qui comporte des sacrifices pour être en mesure de donner toujours plus aux pauvres. L'acte de donner appelle, entre autres, à la solidarité, l'entraide, l'amitié et la réciprocité; des valeurs que les clients perçoivent comme l'expression même du péronisme. Implicitement, celui qui reçoit doit répondre à ce soi-disant acte de "générosité" par sa gratitude à l'égard du service rendu²²¹.

²¹⁸ Javier Auyero. 2000. «The Logic of Clientelism in Argentina: An Ethnographic Account». *Latin American Research Review*, vol. 35, no 3, p. 73.

²¹⁹ Auyero, 2001, *op. cit.*, p. 196.

²²⁰ *Ibid.*, p. 193, 195, 198, 199.

²²¹ Auyero, 2002, *loc. cit.*, p. 37-38.

Les gens du quartier savent spontanément ce que le *puntero* attend d'eux, ils se doivent de lui être redevables afin qu'il ne supprime pas le flux de ressources dont ils ont besoin. En assistant aux activités de propagande – événements sociaux, politiques ou culturels – que le *puntero* organise sous la bannière du parti péroniste, les clients confèrent, parfois malgré eux, de la légitimité aux relations clientélistes. Par ailleurs, les *piqueteros* possèdent une forte identité collective qui véhicule des valeurs horizontales et universelles, s'opposant en quelque sorte à l'identité péroniste qu'empruntent les pratiques clientélistes. L'identité *piquetero* suppose une autre façon de faire de la politique pouvant transformer la participation politique en périphérie du système.

Cette représentation du péronisme constitue donc une norme de référence; les autorités politiques peuvent être jugées selon leur degré de conformité aux idées et aux valeurs véhiculées lors des échanges clientélistes²²². Dans les milieux où les réseaux sont particulièrement actifs, la résolution clientéliste des problèmes est la façon de faire de la politique, elle devient une pratique légitime et justifiée. Grâce à la production d'une pareille image du péronisme, l'appareil clientéliste crée un environnement qui façonne les perceptions à un point tel, que les rapports de domination y sont occultés. Dans les faits, le patron ou le *puntero* est celui qui détient le pouvoir de distribuer les biens et services de l'État; son monopole lui permet de décider à qui il les distribue et la manière dont il le fait²²³. Dissimulant parfois qu'elles proviennent de programmes sociaux, il présente les ressources comme des faveurs ou des cadeaux, souvent distribuées lors d'événements publics où il évoque l'imaginaire et les symboles associés au péronisme (ex. : Evita Perón). Qu'advient-il lorsque les *piqueteros* se prévalent des subsides? Le risque de cooptation politique est bien réel; s'ils sont sensibles au discours péroniste, ces *piqueteros* pourraient bien malgré eux alimenter l'appareil clientéliste péroniste. C'est dans ce contexte que le rapport d'autonomie prend tout son sens, en maintenant une distance entre eux et les

²²² Auyero, 2001, *op. cit.*, p. 202.

²²³ *Ibid.*, p. 122-123.

institutions politiques, certains groupes présentent une alternative plus démocratique en dehors du système politique formel.

Qu'ils soient développés par un parti politique ou un autre, les réseaux clientélistes personnalisent les solutions et individualisent les problèmes des communautés. La mainmise du patron sur la distribution des ressources de l'État (et l'absence de reddition des comptes) lui permet de se les approprier tel un trésor personnel qu'il répartit en vertu de son intérêt personnel et de celui du parti²²⁴. La relation personnelle qu'il entretient avec ses clients consacre ses faveurs à titre de solutions personnalisées à chacun de leurs problèmes qui très souvent sont récurrents (ex. : faim, chômage, logement, etc.). Par ce fait même, le problème est attribué à l'individu et non à des facteurs structurels qui touchent l'ensemble de la société. Pourtant, la hausse des inégalités sociales et la distribution inéquitable de la richesse causées par les réformes néolibérales entraînent des problèmes collectifs qui appellent à des solutions collectives²²⁵. Sur ce terrain, des groupes *piqueteros* ont la capacité de proposer une relecture des problèmes et des solutions en appelant à la responsabilité collective que l'État doit assumer vis-à-vis des citoyens. Bien que l'universalité des programmes sociaux ait été revendiquée, l'arrivée au pouvoir de Kirchner a entraîné la mise aux oubliettes de ce discours, le gouvernement péroniste ne répondant qu'aux *piqueteros* favorables à ses politiques.

2.3.3 Appropriation de la structure des bénéfices de l'État par les patrons péronistes

La nature des ressources distribuées lors des échanges clientélistes dépend des objectifs politiques poursuivis par les partis politiques. Les pratiques clientélistes les plus connues sont celles qui ont cours durant les campagnes électorales. Espérant gagner plus de votes, les partis s'engagent dans des relations clientélistes à court

²²⁴ Auyero, 2000, *loc. cit.*, p. 69

²²⁵ Auyero, 2001, *op. cit.*, p. 194.

terme dont les bénéfices distribués sont des incitatifs directs et immédiats²²⁶, par exemple : matériaux de construction, médicaments, vêtements, nourriture, etc. Dans le cas du parti péroniste, étant donné qu'il détient le contrôle des ressources de l'État grâce à plusieurs années au pouvoir national, des biens et des services de type "social" sont distribués lors des échanges clientélistes afin de maintenir sa base partisane. Robinson qualifie ces ressources comme clientélistes en raison des liens d'amitié et de confiance qui se développent entre les clients et les patrons ou les *punteros* au fil des échanges dans la périphérie du système politique.

La décentralisation des programmes sociaux de l'État vers les provinces et municipalités a fourni des ressources "sociales" nécessaires au renforcement de l'appareil clientéliste. Parmi les programmes "capturés" par les patrons locaux, on compte entre autres, le *Plan Vida* (aide alimentaire aux enfants) et le *Plan Trabajar* et sa version plus récente le *Plan Jefas y Jefes de Hogar Desocupado* (allocation de chômage)²²⁷. D'ailleurs, durant la courte période où il fut au pouvoir, le gouvernement de l'*Alianza* confia la gestion directe de 10 % des subsides du *Plan Trabajar* à plusieurs organisations *piqueteras* dans le but de court-circuiter la gestion clientéliste de l'appareil péroniste au niveau municipal²²⁸. Plusieurs d'entre elles ont transformé les subsides en solutions collectives à travers des projets à caractère communautaire. Ces *piqueteros* furent en mesure d'éliminer la nature clientéliste des ressources et de contourner la médiation clientéliste entre eux et l'État.

En plus des programmes sociaux, les provinces et les municipalités reçoivent du fédéral des transferts fiscaux qu'elles dépensent, entre autres, dans le domaine social. Ces sommes d'argent servent à financer des services sociaux et à procurer des biens essentiels aux populations défavorisées. Les *punteros* peuvent desservir quotidiennement les communautés, à partir de leur UB, en soins médicaux, garderies,

²²⁶ Robinson, 2009, *loc. cit.*, p. 4, 15.

²²⁷ Auyero, 2000, *loc. cit.*, p. 56.

²²⁸ Laura Golbert. 2004. *¿Derecho a la inclusión o paz social? Plan Jefas y Jefes de Hogar Desocupados*. Serie políticas sociales no 84. División de Desarrollo Social. Santiago de Chile: Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), p. 21.

soupes populaires, pensions de vieillesse, travaux publics, etc. Des biens de première nécessité, par exemple, des paniers de denrées, des médicaments, des couches et des vêtements complètent l'offre clientéliste qui agit comme une véritable assistance sociale, très souvent essentielle dans les quartiers défavorisés²²⁹. Les *piqueteros* autonomistes s'efforcent aussi de mettre en place une sorte de filet social mais sans la médiation clientéliste. Le développement de réseaux communautaires et de projets d'autogestion encourage la mise en commun de ressources (ex. : les subsides) et les pratiques démocratiques au sein de leurs espaces politiques.

Communément appelé patronage, les emplois dans l'administration publique font partie d'une autre catégorie de ressources distribuées dans les échanges clientélistes. Au niveau local, les patrons s'en servent pour récompenser des électeurs loyaux et créer des attentes chez les autres clients²³⁰. De plus, les patrons peuvent vouloir gagner le support électoral et forger des alliances avec des leaders de la communauté ou de mouvements sociaux²³¹. Des dirigeants de groupes *piqueteros* favorables aux politiques de Kirchner ont d'ailleurs bénéficié de cette stratégie d'inclusion personnaliste sans pour autant avoir transformé la nature clientéliste des ressources de l'État. Ces groupes ont récolté davantage de subsides tout en s'engageant dans une stratégie de démobilisation sociale sur le plan de la protestation vis-à-vis l'État. Aux niveaux provincial et national, le patronage est surtout utilisé pour sécuriser le pouvoir politique du parti péroniste sur les institutions de l'État²³², il perd alors sa nature clientéliste en ne visant pas directement les groupes marginalisés.

²²⁹ Robinson, 2009, *loc. cit.*, p. 14-15, 18.

²³⁰ Gerardo Scherlis. 2009. «Party Patronage in Argentina: Reach and Rationale in Comparative Perspective». *Communication présentée au 28^e Congrès international de Latin American Studies Association* (Rio de Janeiro, Brésil, 12 juin 2009), p. 11; Auyero, 2000, *loc. cit.*, p. 65.

²³¹ Levitsky, 2007, *op. cit.*, p. 214.

²³² Scherlis, 2009, *loc. cit.*, p. 12-13.

2.3.4 Contrôle exercé par l'appareil clientéliste péroniste dans la structure du pouvoir politique

La structure du pouvoir politique du système s'expose nécessairement à des changements lorsque les relations clientélistes modifient les autres structures. Puisque les ressources de l'État sont souvent accordées aux clients principalement sous la forme d'une faveur partisane, c'est la nature et la structure de l'État qui se retrouvent effacées derrière l'appareil clientéliste péroniste. Depuis le retour de la démocratie en 1983, le parti péroniste a gouverné le pays durant plus de 18 ans en assurant une présence dominante parmi les provinces et les municipalités. Son effort constant pour contrôler les institutions étatiques et le lien politique entre les citoyens et l'État a tât fait de politiser ce dernier²³³. En faisant en sorte que les institutions étatiques reflètent les intérêts du parti, les patrons péronistes ont réussi à voiler la frontière entre l'État et leur infrastructure clientéliste. En apparence, pour plusieurs citoyens, l'État serait le parti péroniste.

Face à la médiation clientéliste, plusieurs groupes *piqueteros* rejettent toutes relations politiques entre eux et l'État (sauf pour revendiquer collectivement des subsides) et se replient sur la création d'espaces politiques qui leur sont propres où ils développent des relations politiques plus démocratiques. Le rapport d'autonomie qu'ils entretiennent envers les institutions politiques agit en tant que rempart contre l'ingérence de l'État (le parti péroniste) et les pratiques clientélistes dans leurs espaces. Pour eux, il est impensable de transformer le caractère institutionnel de l'État dans un rapport de rapprochement, sans quoi ils cautionneraient une façon de faire de la politique qu'ils rejettent. Plusieurs groupes ont cependant réussi à réclamer publiquement au cœur du système politique plus d'imputabilité de l'État; tandis qu'en périphérie, quelques groupes ont pu gagner suffisamment du pouvoir politique face aux patrons et aux autorités municipales pour modifier l'inégalité des rapports politiques.

²³³ Oxhorn, 2002, *loc. cit.*, p. 509-510; Auyero, 2000, *loc. cit.*, p. 68.

La politisation (clientéliste) de l'État entraîne également une confusion chez les citoyens en ce qui concerne les ressources. Depuis la mise en œuvre des réformes néolibérales, là où l'État s'est retiré, les réseaux péronistes clientélistes agissent tel un filet social informel grâce aux ressources de l'État²³⁴. Loin d'être universelle, cette assistance sociale est en quelque sorte "privatisée". Elle est dispensée personnellement, comme une faveur, aux clients qui offrent en échange leur allégeance politique²³⁵. Parce que les patrons veulent faire croire qu'ils sont personnellement responsables de la distribution des biens et services (financés à même l'État), les clients perçoivent la nature non obligatoire, même sacrificielle, de ce qu'ils font pour eux²³⁶.

Conséquemment, la relation clientéliste empêche le client-bénéficiaire de réclamer les ressources dont il a besoin et même d'invoquer son droit de citoyen à une aide sociale universelle. Comment peut-il réclamer le droit de recevoir une faveur ou un cadeau? La manipulation et l'accès inéquitable aux ressources entraînent (ou maintiennent) l'exclusion d'une portion importante de la population aux droits sociaux, ce qui, selon Escobar, ruine les bases d'une citoyenneté démocratique²³⁷. En ce sens, la participation politique encouragée lors des échanges clientélistes est pervertie par des intérêts personnels. En perdant leur nature collective, les ressources et les programmes sociaux de l'État sont difficilement envisagés en tant que droit universel. Plusieurs groupes *piqueteros* privilégient d'ailleurs l'intérêt collectif lorsqu'il s'agit de mettre en commun leurs subsides pour organiser des projets communautaires. Mais sont-ils en mesure d'impulser au-delà de leurs espaces une participation politique fondée sur l'intérêt collectif qui puisse mener les citoyens à revendiquer des droits sociaux universels?

²³⁴ Auyero, 2000, *loc. cit.*, p. 60.

²³⁵ *Ibid.*, p. 71

²³⁶ Auyero, 2001, *op. cit.*, p. 165.

²³⁷ Cristina Escobar. 1998. «Clientelism, Mobilization and Citizenship: Peasant Politics in Sucre, Colombia». Thèse de doctorat en sociologie, University of California, p. 48.

D'autre part, là où l'appareil clientéliste est bien implanté au niveau local, les patrons contrôlent l'accès et l'inclusion des citoyens à la sphère politique. Leur monopole sur la distribution des ressources matérielles et symboliques offre aux clients une seule représentation politique, nommément le parti péroniste et une seule façon d'exprimer leur participation politique, soit de s'engager dans les différentes activités du parti. Le contrôle de l'information relative à la distribution des ressources et les réseaux de surveillance sont des mécanismes par lesquels les patrons ou les *punteros* incluent ou excluent les clients de la sphère politique en s'imposant en tant qu'unique canal de médiation politique²³⁸. Malgré cela, il ne faut pourtant pas sous-estimer l'identité *piquetera* véhiculée par certains groupes qui, ne s'identifiant pas au péronisme, peuvent s'imposer en alternative politique. Il s'agira de considérer leur capacité à acquérir un poids politique, formel ou non, suffisant au niveau local pour confronter la mainmise des patrons sur les accès au pouvoir politique.

Lorsque les citoyens acceptent le jeu clientéliste et s'engagent dans la sphère politique monopolisée par le péronisme, leur participation emprunte plusieurs formes : elle devient un acte de collaboration spontanée, une expression de gratitude, un service rendu ou même un sacrifice envers le *puntero*. D'un point de vue rationnel, leur participation politique est motivée en fonction de la disparition anticipée des ressources dont ils ont besoin ou parfois à cause de la pression sociale²³⁹. S'engager dans une relation clientéliste peut se présenter comme une occasion de se rapprocher du processus politique formel pour ceux qui sont exclus des structures institutionnelles en périphérie du système²⁴⁰. Ce rapprochement, animé par des intérêts plus personnels que collectifs, n'habilite pas les acteurs sociaux à transformer l'État vers une plus grande démocratisation. L'inclusion personnaliste (en opposition à l'inclusion universelle) et hiérarchique de ces groupes aux espaces politiques pourrait servir en quelque sorte à alimenter les réseaux clientélistes.

²³⁸ Auyero, 2001, *op. cit.*, p. 96-97.

²³⁹ Auyero, 2000, *loc. cit.*, p. 56.

²⁴⁰ Escobar, 1998, *op. cit.*, p. 43.

Cette inclusion partielle à la sphère politique ne permet pas aux groupes de jouir d'un pouvoir politique proprement dit mais seulement de ce que le parti veut bien leur accorder. Pour ainsi dire, les réseaux clientélistes s'alimentent de l'exclusion des citoyens des structures institutionnelles pour maintenir des relations de pouvoir inégales et hiérarchiques. Pour les mouvements sociaux n'adhérant pas à cette façon peu démocratique de faire de la politique, l'accès à la structure du pouvoir politique est obstrué lorsque le parti péroniste (et ses différentes tendances) domine les sphères politiques aux niveaux provincial et municipal. Dans ces circonstances, les groupes *piqueteros* peuvent-ils réellement proposer une alternative et impulser des transformations dans la périphérie du système politique? Peuvent-ils favoriser des relations politiques plus égalitaires et offrir des espaces d'inclusion exempts de clientélisme? C'est ce que nous verrons au prochain chapitre.

CHAPITRE III

TRANSFORMATIONS POLITIQUES À L'ÉGARD DU CLIENTÉLISME

Au confluent des structures de pouvoir et du phénomène clientéliste, des dynamiques de transformations spécifiques apparaissent sous l'impulsion du mouvement *piquetero*. Davantage en périphérie qu'au cœur du système politique, les différents groupes *piqueteros* produisent des changements dans les structures idéologique, normative, de l'organisation sociale, des bénéfices et du pouvoir politique. En les observant de manière transversale, nous pouvons cerner trois grandes transformations politiques à l'égard du clientélisme : 1) l'affranchissement de la dépendance envers les réseaux clientélistes; 2) la réduction de la marge de manœuvre des réseaux dans les espaces politiques; et 3) la création d'espaces politiques protégés du clientélisme en vertu d'un rapport d'autonomie. Pour chaque grande transformation, différentes stratégies sont déployées par les groupes *piqueteros* lorsque leurs membres sont confrontés aux réseaux clientélistes.

3.1 Affranchissement de la dépendance envers les réseaux clientélistes

Depuis la mise en œuvre des réformes néolibérales, le potentiel idéologique des groupes *piqueteros* a contribué à modifier les relations politiques qu'ils entretiennent avec le système politique argentin. Leur vision du monde particulière a produit des idées et des représentations de la politique qui, bien qu'elles n'émergent pas nécessairement en réaction aux réseaux clientélistes, outillent leurs membres afin qu'ils s'affranchissent de ceux-ci. La transformation politique repose sur la capacité des groupes *piqueteros* à offrir des idées émancipatoires et évocatrices agissant sur l'expérience politique des membres de leur communauté et sur la médiation

clientéliste y ayant cours. L'impact qu'ils ont produit dans les structures idéologique, normative et des bénéfices donna lieu à la construction de l'identité *piquetera* : une nouvelle représentation politique qui a contribué à mettre en place un rapport d'autonomie à l'égard de la politique institutionnelle en transformant le lien entre les chômeurs et l'État/gouvernement. L'affranchissement de la dépendance envers l'État ne peut donc s'envisager indépendamment de celle envers les réseaux clientélistes qui en découlent.

3.1.1 Collectiviser les problèmes et les solutions

Au-delà des intérêts individuels, les échanges clientélistes répondent à des besoins non satisfaits par les sociétés modernes. Comme Güneş-Ayata le rapporte, les institutions politiques contemporaines ne satisfont pas tous les besoins des communautés, de sorte que le clientélisme est un mécanisme supplémentaire pour combler ces besoins²⁴¹. Proposant une solution temporaire aux problèmes quotidiens, le clientélisme attribue implicitement aux individus le fardeau de leur infortune. Rappelons que les réseaux clientélistes individualisent les solutions et personnalisent les problèmes récurrents vécus par leurs clients. Ces derniers vivent pourtant des problèmes collectifs : les fermetures d'usines et les licenciements massifs des années 1990 touchent autant le citoyen de la capitale que celui de la province de Jujuy ou de Neuquén. Les parties engagées dans les réseaux clientélistes remettent très peu en question la source des problèmes; d'une part, les patrons s'en nourrissent pour la prospérité de leur réseau et d'autre part, les clients ont le sentiment d'être protégés personnellement par leur patron avec l'espoir que leurs attentes ou besoins seront comblés²⁴². Les *piqueteros* peuvent-ils alors changer cette vision d'individualisation des problèmes et de personnalisation des solutions afin de contribuer à l'affranchissement des individus envers les réseaux clientélistes?

²⁴¹ Ayşe Güneş-Ayata. 1994. «Clientelism: Premodern, Modern, Postmodern». In *Democracy, Clientelism, and Civil Society*, sous la dir. de Luis Roniger et Ayşe Güneş-Ayata. Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers, p. 20.

²⁴² *Ibid.*, p. 22.

Les différentes idéologies développées au sein des groupes *piqueteros* offrent en effet une vision qui permet d'interpréter les problèmes socioéconomiques à partir d'une perspective collective. Ces problèmes, de causes structurelles et politiques, sont donc compris comme les conséquences aux réformes et politiques néolibérales mises de l'avant par le gouvernement Menem. Lors du processus de formation des différents groupes *piqueteros*, les antécédents politiques des membres et/ou des alliances (officielles ou non) avec des partis politiques de gauche ont provoqué l'émergence d'une conscience politique se distinguant du discours péroniste de droite clamant la nécessité des réformes économiques pour maintenir le mythe de la "Grande Argentine". L'engagement d'activistes-chômeurs du *Partido Comunista de la Argentina* (PC) dans les rangs du *Movimiento Territorial de Liberación* (MTL) a produit, grâce aux barrages, une identité *piquetera* basée sur une compréhension particulière du contexte politique : la nécessité de rejeter les réformes néolibérales et la croyance en un modèle alternatif d'organisation du travail en dehors du péronisme²⁴³. À ses débuts, le MTL tisse des liens avec la *Central de Trabajadores Argentinos* (CTA) – organisation syndicale créée en opposition aux réformes et à l'hégémonie du péronisme dans le monde syndical – qui alimentent, dans une certaine mesure, leur rapport de méfiance envers les institutions politiques traditionnelles dominées par le parti péroniste. La dimension idéologique du MTL, résultant des changements survenus dans les structures idéologique et normative, guide fortement les stratégies de mobilisation du groupe autour d'un projet politique central, soit la construction d'un pouvoir populaire grâce à une autonomie financière et organisationnelle²⁴⁴. Le processus d'autonomie, nous le verrons plus loin, s'est constitué en outre, à partir de la transformation de la structure de l'organisation sociale. Les différentes influences idéologiques et affiliations ont tissé des liens

²⁴³ Isabella Alcañiz et Melissa Scheier. 2008. «New Social Movements with Old Party Politics: The MTL Piqueteros and the Communist Party in Argentina». In *Latin American Social Movements in the Twenty-first Century: resistance, power, and democracy*, sous la dir. de Richard Stahler-Sholk, Harry E. Vanden et Glen David Kuecker. Lanham, Maryland: Rowman & Littlefield Publishers, p. 275.

²⁴⁴ *Idem*.

durables qui façonnent non seulement l'organisation sociale des *piqueteros*, mais aussi celle des communautés d'où ils sont issus.

Sans pour autant s'affilier avec des partis politiques, les *piqueteros* des provinces de Neuquén (Cutral C6 et Plaza Huincul) et de Salta (Tartagal et General Mosconi) organisent également des barrages et mettent l'accent sur les conséquences déstructurantes de la politique économique de Menem. Ils considèrent que le modèle économique néolibéral (ex. : les politiques de libéralisation et la privatisation des entreprises étatiques) est responsable du chômage et de l'absence d'horizon dans les communautés qui dépendaient jusqu'alors de l'entreprise pétrolière étatique YPF²⁴⁵. Encore ici, l'interprétation du contexte politique colore la nature et la cible de leurs revendications : l'État et, dans une certaine mesure, les multinationales, sont responsables de leur infortune et se doivent de procéder à une "réparation historique". Cette dernière se comprend comme le droit pour les chômeurs de recevoir des subsides pour reconstruire une culture de travail "véritable" afin de se libérer éventuellement de l'assistance étatique. Cette réparation historique implique la notion de droit, ce qui entraîne un changement de la perception des bénéficiaires à l'égard des subsides. En appelant à la responsabilité collective de l'État, les *piqueteros* tentent de transformer la structure des bénéfices dans le sens d'un droit social universel.

De plus, l'idée – sous-entendue par le néolibéralisme – que les individus manquent d'initiative et sont responsables de leur exclusion est rejetée par le *Movimiento de Trabajadores Desocupados* (MTD) de Solano. Ces *piqueteros* non péronistes se sont engagés dans une recherche de dignité grâce une participation citoyenne en dehors du marché du travail formel, là où les relations de production ne sont pas centrées sur l'exploitation et la quête du profit²⁴⁶. La croyance selon laquelle l'exclusion sociale, politique et économique des individus est le produit des choix

²⁴⁵ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 173.

²⁴⁶ Sara C. Motta. 2009. «New Ways of Making and Living Politics: The Movimiento de Trabajadores Desocupados de Solano and the 'Movement of Movements'». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 28, no 1, p. 94.

politiques (ceux du gouvernement Menem) s'incarne en la figure du *piquetero*, symbole de la résistance au modèle néolibéral largement adopté par l'ensemble des groupes *piqueteros*²⁴⁷. Cette vision leur permet d'attribuer un caractère collectif aux problèmes qu'ils vivent et de revendiquer des solutions collectives durables. Ce faisant, la structure des bénéfices se trouve à connaître des changements sous l'impulsion d'une nouvelle représentation politique. La prise de conscience politique qui en découle a permis aux différents groupes, jusqu'en 2003, de se coordonner pour revendiquer des programmes sociaux, principalement une assurance-chômage. Les fortes mobilisations de 2001-2002 ont démontré qu'il existait, au sein de la population, un consensus sur les responsabilités sociales et la reddition des comptes qu'un État démocratique doit assumer envers ses citoyens.

Depuis les dernières années, dans un contexte de reprise économique et du rétablissement des institutions politiques, les revendications portant sur la quantité et l'augmentation du montant des subsides ont pris le pas sur la nécessité de mettre en œuvre des solutions collectives et universelles²⁴⁸. Les politiques centre-gauche du gouvernement Kirchner se présentent plus favorables aux grandes organisations de *piqueteros* (la FTV, *Barrios de Pie* et la CCC) qui se voient octroyer davantage de subsides. Bien que le problème de la distribution clientéliste des subsides ait été abordé en surface avant l'élection de Kirchner, les résultats se sont montrés par la suite peu concluants. Encore aujourd'hui, les *piqueteros* autonomistes et ceux liés à un parti politique de gauche dénoncent le clientélisme et plus ouvertement depuis 2009 à l'annonce du remplacement progressif des subsides aux chômeurs par un nouveau programme de subsides aux coopératives (*Plan Argentina Trabaja*)²⁴⁹. C'est au sein de plus petits groupes que les membres se sont affranchis le mieux de l'emprise des réseaux clientélistes. Grâce à d'autres idéologies que celles du

²⁴⁷ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 174.

²⁴⁸ «Organizaciones sociales y piqueteras pidieron aumentos en los subsidios y seguros de desempleo». *Página/12*, 12 mars 2009, [En ligne]. <http://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-121413-2009-03-12.html> (page consultée le 15 mars 2011); Svampa, 2007, *loc. cit.*, p. 118.

²⁴⁹ «El campamento no se levanta». *Página/12*, 3 décembre 2009, [En ligne]. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-136363-2009-12-03.html> (page consultée le 19 septembre 2010).

péronisme, ils posent un regard différent sur la relation de dépendance envers les ressources de l'État et le rapport politique hiérarchique entre les patrons et les clients.

3.1.2 Se libérer de la culture assistancialiste à partir du pouvoir émancipateur de l'identité *piquetera*

C'est donc dire que les idéologies développées au sein des groupes *piqueteros* peuvent transformer des clients passifs en sujets actifs et organisés dans l'espace politique local. Mais sont-ils en mesure de repenser un péronisme sans clientélisme ou imaginer des espaces politiques offrant un nouveau cadre d'idées et de valeurs exemptes de la logique clientéliste? Au-delà de la dénonciation des réformes néolibérales, l'identité *piquetera* détient un pouvoir émancipateur dans sa représentation politique. Autrefois chômeurs et exclus, ils se perçoivent désormais en tant que travailleurs qui ont perdu leur emploi à cause d'un système économique les empêchant de vendre leur force de travail²⁵⁰. S'identifier en tant que *piquetero*, c'est faire partie d'une lutte pour un travail "véritable" (emplois formels dans le système productif) ou un travail "digne" (espaces de travail en dehors de l'entreprise capitaliste selon le modèle d'autogestion) ou de ressources pour appuyer le travail communautaire dans les quartiers. Comme en font état Svampa et Pereyra, «[l'identité] *piquetero* representa un espacio de reconocimiento y construcción común basado en una reivindicación de la dignidad y en un descubrimiento de "otras capacidades" de organización, de movilización y de presión política»²⁵¹. À l'occasion d'actions collectives, les *piqueteros* acquièrent en effet des connaissances et des compétences relatives à la pratique des lieux de pouvoir. Par exemple, les démarches nécessaires afin d'obtenir de l'aide de l'État (du municipal au fédéral), la participation aux assemblées et les négociations avec les pouvoirs publics, la prise de

²⁵⁰ Campione et Rajland, 2006, *op. cit.*, p. 307.

²⁵¹ L'identité *piquetera* représente un espace de reconnaissance et de construction commune fondée sur une revendication de la dignité et une découverte "d'autres capacités" d'organisation, de mobilisation et de pression politique (traduction libre de l'auteure). Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 137.

la parole et la défense de leurs idées en public²⁵² sont autant de compétences qui permettent une participation politique active.

Aussi, ils promeuvent et mettent en pratique leurs idées et valeurs à travers des mécanismes d'éducation politique. Le MTL invite les membres impliqués dans ses projets coopératifs à suivre régulièrement des ateliers de formation où ils discutent des objectifs idéologiques du groupe de façon à ce qu'ils deviennent à leur tour des agents de transmission dans leur milieu²⁵³. Il s'ensuit un repositionnement dans les relations que ces *piqueteros* entretiennent avec les médiateurs politiques par la diminution de leur dépendance envers eux²⁵⁴. Revendiquer collectivement pour le bénéfice de l'ensemble d'une communauté produit une perception différente du bénéficiaire passif. Celui-ci devient un citoyen actif dans sa collectivité. Ce changement de perception est donc le résultat des transformations ayant cours dans les structures idéologique et normative qui, à leur tour, influencent la structure des bénéfices. En appelant à la responsabilité collective de l'État et en revendiquant une culture de travail véritable ou digne, les *piqueteros* font l'apprentissage d'une manière différente de faire de la politique.

Le pouvoir émancipateur véhiculé par l'identité *piquetera* ne prend pas uniquement sa force des valeurs et des idées développées par des partis politiques de gauche. L'histoire des communautés d'où émergent les *piqueteros* a aussi contribué à la dimension émancipatrice de leur identité collective. Dans les communautés provinciales édifiées à l'entour de YPF, les groupes *piqueteros* s'inspirent de l'ancien modèle industriel-ouvrier pour recréer une culture du travail véritable ayant la capacité de contrecarrer l'emprise d'une culture assistanciale et des réseaux clientélistes. Les revendications des ouvriers licenciés après la privatisation de YPF sont teintées par la nostalgie du modèle de travail et d'intégration sociale développé

²⁵² Charlotte Pujol. 2009. «L'expérience urbaine des *piqueteras* à Rosario (Argentine), au-delà du quartier». *Politique et Sociétés*, vol. 28, no 1, p. 180-181.

²⁵³ Alcañiz et Scheier, 2008, *op. cit.*, p. 282.

²⁵⁴ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 172.

autour de l'entreprise étatique²⁵⁵. Avant les années 1990, les activités de YPF ne se limitaient pas seulement à l'exploitation des ressources pétrolières, mais s'étendaient également au développement social et économique du territoire sur lequel la compagnie opérait. Tel un État dans un État, l'entreprise étatique offrait un réseau de services sociaux, récréatifs et d'habitation destinés au personnel permanent, autour duquel la vie sociale des communautés était directement ou indirectement structurée²⁵⁶.

Dans la province de Salta, l'*Unión de Trabajadores Desocupados* (UTD) de General Mosconi s'efforce de concrétiser une culture de travail en utilisant les subsides aux chômeurs (de l'État) et des matériaux des multinationales. Ces ressources sont obtenues grâce aux barrages pour mettre en marche des projets générateurs de revenus et d'emplois²⁵⁷. L'atelier de menuiserie, l'usine de briques, des travaux publics et des potagers communautaires, pour ne nommer que ceux là, rassemblent autant d'anciens ouvriers de YPF que des professionnels ou des jeunes sans emploi dans des espaces communautaires où des mécanismes de solidarité se mettent en place²⁵⁸. L'UTD de General Mosconi a recours au modèle d'autogestion, un héritage du monde syndical, par lequel les membres développent des relations horizontales et prennent ensemble des décisions pour la bonne marche des projets. En tant que valeur importante, la culture du travail véritable vise d'abord à faire travailler les chômeurs mais aussi à endiguer l'expansion d'une culture assistancialiste ainsi que la distribution clientéliste des ressources de l'État à travers les municipalités²⁵⁹. L'assistance de l'État par le biais des subsides aux chômeurs se doit d'être, en revanche, un point de départ, voire une assistance temporaire qui permet aux *piqueteros* de repenser l'organisation du travail et gagner éventuellement une pleine autonomie. S'inspirant des idées, des valeurs et de l'organisation sociale propre à une

²⁵⁵ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 138; Campione et Rajland, 2006, *op. cit.*, p. 308.

²⁵⁶ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 105.

²⁵⁷ *Ibid.*, p. 191.

²⁵⁸ *Ibid.*, p. 142.

²⁵⁹ Campione et Rajland, 2006, *op. cit.*, p. 307.

communauté, les *piqueteros* construisent un rapport d'autonomie et produisent des changements dans les structures de pouvoir en périphérie du système politique. Bien qu'elle soit un facteur décisif quant à l'affranchissement envers les ressources clientélistes, l'autonomie n'a pu être complètement acquise par rapport aux institutions politiques traditionnelles dans la région pétrolière de Neuquén (voir section 3.3.3).

Tout comme ceux en province, les *piqueteros* du Grand Buenos Aires²⁶⁰ tirent leur force émancipatrice de l'histoire de leur communauté, dans ce cas-ci, le quartier (voir figure 3.1.2). Dans les années 1980, les nombreuses luttes d'occupation illégale des terrains abandonnés dans certains quartiers ont été influencées par des militants de la théologie de la libération. Ces luttes ont légué une tradition d'organisation communautaire, ce qui permit à l'identité *piquetera* de s'exprimer plus tard à partir d'un ancrage territorial²⁶¹. Les communautés ecclésiastiques de base (issues de la théologie de la libération) encourageaient en ce temps-là les habitants des quartiers à mettre sur pied des mécanismes de participation démocratique, par exemple, des assemblées de citoyens et l'élection de dirigeants pour les représenter²⁶².

La nécessité d'obtenir un foyer salubre et des services essentiels dans le quartier (ex. : électricité, eau potable, écoles, infrastructures, etc.) a constitué la base sur laquelle les habitants se sont organisés et mobilisés dans les rues et les espaces laissés à l'abandon par l'État. Le quartier devint un espace d'action collective où interagissent une variété d'organisations de base adressant à l'État d'abord une demande d'assistance, puis de reconnaissance et d'inclusion à la gestion des politiques. Les revendications entourant les subsides aux chômeurs et la création d'emploi sont apparues plus tard, vers 1997, à la suite de rencontres entre des leaders des organisations de quartier (spécifiquement celui de La Matanza) et ceux des

²⁶⁰ Le Grand Buenos Aires comprend la capitale fédérale et les municipalités urbaines environnantes.

²⁶¹ Denis Merklen. 2002. «Le quartier et la barricade : Le local comme lieu de repli et base du rapport au politique dans la révolte populaire en Argentine». *L'Homme et la société*, no 143-144, p. 153. Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 39; Motta, 2009, *loc. cit.*, p. 93; Pujol, 2009, *loc. cit.*, p. 188; Campione et Rajland, 2006, *op. cit.*, p. 309.

²⁶² Merklen, 2002, *loc. cit.*, p. 153.

piqueteros des provinces pétrolières²⁶³. En intégrant le problème du chômage à leur sphère de représentation politique, les militants urbains se sont appropriés l'identité *piquetera* de sorte qu'ils purent coordonner leurs luttes (jusqu'en 2002) avec celles des autres groupes sur l'ensemble du territoire argentin. Même si les *piqueteros* du Grand Buenos Aires sont situés en périphérie du système du fait de l'inaccessibilité des institutions de l'État, il apparaît que leurs mobilisations sociales ont un impact significatif dans la structure des bénéfices en obtenant davantage de subsides à cause de leur proximité géographique du siège national du gouvernement.

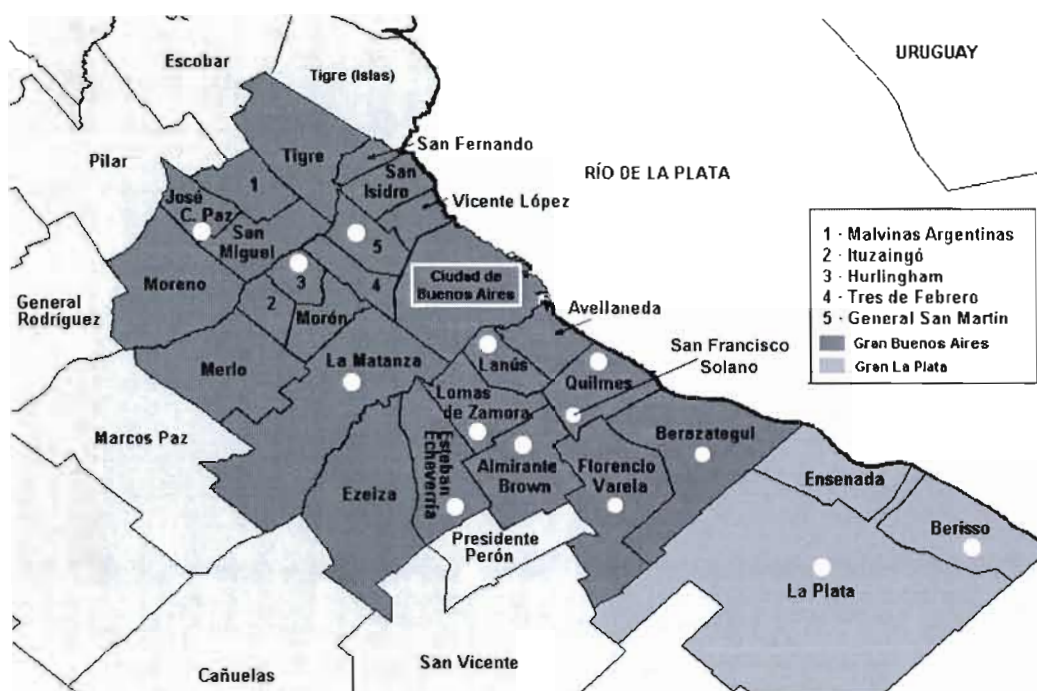


Figure 3.1.2 Foyers d'activité *piquetera* (points blancs) au sein des municipalités urbaines formant le Grand Buenos Aires.

Source : http://es.wikipedia.org/wiki/Gran_Buenos_Aires

S'identifier en tant que *piquetero* permet certainement d'acquérir un pouvoir d'émancipation par rapport à la condition de chômeur ou de personne défavorisée,

²⁶³ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 42.

mais ce n'est toutefois pas une garantie d'indépendance envers le modèle assistancialiste implanté à l'origine par le gouvernement Menem. Il faut comprendre que suite à la désyndicalisation du parti *Justicialista* dans les années 1990, ce dernier a renforcé ses assises dans les provinces et les zones urbaines défavorisées, avant tout d'allégeance péroniste. Le gouverneur Eduardo Duhalde a réussi notamment à développer un solide appareil clientéliste péroniste dans le Grand Buenos Aires et sur le territoire de la province²⁶⁴. Dans les banlieues pauvres de la capitale, plus les *piqueteros* érigeaient des barrages et plus le gouvernement leur répondait en octroyant des programmes ciblés d'employabilité (*Plan Trabajar*) ou d'aide alimentaire (*Plan Vida*) supposés contrôler la protestation sociale.

La question de la dépendance envers l'assistance de l'État s'est posée dès le début de la formation des groupes *piqueteros* dans le Grand Buenos Aires. D'un côté, la *Federación de Tierra, Vivienda y Habitat* (FTV) considérait les programmes de l'État comme un point de départ pour combler les besoins les plus criants pour ensuite mettre en oeuvre des initiatives de développement territorial (dans les quartiers) à plus longue échéance. Dans le camp des opposants, le *Polo Obrero*, le *Movimiento Teresa Rodríguez* (MTR) et les MTD des quartiers de Florencia Varela et San Francisco Solano – qui ont intégré en 2001 la *Coordinadora de Trabajadores Desocupados Aníbal Verón* (CTDAV) – réclamaient du travail "véritable" ou "digne" tout en tentant de défendre une certaine autonomie à l'égard de l'assistance de l'État²⁶⁵.

Cette question a constitué la pierre d'achoppement du mouvement *piquetero* lors de l'Assemblée Nationale *Piquetera* en 2001. L'unification des différents groupes aurait pu leur conférer un poids politique suffisant pour produire des transformations significatives dans les structures de pouvoir au cœur du système politique surtout pour la question des bénéfices. Mais pour les *piqueteros* non péronistes, la culture assistancialiste ne peut être abordée sans le problème de la

²⁶⁴ Levitsky, 2007, *op. cit.*, p. 217-218.

²⁶⁵ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 191-194.

distribution clientéliste des programmes sociaux, une façon de faire de la politique qu'ils refusent de cautionner²⁶⁶. Bien qu'ils reçoivent beaucoup moins de subsides que la FTV, ces groupes sont quand même aux prises avec une contradiction constante entre l'idéologie (le rapport d'autonomie) et la pratique (l'utilisation des subsides). Néanmoins, puisque leurs initiatives collectives ne sont pas guidées par l'idéologie péroniste, il semble plus probable qu'ils puissent s'affranchir de l'emprise des réseaux clientélistes que ceux de la FTV.

En périphérie du système politique, les *piqueteros* détiennent vraisemblablement un potentiel idéologique transformateur qu'ils puisent à même l'héritage d'une culture de travail légué par YPF et la tradition d'organisation communautaire ancrée dans les quartiers du Grand Buenos Aires. Qu'ils soient péronistes ou non, ce legs leur permet d'apporter des changements dans la structure de l'organisation sociale de leurs communautés dans les espaces politiques en dehors des structures institutionnelles. Toutefois, s'identifier en tant que *piquetero* tout en prêtant allégeance au péronisme constitue une difficulté dans l'amorce d'une réflexion quant à l'assistance de l'État et la distribution clientéliste des subsides par le gouvernement péroniste. On le voit aujourd'hui, la FTV a complètement abandonné les luttes contestataires dans les espaces publics en se rapprochant du gouvernement péroniste²⁶⁷.

Le bagage idéologique et normatif de l'identité *piquetera* n'est toutefois pas suffisant pour construire un rapport d'autonomie conduisant les *piqueteros* à un affranchissement complet de la culture assistanciale et des réseaux clientélistes. Serait-ce la force évocatrice et le caractère rassembleur qui feraient défaut à l'identité *piquetera*? Cette force dépend directement de l'expérience que les gens font de la politique et déjà à leurs débuts, les *piqueteros* ont puisé à même l'histoire de leur communauté pour se mobiliser. C'est dire que l'ensemble des groupes *piqueteros* possédait déjà les germes de sa fragmentation en raison d'expériences politiques

²⁶⁶ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 221.

²⁶⁷ Svampa, 2007, *loc. cit.*, p. 121.

différentes. Les idées et les valeurs véhiculées par l'identité *piquetera* ne sont pas en mesure de faire suffisamment contrepoids au péronisme pour les libérer complètement de la culture assistancialiste. D'autant plus que les *piqueteros* sensibles au péronisme forment une grande partie du mouvement au sein de la FTV, la CCC et *Barrios de Pie*. Ceux s'y opposant, quoique moins nombreux²⁶⁸, ont toutefois réussi à gagner de l'autonomie par rapport au gouvernement péroniste de manière à produire des transformations politiques significatives sur les relations qu'ils entretiennent avec l'État et les réseaux clientélistes.

3.2 Réduction de la marge de manœuvre des réseaux clientélistes dans les espaces politiques

Les changements que les *piqueteros* entraînent dans les structures idéologique, normative et de l'organisation sociale constituent un levier pour en produire d'autres dans les structures des bénéfices et du pouvoir politique. À l'égard du clientélisme, une dynamique de changement se manifeste de la base vers le haut, c'est-à-dire que les transformations politiques apparaissent d'abord dans les espaces politiques locaux en périphérie. Puis, quelques initiatives des *piqueteros* ont réussi à atteindre le cœur du système politique sans qu'elles puissent perdurer dans les espaces politiques institutionnels. C'est donc principalement dans les espaces politiques en dehors des structures institutionnelles que les *piqueteros* sont en mesure de réduire la marge de manœuvre des réseaux clientélistes en transformant leur rapport à l'État et au péronisme.

²⁶⁸ Il semble qu'aucun auteur ne s'est risqué jusqu'ici à recenser le nombre de *piqueteros*. Depuis leur émergence au milieu des années 1990, les différents groupes évoluent dans une mouvance constante, des alliances politiques se forment et prennent fin au gré des opportunités et des contraintes politiques. De plus, les individus sont libres de se joindre à un groupe *piquetero* de leur choix, il n'y a donc pas de *membership* officiel. Cependant, les différents auteurs consultés au cours de cette recherche semblent confirmer que les *piqueteros* sensibles au péronisme (FTV, CCC et *Barrios de Pie*) sont plus nombreux que ceux s'opposant au péronisme.

3.2.1 Contourner la médiation politique clientéliste

Les *piqueteros* investissent les espaces publics en occupant massivement, grâce aux barrages et aux marches de protestation, les voies de circulation comme les routes provinciales, les ponts ou les boulevards des grandes villes du pays. La perturbation de la circulation des marchandises et des véhicules est devenue depuis les années 1990 une méthode de lutte importante pour réclamer et négocier avec le gouvernement le nombre de subsides accordés à chacun des groupes *piqueteros*²⁶⁹. Que ce soit pour revendiquer des emplois ou d'autres ressources, les *piqueteros* exigent que leur interlocuteur soit le gouvernement national. Lorsque les protestations sont concentrées dans de la capitale et que celles des provinces s'y coordonnent simultanément, ils réussissent à déplacer le lieu de la négociation vers le Ministère du travail et de la Sécurité sociale, ce qui a pour effet de contourner la médiation clientéliste des autorités provinciales et municipales.

Outre ce changement dans la structure du pouvoir politique, viser le cœur du système politique constitue visiblement une stratégie payante en termes d'impacts dans la structure des bénéfices. La négociation directe avec le gouvernement national facilite une revendication collective à titre de droit, au lieu de demander une faveur personnelle assortie d'une promesse d'allégeance politique au *puntero* du quartier. De plus, la coordination de la mobilisation de plusieurs groupes *piqueteros* dans les rues de la capitale leur confère une force d'impact et de visibilité qui agit sur la quantité de subsides qu'ils récoltent. Le contraire est constaté en périphérie du système où l'État provincial mène une campagne de répression contre la protestation *piquetera*. Face à l'emprise de gouverneurs autoritaires sur la politique locale, les *piqueteros* ont du mal à exiger que leur interlocuteur soit le gouvernement national.

Même si la médiation clientéliste peut être contournée lorsque les revendications sont dirigées vers le cœur du système, la distribution de la majorité des subsides demeure pourtant dans les mains des provinces et municipalités

²⁶⁹ Golbert, 2004, *op. cit.*, p. 20.

péronistes²⁷⁰. Pour contrer ce fait, le gouvernement de l'*Alianza* (1999-2001) confia aux *piqueteros* la gestion directe d'à peu près 10 % des subsides du *Plan Trabajar* (qui fut modifié et renommé *Plan Jefas y Jefes de Hogar Desocupados* sous Duhalde en 2002). En plus de se préoccuper d'une plus grande transparence dans la distribution des ressources à travers des organisations de la société civile, De la Rúa poursuivait alors une stratégie politique afin de court-circuiter l'appareil clientéliste du parti péroniste²⁷¹. Ce changement dans le mode d'implantation du programme a renforcé l'autonomie de plus petits groupes *piqueteros* qui ont pu parfois éviter la confrontation avec les réseaux clientélistes péronistes dans les quartiers. En effet, des affrontements, parfois physiques, y avaient lieu entre eux et les *punteros*. Le litige portait sur les critères de sélection des bénéficiaires des subsides qui se fondaient sur la logique clientéliste et non sur les besoins réels des chômeurs. De leur côté, les grandes organisations (la FTV et la CCC) avaient décidé, en ce temps-là, de faire leur propre recensement des chômeurs tout en réussissant quelques fois à imposer leurs listes aux municipalités²⁷².

La gestion d'une partie des subsides a permis à des groupes *piqueteros* de s'échapper partiellement d'un système maintenant l'exclusion des chômeurs qui refusent de participer au jeu clientéliste. Cette inclusion dans la gestion du programme de subsides aux chômeurs donna lieu à des transformations dans les structures des bénéfices et du pouvoir politique. Tant en périphérie qu'au cœur du système politique, ils sont en mesure de contourner la médiation clientéliste et de renforcer leur autonomie organisationnelle. Néanmoins, que reste-t-il aujourd'hui des 10 % des subsides dont la gestion avait été confiée à quelques groupes *piqueteros* avant 2001? Sachant que le *Plan Jefas y Jefes de Hogar Desocupado* a connu des modifications et des coupures importantes depuis l'élection de Kirchner, il est probable que ce pourcentage soit encore plus bas aujourd'hui.

²⁷⁰ Petras et Veltmeyer, 2005, *op. cit.*, p. 43.

²⁷¹ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 96.

²⁷² *Ibid.*, p. 92-94.

Malgré tout, si la marge de manœuvre des *piqueteros* s'est agrandie en contrôlant un certain pourcentage des subsides, celle des *punteros* et des municipalités péronistes a été réduite dans l'espace politique local. Ils ont perdu l'administration d'une partie des contre-prestations qui accompagnaient les 10 % des subsides confiés aux *piqueteros*. En effet, le *Plan Jefas y Jefes de Hogar Desocupados* prévoit que le bénéficiaire d'un subside est dans l'obligation d'offrir une contre-prestation, d'une durée minimum de quatre heures par jour, consacrée à travailler au sein d'une entreprise ou à participer à des activités communautaires ou des formations professionnelles²⁷³. Or, le contrôle de la contre-prestation constitue un mécanisme fort efficace pour soutenir et consolider les activités de ceux qui le possèdent. Tel un levier d'*empowerment*, les *piqueteros* ont pu à leur façon réorienter une partie des contre-prestations vers leurs activités de travail communautaire, projets d'autogestion et formations ou activités politiques²⁷⁴. Ils ont dès lors été en mesure d'évacuer l'aspect clientéliste des contre-prestations et de leur donner un caractère collectif et non individuel.

Par exemple, les heures de travail des bénéficiaires oeuvrant au sein du *Polo Obrero* sont consacrées à des activités de construction politique (ex. : participation aux barrages, assemblées, etc.) et à combler les besoins les plus urgents au moyen d'activités communautaires (ex. : soupes populaires). La contre-prestation ne doit cependant pas représenter un travail véritable, sans quoi les salaires pourraient s'abaisser; elle doit être considérée comme une ressource organisationnelle ou un complément à leurs activités²⁷⁵. Pour ces *piqueteros*, le contrôle de la contre-prestation a donc entraîné des transformations dans la structure du pouvoir politique au niveau local, notamment la prise en charge collective de solutions au lieu de s'en remettre aux réseaux clientélistes. De plus, la gestion de la contre-prestation a pu renforcer leur rapport d'autonomie au moyen d'activités politiques favorisant la

²⁷³ Golbert, 2004, *op. cit.*, p. 26.

²⁷⁴ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 222.

²⁷⁵ *Ibid.*, p. 192.

participation politique des membres selon des intérêts collectifs en périphérie du système politique.

En revanche, l'UTD de General Mosconi utilise les contre-prestations pour développer des projets d'autogestion où le bénéficiaire occupe en fait un substitut de travail véritable. Il ne faut pas s'en étonner, l'héritage du modèle industriel-ouvrier influence leurs projets productifs à fort impact dans la communauté : travaux publics, potagers communautaires, usines de briques, atelier de menuiserie, etc. Grâce à ces projets, la communauté a accordé une telle légitimité à l'UTD de sorte qu'elle put agrandir sa marge de manœuvre dans l'espace politique local. Les *piqueteros* du MTD de Solano utilisent également les contre-prestations pour générer du travail mais à la différence que celui-ci constitue une forme de production non-capitaliste afin de déconstruire la logique individualiste²⁷⁶. L'autonomie que leur procure le contrôle de la contre-prestation permet d'imaginer une économie alternative fondée sur des valeurs de solidarité et de dignité (en dehors du cadre péroniste) selon les besoins de la communauté (ex. : usine de briques, boulangerie, ateliers d'éducation populaire, garderies, etc.).

Finalement, que ce soit une ressource organisationnelle ou un travail véritable, la contre-prestation est utilisée par les *piqueteros*, d'une part en tant que mécanisme pour renforcer leur autonomie contre l'expansion d'une culture assistanciale et d'autre part, pour s'échapper de la médiation de l'appareil clientéliste péroniste. La transformation qu'ils opèrent sur la nature des bénéfices qu'ils reçoivent directement de l'État donne lieu à des changements dans la structure du pouvoir politique au niveau local, puis dans les structures idéologique, normative et de l'organisation sociale spécifiquement dans le cas des *piqueteros* de Solano. Toutefois, les *piqueteros* ont-ils su conserver ces changements? À l'annonce du nouveau programme *Argentina Trabaja* – création d'emplois destinés aux chômeurs au sein de coopératives – par la présidente Cristina Fernández de Kirchner en septembre 2009, les *piqueteros*

²⁷⁶ Dinerstein, 2003, «A Silent Revolution: The Unemployed Workers' Movement in Argentina and the New Internationalism», *op. cit.*, p. 95.

s'adressent encore directement au gouvernement national (Ministère du Développement social) pour réclamer des bénéfices et une distribution transparente qui ne soit pas sous la responsabilité des municipalités²⁷⁷. Cette dernière revendication révèle que la distribution clientéliste des programmes n'est pas disparue pour autant.

3.2.2 Revendiquer les subsides en termes de droit

En partie pour faire cesser la distribution discrétionnaire des subsides, différents groupes *piqueteros* réclament les subsides en termes de droit. Le discours des groupes en province se traduit, d'une part, par des allocations de chômage perçues et devant être reçues en guise de réparation historique²⁷⁸ et d'autre part, ceux du Grand Buenos Aires revendiquent la reconnaissance de droits sociaux au lieu de l'assistance temporaire et sélective qu'offre l'État²⁷⁹. Derrière la notion de droit, c'est l'universalité des programmes sociaux fondée sur de réelles politiques sociales et d'emploi que réclament les *piqueteros*, ce qui réduirait considérablement la marge de manœuvre des médiateurs politiques de l'appareil clientéliste. Si les bénéfices des programmes sont transférés directement du Ministère fédéral concerné aux bénéficiaires selon des critères bien définis, ces ressources ne se retrouveraient pas aux mains discrétionnaires des patrons et *punteros*.

En ce sens, la FTV-CTA constituait en 2001 un espace de réflexion en rassemblant plusieurs organisations sociales, députés, entrepreneurs, dirigeants syndicaux et militants de partis politiques sous le collectif *Frente Nacional contra la Pobreza* (FRENAPO)²⁸⁰. Parmi leurs propositions de réformes économiques et sociales, ils ont soumis à une consultation populaire un projet d'assurance-emploi duquel un ou une chef de famille sans emploi recevrait un montant de base ainsi

²⁷⁷ «Un día de piquetes simultáneos». *Página/12*, 23 septembre 2009, [En ligne]. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-132267-2009-09-23.html> (page consultée le 2 novembre 2010).

²⁷⁸ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 173.

²⁷⁹ Merklen, 2002, *loc. cit.*, p. 159, 163.

²⁸⁰ Golbert, 2004, *op. cit.*, p. 24; Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 62.

qu'une allocation universelle par personne à charge (enfant ou personne âgée). Recueillant l'assentiment de plus d'un million de citoyens, cette proposition inspira le *Plan Jefas y Jefes de Hogar Desocupados* qui, bien qu'il présentait en surface un caractère universel, ne réussit pas à incorporer la totalité des chômeurs (environ 73 % d'entre eux recevaient un subside en 2002)²⁸¹.

Depuis la prise de pouvoir de Kirchner en 2003, ce programme a été graduellement démantelé au profit d'autres programmes sociaux d'assistance temporaire ciblant des clientèles vulnérables (ex. : *Plan Familias por la Inclusión Social*). À ce jour, le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner ne semble pas non plus démontrer une volonté à mettre en pratique le principe d'universalité dans les programmes sociaux, ni un véritable système national de sécurité sociale pour mettre un terme au pouvoir discrétionnaire des provinces et des municipalités²⁸². De l'initiative des *piqueteros*, peu de retombées semblent subsister. Pourtant, les *piqueteros* de la FTV ont eu jadis l'opportunité au sein de la FRENAPO d'impulser la transformation de la structure des bénéficiaires au cœur même du système politique vers une inclusion universelle qui accorde à tous les citoyens le droit de recevoir une allocation de chômage. En se rapprochant du gouvernement péroniste, la FTV n'a plus été en mesure de réclamer à l'État une réforme des programmes sociaux. Agissant comme un groupe d'intérêts, elle semble se préoccuper davantage de la quantité des subsides et du positionnement de ses dirigeants au sein du gouvernement péroniste.

3.2.3 Participer à la gestion des politiques sociales dans les espaces institutionnels

Peu après la consultation populaire de la FRENAPO, le rapprochement de la FTV vers le gouvernement péroniste apparut d'abord telle une volonté de mettre fin à son exclusion et d'être reconnue par l'État. Svampa et Pereyra qualifient d'ailleurs la

²⁸¹ Golbert, 2004, *op. cit.*, p. 36.

²⁸² Svampa, 2007, *loc. cit.*, p. 118.

FTV et dans une certaine mesure, la CCC, d'organisations à matrice populiste (*Barrios de Pie* est ainsi considérée). Elles sont, entre autres choses, dirigées par un leader personnaliste avec une rhétorique nationaliste qui prêche l'adhésion aux principes, tels que l'organisation d'une base sociale au sein d'une nation et la redistribution des richesses²⁸³. En revendiquant leur participation dans la gestion des politiques sociales, Duhalde leur répondit en les invitant à siéger au Conseil Consultatif National aux côtés de représentants de l'Église, d'ONG, de la CGT, du secteur industriel, de banques et de propriétaires terriens, qui eurent pour responsabilité de surveiller les irrégularités et le fonctionnement du *Plan Jefes y Jefas de Hogar Desocupados*²⁸⁴. Seules la FTV et la CCC ont été choisies parmi les organisations *piqueteras* pour remplir ce rôle au niveau national. Elles sont devenues ainsi les principaux interlocuteurs *piqueteros* légitimes auprès du gouvernement péroniste et se sont vues octroyer plus de 56 % des subsides du *Plan Jefes de Hogar* en 2002²⁸⁵. Au niveau local, ces *piqueteros* ont été également invités à siéger aux Conseils Consultatifs Municipaux afin de contrôler l'inscription des bénéficiaires, enquêter sur les cas d'irrégularités et évaluer les propositions de contre-prestations.

Ayant acquis la reconnaissance du gouvernement, ces organisations étaient dès lors en position d'exercer une réelle influence sur la gouvernance des politiques sociales tant en périphérie qu'au cœur du système politique. Les Conseils Consultatifs constituaient des mécanismes de gouvernance qui, même s'ils n'ont pas été impulsés par les *piqueteros*, pouvaient leur permettre de transformer le caractère institutionnel et les lieux de pouvoir de l'État. L'inclusion des *piqueteros* de la FTV et la CCC dans les espaces institutionnels ne fut cependant pas suffisante pour éliminer la distribution clientéliste des subsides. En fait, les Conseils Consultatifs n'ont pu remplir leur rôle et l'expérience s'est soldée par un échec peu de temps après leur mise en place. Parmi les raisons évoquées, il ressort que les ressources nécessaires pour mener leurs tâches

²⁸³ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 215.

²⁸⁴ *Ibid.*, p. 100.

²⁸⁵ Epstein, 2006, *op. cit.*, p. 106, 110.

ont été insuffisantes de sorte qu'ils n'ont pu superviser la totalité des subsides et assurer la transparence dans l'exécution du programme. Comme l'allègue un compte-rendu rapporté par Golbert, «*los consejos no han logrado superar la barrera de la distribución discrecional de los recursos públicos ejercidas por los niveles centrales de decisión*»²⁸⁶. Cette observation suggère que les commandes de l'appareil clientéliste péroniste ne sont pas seulement aux mains de patrons dans la périphérie du système politique mais qu'ils en existent d'autres au niveau national du gouvernement. Il est donc difficile pour quelques *piqueteros* siégeant au Conseil Consultatif National d'apporter des changements significatifs dans la structure du pouvoir politique dans les hautes sphères du gouvernement. Encore faut-il que ces *piqueteros* soient en position de dénoncer publiquement le blocage du mécanisme de gouvernance des Conseils pour alerter la population sur ces pratiques clientélistes.

Après l'élection de Kirchner en 2003, le *Plan Jefas* s'est dilué peu à peu parmi d'autres programmes sociaux de moindre envergure. L'inclusion des *piqueteros* à tendance populiste aux espaces institutionnels s'est manifestée autrement. Pour la FTV, la CCC et *Barrios de Pie*, le président Kirchner symbolise la possibilité d'un retour aux sources historiques du péronisme. En lui accordant leur appui politique, ces groupes se sont engagés à abandonner les barrages routiers en tant que stratégie de mobilisation, à se distancer de l'identité *piquetera* (désormais stigmatisée au sein de la société) et à mettre en veilleuse la question des droits sociaux²⁸⁷. En échange, ils bénéficient d'un plus grand nombre de subsides provenant de divers programmes sociaux et d'une plus grande représentation politique (personnaliste) au sein du gouvernement. L'intégration de quelques uns de leurs dirigeants au sein de secrétariats voués à l'action sociale et communautaire aux niveaux national et provincial constitue en fait une relation de clientélisme-patronage. Par exemple, le dirigeant de la FTV, Luis D'Elia, s'est vu offrir en 2006 le poste de

²⁸⁶ Les conseils n'ont pas réussi à surmonter la barrière de la distribution discrétionnaire des ressources publiques exercée par les niveaux centraux de décision (traduction libre de l'auteur). Golbert, 2004, *op. cit.*, p. 35.

²⁸⁷ Svampa, 2008, *loc. cit.*, p. 22-23; Campione et Rajland, 2006, *op. cit.*, p. 303; Merklen, 2002, *loc. cit.*, p. 159-160; Vommaro, 2008, *op. cit.*, p. 124.

sous-secrétaire des terrains pour le logement social (*Subsecretario de Tierras para el Hábitat Social*) au Ministère de la Planification fédérale²⁸⁸.

Jusqu'ici, pour les *piqueteros*, cette stratégie n'a pas fait ses preuves quant à l'élimination des pratiques clientélistes. Pourtant, les postes stratégiques que ces dirigeants occupent dans le processus de distribution des programmes sociaux représentent une opportunité d'agir sur le clientélisme. L'inclusion personnaliste et hiérarchique de ces groupes *piqueteros* n'a pas produit d'impacts dans la structure des bénéfices dans les espaces institutionnels. Contrairement à qu'avance Davis, le rapprochement vers l'État n'a pas produit dans ce cas-ci des mécanismes de gouvernance et la modification de programmes sociaux vers une plus grande démocratisation.

Cette forme d'inclusion semble s'apparenter beaucoup plus à une politique d'institutionnalisation ou même de cooptation. Elle répond davantage aux intérêts personnels des leaders *piqueteros* qui voient la plupart de leurs décisions endossées par leurs membres sans que ceux-ci contestent ce style de leadership vertical²⁸⁹. Par conséquent, ces groupes privilégiés se retrouvent actuellement absents du discours de dénonciation du clientélisme dans l'implantation du nouveau programme de coopératives *Argentina Trabaja* (sauf pour *Barrios de Pie* qui semble dernièrement avoir adopté une position dissidente à l'égard du gouvernement Kirchner)²⁹⁰. Si jadis les Conseils Consultatifs représentaient un espoir de réduire la marge de manœuvre clientéliste dans les espaces politiques, aucune autre opportunité au cœur du système politique ne s'est présentée par la suite. Aujourd'hui, la dénonciation du phénomène clientéliste appartient uniquement aux groupes *piqueteros* à tendance autonomiste et à ceux liés à des partis politiques de gauche. Sur la place publique, leur influence politique est définitivement moins grande que celui de la FTV en raison de leur

²⁸⁸ «El piquetero D'Elfa ya tiene un cargo en el Gobierno». *La Nación.com*, 21 février 2006, [En ligne]. <http://www.lanacion.com.ar/782602> (page consultée le 18 mars 2011).

²⁸⁹ Epstein, 2006, *op. cit.*, p. 109.

²⁹⁰ «El campamento no se levanta». *Página/12*, 3 décembre 2009, *loc. cit.*

nombre plus restreint mais ils représentent à tout le moins le seul rempart qui subsiste face aux pratiques clientélistes.

3.2.4 Prendre plus de place que les patrons politiques dans l'espace politique local

En dehors des structures institutionnelles, les groupes *piqueteros* se caractérisant par leur rapport d'autonomie réussissent parfois à gagner suffisamment de légitimité politique pour concurrencer les autorités locales au pouvoir. Depuis la transition démocratique, la province de Salta de même que plusieurs de ses municipalités ont maintes fois été gouvernées par le parti *Justicialista*²⁹¹ et le parti provincial conservateur *Partido Renovador de Salta* (PRS) (le PRS s'est allié avec la parti péroniste centre-gauche du président Kirchner pour gagner les dernières élections contre le parti *Justicialista*). Le processus politique formel semble toutefois assujéti au contrôle du gouverneur de la province qui, en plus de poursuivre une politique de tolérance zéro envers les barrages et de criminaliser les *piqueteros* dissidents²⁹², fait l'objet d'accusations de corruption et de népotisme²⁹³. Les maires des municipalités de General Mosconi et de Tartagal sont, quant à eux, accusés de détournements de fonds et de porter atteinte à la liberté d'expression de journalistes qui s'intéressent de trop près à la gestion municipale²⁹⁴. À l'exemple de la province de Santiago del Estero, ces révélations peuvent suggérer l'existence d'un autre système de pouvoir fondé sur des réseaux clientélistes (voir section 2.1).

²⁹¹ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 139.

²⁹² «Represión en Mosconi». *Página/12*, 28 mai 2010, [En ligne]. <http://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-146552-2010-05-28.html> (page consultée le 20 novembre 2010).

²⁹³ Le gouverneur a confié à son épouse la gestion d'une municipalité sans avoir consulté les conseillers municipaux, ni les législateurs de la région : «Urtubey nombró a su mujer como interventora municipal». *Perfil.com*, 13 décembre 2008, [En ligne]. http://www.perfil.com/contenidos/2008/12/13/noticia_0017.html (page consultée le 10 novembre 2010); «El nepotismo que no quieren ver». *La Nación.com*, 23 août 2010, [En ligne]. http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=1297109 (page consultée le 10 novembre 2010).

²⁹⁴ «Habrà juicio político al intendente de Tartagal». *Perfil.com*, 3 février 2010, [En ligne]. http://www.perfil.com/contenidos/2009/08/13/noticia_0045.html (page consultée le 10 novembre 2010); «SALTA: El Pontacuarto de General Mosconi involucra al Intendente de Mosconi Isidro Ruarte en posibles ilícitos». *COPENOA (Agencia de Noticias del Norte Argentino)*, 2 mai 2008, [En ligne]. http://copenoa.com.ar/SALTA-El-Pontacuarto-de-General.html?var_recherche=Isidro%20ruarte (page consultée le 10 novembre 2010).

Confrontés vraisemblablement à des municipalités aux traits clientélistes, le cas de l'UTD de General Mosconi démontre que des *piqueteros* peuvent acquérir une reconnaissance dans leur communauté au point d'agir comme une "municipalité parallèle"²⁹⁵. Ce groupe autonomiste s'est imposé dans la sphère politique, particulièrement sur le plan du développement régional, en témoignant d'un leadership dans la mise sur pied de projets significatifs pour améliorer les conditions de vie de la communauté²⁹⁶. Ceci n'est pas sans rappeler que leur quête de la re-création d'une culture de travail véritable est fortement inspirée de l'ancien modèle d'intégration sociale développé jadis autour de l'entreprise étatique YPF. Depuis 1997, parmi les projets développés par l'UTD, on retrouve une usine de briques, des coopératives d'habitation, des jardins communautaires, un centre d'éducation supérieure, des ateliers de couture, des travaux publics et une entreprise de recyclage à partir desquels elle crée des emplois et peut tirer des revenus qui sont néanmoins insuffisants pour assurer la viabilité économique des projets²⁹⁷. Cette question fait l'objet d'une préoccupation importante au sein du groupe afin qu'il s'affranchisse de l'assistance de l'État. À l'origine, les *piqueteros* de General Mosconi ont été parmi les premiers à bénéficier des subsides aux chômeurs qu'ils ont utilisé collectivement pour financer la mise sur pied des projets. L'impact qu'ils ont produit sur l'organisation sociale de la communauté (services offerts et légitimité) leur a permis de modifier les structures des bénéfices (utilisation collective des subsides et des contre-prestations) et du pouvoir politique (gouvernance dans le développement régional) en périphérie. Malgré tout, l'indépendance financière des projets n'est toutefois pas encore entièrement assurée.

C'est grâce à leur capacité disruptive qu'un rapport de force s'est établi autant envers les gouvernements municipaux que les entreprises pétrolières avoisinantes, de

²⁹⁵ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 135-136; Heike Schaumberg, 2008, «In Search of Alternatives: The Making of Grassroots Politics and Power in Argentina». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 27, no 3, p. 377.

²⁹⁶ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 139.

²⁹⁷ Schaumberg, 2008, *loc. cit.*, p. 378.

manière à obtenir des ressources financières et matérielles additionnelles. En érigeant des barrages sur la route principale et les voies d'accès à ces entreprises, les *piqueteros* paralysent le transport et la production pétrolière pour les forcer à répondre à leurs revendications, soit par des subventions, des emplois, des outils ou des matériaux²⁹⁸. Ils ont également acquis du pouvoir en articulant leurs luttes avec celles des syndicats de travailleurs des entreprises pétrolières. En les appuyant contre d'éventuels licenciements, ils ont négocié avec les entreprises un système rotatif d'emplois temporaires pour les *piqueteros* sans emploi, ce qui a provoqué quelques frictions avec les chômeurs non *piqueteros*²⁹⁹.

S'allier avec les syndicats locaux et organiser des barrages de routes entraînent l'obtention de bénéfices mais aussi la transformation du pouvoir dans l'espace politique local. Les *piqueteros* de l'UTD de General Mosconi y occupent une place considérable en constituant un pouvoir populaire³⁰⁰. Les projets créés par le groupe permettent de revaloriser les liens d'appartenance à la région et développer une conscience sociale sur lesquels leur légitimité s'assoit. Les changements que les *piqueteros* produisent sur l'organisation sociale de la communauté et dans les autres structures de pouvoir contribuent à réduire la marge de manœuvre des médiateurs clientélistes dans l'espace politique en périphérie du système. Néanmoins, depuis l'arrivée de Kirchner au pouvoir, les groupes *piqueteros* dissidents sont dépeints tels des voyous troublant l'ordre public. Il est fort possible dans ce contexte que la communauté leur accorde moins de crédibilité et que leur rapport de pouvoir s'affaiblisse face aux patrons péronistes.

3.2.5 Concurrencer les réseaux clientélistes à l'égard de l'intégration sociale et politique

Suite à une décennie d'application de politiques néolibérales et de désindustrialisation, les liens sociopolitiques qui cimentent les communautés se sont

²⁹⁸ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 141; Petras et Veltmeyer, 2005, *op. cit.*, p. 50.

²⁹⁹ Schaumberg, 2008, *loc. cit.*, p. 379.

³⁰⁰ Campione et Rajland, 2006, *op. cit.*, p. 310.

désarticulés : perte de représentation politique face à l'État et de protection sociale, pauvreté et indigence, méfiance envers les institutions politiques, déplacements pour trouver de l'emploi, etc. Même si dans les années 2000 la situation économique s'est améliorée, il n'en reste pas moins que le nombre d'emplois informels demeure élevé et que l'écart entre les riches et les pauvres ne cesse de s'agrandir. Le parti péroniste y a vu une opportunité de transformer sa base partisane au moyen de réseaux clientélistes qui, même si ce n'était pas son intention première, ont contribué à une certaine recomposition verticale des liens sociopolitiques dans les communautés les plus touchées, surtout dans le Grand Buenos Aires (voir section 2.3.1).

Dans la périphérie du système politique, les *piqueteros* remplissent en outre ce rôle sur le même terrain que les réseaux clientélistes, parfois avec l'intention déclarée d'affronter les patrons. Le cas de l'UTD de General Mosconi démontre que les *piqueteros* détiennent un rapport de force suffisant pour rallier non pas seulement des chômeurs, mais des employés de la fonction publique, des enseignants, des commerçants et même des politiciens locaux autour de projets communautaires³⁰¹. Ils participent à recomposer, de manière plus horizontale, des liens sociopolitiques autour d'une culture de travail véritable et de valeurs communautaires (ex. : autogestion, solidarité). L'identité *piquetera* s'est présentée tel un véhicule d'inclusion sociale et politique en offrant un espace de représentation et de participation politiques dans un environnement où la seule voie politique officielle est dominée par le parti péroniste. Les confrontations avec les médiateurs politiques sont inévitables et ces *piqueteros* se posent dès lors en opposants ou en compétiteurs face aux patrons qui tentent de maintenir le monopole des relations entre l'État et la société civile.

L'aspect compétitif, voire dérangeant pour les patrons, tient du fait que certains groupes *piqueteros* assument sur un territoire donné un rôle dans l'intégration sociale et politique des citoyens au même titre que les réseaux

³⁰¹ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 135.

clientélistes mais qui, contrairement à eux, le font en dehors du cadre des valeurs et des idées péronistes. Les projets et les réseaux communautaires mis en place par la CTDAV dans les quartiers défavorisés du Grand Buenos Aires ont donné lieu à une réappropriation des espaces délaissés par l'État où les membres ont développé une communauté d'appartenance³⁰². Ces lieux de sociabilité constituent des cadres par lesquels se reconstruisent des liens sociaux plus égalitaires, fondés sur une réelle entraide mutuelle et surtout, exempts de la relation de domination ancrée dans les réseaux clientélistes. Ne se réclamant d'aucune allégeance politique, la CTDAV tente de constituer un contre-pouvoir par le développement de projets d'économie solidaire pour réinventer une société guidée par des principes autres que ceux du capitalisme³⁰³. Comme les réseaux clientélistes, ces *piqueteros* tentent de répondre aux problèmes urgents, mais le font en proposant des solutions collectives qui visent l'émancipation des membres de la communauté. L'ensemble de nouvelles idées, valeurs et relations que les *piqueteros* a impulsée sur l'organisation sociale des communautés, participe à l'émergence d'un pouvoir politique non institutionnalisé au niveau local qui favorise l'inclusion des citoyens.

Que l'intention première d'un chômeur soit d'y trouver du travail, il demeure que la majorité des *piqueteros* de la CTDAV s'engagent également envers le groupe pour revendiquer à l'État des bénéfices ou maintenir leurs acquis au moyen de marches et de barrages³⁰⁴. Le groupe offre donc une sorte d'inclusion politique collective qui diffère de l'appareil clientéliste péroniste. La façon d'y faire de la politique prend un tout autre sens d'autant plus qu'il s'agit pour eux de construire des sphères de contre-pouvoir³⁰⁵. L'objectif est d'y créer des liens égalitaires, sans dirigeants et structures hiérarchiques, en développant des mécanismes de prise de décisions comme les assemblées de quartier, des instances de coordination, des tables

³⁰² Pujol, 2009, *loc. cit.*, p. 187-188.

³⁰³ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 197.

³⁰⁴ Fernanda Torres. 2009. «Entre la identidad y la política: la CTD-Aníbal Verón». *Andamios* (Universidad Autónoma de la Ciudad de México), vol. 5, no 10, p. 291-292.

³⁰⁵ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 70.

ou des groupes de travail³⁰⁶. Les *piqueteros* du MTD de Solano organisent notamment des assemblées à chaque semaine pour discuter des problèmes auxquels ils sont confrontés dans leur quartier et mettent sur pied des groupes de travail pour s'occuper des projets communautaires du groupe³⁰⁷. Ces exercices de gouvernance démocratique, rendus possibles par la modification de la structure de l'organisation sociale, permettent aux *piqueteros* d'acquérir du pouvoir politique dans les espaces où ils cohabitent avec les réseaux clientélistes.

Pour sa part, même si la *Corriente Clasista y Combativa* (CCC) s'organise de manière plus hiérarchique³⁰⁸, l'aspect délibératif prend une grande importance dans les assemblées et les tables de dirigeants de quartier où les enjeux politiques et les revendications sont discutés collectivement³⁰⁹. Contrairement à la CTDAV, la CCC cherche à s'allier aux différents syndicats locaux et à développer une conscience politique ouvrière qui serait nécessaire pour les conduire à prendre le pouvoir de l'État, non pas par la voie électorale mais plutôt par l'insurrection³¹⁰. Le groupe n'a toutefois pas réussi à convaincre la totalité de ses membres à adopter cette perspective révolutionnaire. Le populisme péroniste trouve encore largement un écho dans ses rangs, ce qui expliquerait son positionnement incertain depuis sa création, à l'égard du gouvernement péroniste malgré ses liens étroits avec le *Partido Comunista Revolucionario*.

Les groupes *piqueteros* remplissent ainsi un rôle important dans l'inclusion sociale et politique de plusieurs catégories d'acteurs : les chômeurs, les travailleurs syndiqués ou non syndiqués, les retraités, etc. Ils ont réussi au fil des mobilisations à créer, non sans difficultés, des liens sociopolitiques indépendants du péronisme. Que reste-il cependant de leur rapport de force vis-à-vis des réseaux clientélistes depuis

³⁰⁶ *Ibid.*, p. 184.

³⁰⁷ Dina Khorasane. 2007. «Resistance as creation: a new sociability in Argentina». *Development in Practice*, vol. 17, no 6, p. 766.

³⁰⁸ Plusieurs facteurs peuvent expliquer l'organisation hiérarchique de la CCC : influences syndicales, son alliance avec le *Partido Comunista Revolucionario*, son idéologie fondée sur la lutte de la classe ouvrière, le nombre élevé et l'hétérogénéité de ses membres, l'étendu géographique de son pouvoir d'action, etc.

³⁰⁹ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 182.

³¹⁰ *Ibid.*, p. 187.

que le barrage est un moyen délégitimé par l'opinion publique et réprimé violemment par les forces de l'ordre? Peuvent-ils encore concurrencer les patrons sur leur terrain? Deux constatations s'imposent : la concurrence semble apparaître dans les espaces où les alternatives politiques au péronisme sont presque absentes; et cette concurrence incite les *piqueteros* à développer un pouvoir disruptif au moyen de barrages routiers. Cela est-il néanmoins suffisant à long terme pour réduire la marge de manœuvre des réseaux clientélistes dans les espaces politiques?

Selon Petras et Veltmeyer, la politique clientéliste serait en résurgence depuis l'élection de Kirchner, d'autant plus que les groupes *piqueteros* n'ont pas su susciter le développement d'une conscience de classe chez leurs membres³¹¹. Cette conscience politique serait nécessaire pour déployer un réel contrôle démocratique. Ce dernier garantit la protection des assemblées et des instances de coordination des *piqueteros* contre l'intrusion de leaders personnalistes liés au gouvernement péroniste et de médiateurs clientélistes visant à étendre leurs réseaux sous le couvert des structures délibératives. S'efforcer de concurrencer les réseaux clientélistes sur leur propre terrain ne signifie pas nécessairement la disparition du clientélisme dans les espaces politiques. Toutefois, certains groupes réussissent mieux que d'autres à favoriser une conscience politique qui puisse éliminer les pratiques clientélistes en vertu d'un rapport d'autonomie à l'égard du péronisme et la politique institutionnelle. La transformation des structures idéologique et normative est cruciale pour favoriser l'émergence d'une conscience politique démocratique agissant tel un rempart contre le clientélisme dans la périphérie du système politique.

3.3 Création d'espaces politiques protégés du clientélisme en vertu d'un rapport d'autonomie

L'autonomie dont se réclament certains groupes *piqueteros* s'exprime à partir d'un processus conscient et affirmé d'évoluer de façon autonome dans leurs rapports

³¹¹ Petras et Veltmeyer, 2005, *op. cit.*, p. 49.

avec l'État, le gouvernement et la politique traditionnelle. Ils sont capables de créer dans la société civile des espaces de participation politique protégés du clientélisme. En s'efforçant de contrecarrer l'ingérence de l'État et du parti péroniste, ces *piqueteros* rendent l'incursion des réseaux clientélistes dans leurs espaces plus difficile. En ce sens, les transformations politiques à l'égard du clientélisme ne peuvent être réalisables que dans ce rapport d'autonomie. Comme nous le verrons, ce rapport d'autonomie est en quelque sorte le résultat de l'ensemble des changements que les *piqueteros* ont impulsés dans toutes les structures de pouvoir en périphérie du système.

3.3.1 Rejeter toute médiation politique dans leurs relations avec l'État

Durant l'*Argentinazo* survenu en 2001, la clameur du soulèvement populaire a mis en évidence un rejet généralisé de la classe politique ainsi que des institutions que les manifestants considéraient non représentatives et corrompues. Plusieurs groupes *piqueteros* ont émergé à partir d'une profonde critique de la façon traditionnelle de faire de la politique et se sont organisés indépendamment de toute représentation politique institutionnelle. Dans la province de Salta, le rejet de toute influence partisane à l'intérieur de ses rangs permit à l'UTD de General Mosconi de résister à la cooptation exercée par les patrons locaux du parti péroniste³¹². Les nombreux projets que le groupe a mis sur pied et les barrages sur la route principale sont autant d'espaces politisés qui se retrouvent, semble-t-il, hors d'atteinte des réseaux clientélistes. D'après Svampa et Pereyra, l'UTD n'a nulle intention de disputer le pouvoir officiel du gouvernement local, ni le désir de participer au jeu politique. Légitimé par la communauté, le groupe détient le pouvoir de prendre certaines décisions quant au développement de la région et de confronter ouvertement les patrons sur la gestion clientéliste de la municipalité.

³¹² Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 139.

Le refus de toute médiation politique avec l'État est le reflet d'une conscience politique à l'égard du pouvoir d'influence des réseaux clientélistes. Cette transformation dans la structure idéologique permet aux *piqueteros* de construire un rapport d'autonomie qui soit en mesure de protéger leurs propres espaces politiques. Bien que la structure du pouvoir politique soit modifiée à l'extérieur du processus politique formel, la dynamique de changement ne se poursuit pas dans les institutions politiques comme la création de mécanismes de gouvernance ou d'un parti politique *piquetero* au niveau local. Étant donné leur position idéologique, les *piqueteros* autonomistes ne peuvent éviter la confrontation avec les patrons politiques et dénoncent alors leurs pratiques clientélistes en dehors des structures institutionnelles.

Dans le Grand Buenos Aires, la CTDAV est l'un des groupes *piqueteros* qui incarnent ce rapport d'autonomie envers le gouvernement par la confrontation (barrages routiers) et une volonté de se dissocier de la politique institutionnelle. Elle n'encourage aucune forme d'allégeance politique au sein de ses rangs, ni l'inclusion aux espaces institutionnels, soit en formant elle-même un parti politique ou en consentant à ce que ses délégués occupent des postes au sein du gouvernement (cette dernière stratégie est utilisée par la FTV)³¹³. Les patrons et les *punteros* de l'appareil clientéliste, ont difficilement accès aux espaces politiques de la CTDAV puisque ces *piqueteros* n'acceptent aucune médiation entre eux et l'État. Même que, l'organisation écarte d'éventuelles alliances avec d'autres groupes *piqueteros*, notamment la FTV, pour protéger ses intérêts³¹⁴. Ces relations fondées sur le rejet de toute médiation politique entraînent un changement dans la structure de l'organisation sociale, ce qui garantit une dissociation de la politique institutionnelle.

L'affirmation de leur autonomie est alors envisagée comme le point de départ pour se réapproprier le travail qu'ils qualifient de "digne" en raison d'une logique communautaire et non-capitaliste. Cette réappropriation ne se fait pas sans la transformation des relations sociales qui, à l'intérieur des espaces politiques locaux,

³¹³ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 70, 197.

³¹⁴ Epstein, 2006, *op. cit.*, p. 109.

se traduit par l'exercice d'un leadership horizontal, c'est-à-dire que le pouvoir s'exerce selon une rotation et qu'un membre ne peut en jouir de manière autonome. La MTD de Solano partage les idées et façons de faire de la CTDAV sauf que pour lui, la réappropriation du travail digne est une composante essentielle de l'affirmation de l'autonomie (et non pas seulement la résultante du processus d'autonomie)³¹⁵. Le travail communautaire au niveau local prend donc plus d'importance que la contestation envers l'État. C'est pourquoi, en 2003, le MTD de Solano s'est dissocié du regroupement de la CTDAV sentant que la radicalité de son autonomie était remise en question par d'autres MTD qui tentaient de dominer le discours des pratiques de contestation³¹⁶. L'isolation dans laquelle le groupe s'est trouvé révèle une position idéologique non négociable avec les autres MTD du CTDAV qui partagent pourtant des façons similaires de faire de la politique. Peu importe si le changement dans la structure de l'organisation sociale (réappropriation du travail digne) apparaît avant ou après le changement dans la structure idéologique (rejet de la médiation politique), ces deux changements sont essentiels dans la construction du rapport d'autonomie. Sans l'autonomie, ces *piqueteros* ne pourraient produire des changements dans la structure du pouvoir politique et les protéger dans les espaces non institutionnalisés.

Pour les *piqueteros* de Solano, exercer un pouvoir politique ne signifie pas négocier leur inclusion dans un système capitaliste (comme la demande de travail véritable) mais plutôt se libérer d'une classe dirigeante qui a perdu toute légitimité politique à leurs yeux³¹⁷. Témoins du détournement de subsides par les *punteros*, ils tentent de réinventer leur monde social à l'abri du péronisme et des courants politiques associés au libéralisme et à la social-démocratie³¹⁸. Leur autonomie radicale s'exprime en tant qu'une revendication du social qui serait opposée au

³¹⁵ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 224.

³¹⁶ Khorasane, 2007, *loc. cit.*, p. 771.

³¹⁷ Dinerstein, 2003, «A Silent Revolution: The Unemployed Workers' Movement in Argentina and the New Internationalism», *op. cit.*, p. 90; Campione et Rajland, 2006, *op. cit.*, p. 300.

³¹⁸ Spagnolo, 2003, *op. cit.*, p. 106; Motta, 2009, *loc. cit.*, p. 93-94.

politique, allant presque à nier toute implication avec l'État malgré qu'ils reçoivent des subsides³¹⁹. Sous la répression policière et la recrudescence des réseaux clientélistes, il semble que le MTD de Solano s'est replié exclusivement sur le travail communautaire. En abandonnant les barrages routiers et le conflit permanent avec l'État, ces *piqueteros* ont réduit leur champ d'action à trois quartiers (au lieu de six) pour approfondir leurs initiatives communautaires³²⁰.

Que penser alors de ce rapport d'autonomie radicale à l'égard de la protection des espaces politiques contre l'intrusion des réseaux clientélistes? On sait que le rejet de l'État, des partis politiques et des syndicats se veut une rupture avec la tradition de subordination au clientélisme qui leur est associée³²¹. D'après Motta, les liens qu'entretiennent certains *piqueteros* avec le péronisme ou des partis politiques de gauche entraînent malgré tout la réapparition de modèles traditionnels d'identité et d'organisation politique hiérarchique dans les espaces *piqueteros*³²². Les groupes autonomistes n'y échappent pas : certains de leurs délégués s'approprient personnellement le pouvoir, d'autres tentent de reproduire la hiérarchie des relations politiques traditionnelles et quelques-uns cèdent aux échanges clientélistes proposés par les *punteros*³²³. Ainsi, l'autonomie en elle-même ne protège pas complètement les espaces politiques des *piqueteros*. Par contre, si elle se construit à partir du rejet généralisé des formes politiques traditionnelles (et du péronisme), elle protège mieux les espaces des *piqueteros* contre le phénomène clientéliste. C'est dire que la modification des structures idéologique et normative (conscience politique) doit être accompagnée de changements dans la structure de l'organisation sociale (s'organiser en dehors des structures institutionnelles) pour acquérir le pouvoir nécessaire à la protection des espaces.

³¹⁹ Campione et Rajland, 2006, *op. cit.*, p. 300.

³²⁰ «La política que empieza por el afecto». *Página12*, 10 août 2009, [En ligne]. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-129730-2009-08-10.html> (page consultée le 2 décembre 2010).

³²¹ Campione et Rajland, 2006, *op. cit.*, p. 312.

³²² Motta, 2009, *loc. cit.*, p. 96.

³²³ *Idem*.

Est-il donc nécessaire de rejeter toute médiation politique pour protéger les espaces *piqueteros* des réseaux clientélistes? Que dire des initiatives des groupes *piqueteros* alliés à des partis politiques de gauche comme le *Polo Obrero* ou le *Movimiento Territorial de Liberación* (MTL)? L'influence de l'organisation hiérarchique des partis de gauche mène-t-elle nécessairement les membres à s'engager dans les pratiques clientélistes? Serait-ce plutôt le rejet du péronisme et des tendances politiques péronistes qui permettrait de protéger les espaces politiques des *piqueteros* contre le clientélisme? Par exemple, le *Polo Obrero*, bien qu'il soit sous l'influence du *Partido Obrero*, s'oppose à toute médiation péroniste et par conséquent, à la politique assistencialiste du gouvernement péroniste³²⁴. À un tel point qu'il a développé, au-delà des barrages routiers ou du travail communautaire, une structure partisane jusqu'au niveau national pour continuer sa lutte vis-à-vis du gouvernement. En proposant une alternative politique au péronisme, le *Polo Obrero* (à travers le *Partido Obrero*) s'insère dans les espaces institutionnels et d'une certaine façon, remet en question l'appareil clientéliste péroniste au cœur du système politique (voir section 3.3.3).

En revanche, la CCC, *Barrios de Pie* et la FTV sont des organisations *piqueteras* possédant une matrice populiste-péroniste qui, d'après Svampa et Pereyra, les empêche de penser et d'agir en dehors du péronisme³²⁵. Considérant que l'appareil clientéliste s'inscrit non seulement dans l'organisation politique du parti péroniste mais aussi dans l'imaginaire péroniste, il paraît très peu probable que ces *piqueteros* puissent évacuer le clientélisme de leurs espaces politiques. Malgré le peu de réponses disponibles sur la relation entre le clientélisme et les espaces politiques des *piqueteros*, on peut néanmoins constater que les groupes alliés à des partis de gauche se joignent aujourd'hui aux groupes autonomistes pour exposer au grand jour les pratiques clientélistes du parti péroniste.

³²⁴ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 65.

³²⁵ *Ibid.*, p. 196-197.

Après l'accalmie des dernières années, l'espace public de la capitale constitue de nouveau une tribune pour dénoncer le caractère clientéliste et partisan du récent programme *Argentina Trabaja* (aide financière accordée aux coopératives de chômeurs en échange de la réalisation de travaux publics déterminés par les municipalités). Les instigateurs des protestations sont des groupes dits *antikirchneristas* nés pour la plupart au lendemain de l'*Argentinazo*. Regroupés sous le *Frente de Lucha por Cooperativas sin Punteros*, les groupes autonomistes (CTDAV, *Frente Popular Darío Santillán*, *Movimiento Teresa Rodríguez* et d'autres MTD indépendants du Grand Buenos Aires) et ceux liés aux partis politiques de gauche (*Movimiento Sin Trabajo "Teresa Vive"*, *Frente de Trabajadores Combativos*, MTL, *Polo Obrero* et *Barrios de Pie*) mettent à nu les pratiques clientélistes du parti péroniste par un discours public beaucoup plus articulé qu'auparavant³²⁶.

Ces *piqueteros* dénoncent le fait que ce sont les maires péronistes qui déterminent, par l'entremise des *punteros*, quelles sont les coopératives qui bénéficient du programme et ce, en fonction de leur allégeance politique envers le parti, excluant ainsi les coopératives des *piqueteros antikirchneristas*³²⁷. Confronté à la flagrante gestion clientéliste du programme, le *Frente* réclame une gestion autonome et transparente sans l'intervention des municipalités ou de quelconque médiateurs politiques³²⁸. Les liens qui se recréent entre les différents groupes dans l'organisation de protestations dirigées vers une seule cible, soit la distribution clientéliste du programme, témoignent d'une nouvelle solidarité dans la structure de l'organisation des groupes *piqueteros* au sein de la périphérie du système. Ceux-ci refusent haut et fort la médiation clientéliste pour pouvoir bénéficier des ressources de l'État. Même s'ils réussissent à se faire entendre au cœur du système politique (vu leur proximité géographique du gouvernement national), leur voix ne semble pas

³²⁶ «El campamento no se levanta». *Página/12*, 3 décembre 2009, *loc. cit.*

³²⁷ «Los piqueteros levantaron campamento». *Página/12*, 4 novembre 2009, [En ligne]. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-134667-2009-11-04.html> (page consultée le 3 décembre 2010).

³²⁸ «Un día de piquetes simultáneos». *Página/12*, 23 septembre 2009, *loc. cit.*; «Se agudiza el clientelismo en el reparto de planes sociales». *La Nación.com*, 25 octobre 2009, [En ligne]. http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=1190350 (page consultée le 25 novembre 2010).

avoir entraîné un quelconque impact auprès de l'opinion publique. Ceci pourrait être expliqué par le peu de crédibilité que leur accorde la population en général ou par le peu de conscience politique démocratique à l'égard du clientélisme.

Les pratiques clientélistes sont ainsi fortement associées à la médiation du parti péroniste et puisque celui-ci a le pouvoir de délier les cordons de la bourse des programmes sociaux, les groupes *piqueteros* ne peuvent que tenter de limiter son influence lorsqu'ils utilisent les subsides pour financer leurs projets. Même le rapport d'autonomie radicale ne les empêche pas d'entrer en relation avec l'État par le biais des subsides, car leurs besoins les plus élémentaires ne peuvent se passer de cette aide financière. Il se crée donc une relation de dépendance financière qui entraîne une sorte de contradiction constante avec la logique sous-tendant le rapport d'autonomie³²⁹.

3.3.2 Développer des liens avec d'autres organisations sociales et politiques non péronistes

Peu de groupes *piqueteros* réussissent en effet à dépasser la contradiction entre la volonté d'autonomie et l'utilisation des subsides. Le MTL semble être le seul groupe *piquetero* à atteindre le plus haut degré d'autonomie financière lui permettant de protéger efficacement ses espaces politiques contre l'influence des réseaux clientélistes. En plus d'être influencé par le mouvement syndical (la CTA – officiellement non péroniste), le MTL s'est développé principalement autour de l'idéologie du *Partido Comunista de la Argentina* (PC), ce qui lui confère une indépendance idéologique par rapport au péronisme. Cette autonomie se fonde d'abord sur la construction d'une conscience politique et d'une pensée critique par lesquelles les membres peuvent s'émanciper. La transformation de la structure idéologique est pour eux d'une importance cruciale pour soutenir leur rapport d'autonomie envers l'État. Ensuite, l'autonomie s'est développée à partir d'une indépendance financière et organisationnelle à l'égard des partis politiques et de

³²⁹ Motta, 2009, *loc. cit.*, p. 96.

l'État. Son rapport d'autonomie à l'égard de l'État est une préoccupation telle, qu'en 2004, le groupe a remercié son dirigeant pour avoir pris une approche plus conciliatrice avec le gouvernement Kirchner afin d'obtenir davantage de subsides³³⁰.

Comme d'autres groupes *piqueteros*, le MTL tente d'entretenir un rapport d'autonomie organisationnelle vis-à-vis de l'État et la structure politique (clientéliste) du parti péroniste. Les liens qu'il a développés dès le début avec le PC lui ont permis d'intégrer la CTA et de se joindre aux luttes politiques des secteurs populaires en faisant parfois front commun avec les travailleurs syndiqués non péronistes³³¹. Que ce soit sur des enjeux concernant la baisse des salaires, les inégalités sociales, les privatisations d'entreprises ou le chômage, le MTL partage des luttes sociales face à l'État avec d'autres secteurs de la société. Il a aussi construit son rapport de force autant avec des groupes *piqueteros* autonomistes que ceux liés à d'autres partis de gauche lors de la tenue de l'Assemblée Nationale *Piquetera* et récemment, en se joignant aux protestations du *Frente de Lucha por Cooperativas sin Punteros*. Tous ces liens organisationnels confèrent au MTL plus de pouvoir face à l'État afin de poursuivre la construction d'un pouvoir populaire basé sur la création d'une culture de travail véritable (autogestion) qui va à l'encontre du système économique et politique dominant³³². Sans ces liens organisationnels, on l'a vu avec le MTD de Solano, le groupe serait à la merci de la répression de l'État et pourrait se voir forcé d'abandonner la lutte politique dans les espaces publics. L'accumulation de ces changements dans la structure de l'organisation sociale modifie substantiellement la structure du pouvoir politique dans les espaces *piqueteros* (en périphérie) en leur conférant un rapport de force nécessaire pour modifier la structure des bénéfices.

Le MTL a réussi, en effet, à acquérir une certaine autonomie financière, ce que d'autres groupes ont de la difficulté à réaliser. Dans un contexte de rareté des

³³⁰ Alcañiz et Scheier, 2008, *op. cit.*, p. 281.

³³¹ Beatriz Rajland. 2008. «Movilización social y transformación política en Argentina: De autonomías, articulaciones, rupturas y cooptaciones». In *Luchas contrahegemónicas y cambios políticos recientes de América latina*, sous la dir. de Margarita López Maya, Nicolás Iñigo Carrera et Pilar Calveiro. Buenos Aires: Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), p. 360.

³³² Rajland, 2008, *op. cit.*, p. 354.

ressources, les groupes *piqueteros* sont rapidement devenus dépendants des subsides octroyés par l'État pour financer leurs projets communautaires ou coopératifs. Même si le MTL en reçoit encore, sa part de subsides du *Plan Jefas y Jefes de Hogar Desocupado* est la moins élevée parmi les groupes *piqueteros*³³³. C'est par ses liens organisationnels et idéologiques avec le PC que le groupe a pu jouir d'une grande autonomie. Non seulement les militants du PC ont partagé leur expérience d'organisation communautaire liée à l'habitation avec le MTL, mais ils lui ont aussi ouvert les portes de l'institution financière du parti, l'*Instituto Movilizador de Fondos Cooperativos* (une figure de proue du mouvement coopératif en Argentine). Ce lien avec l'Institut est crucial pour le MTL dans ses démarches pour réduire sa dépendance envers l'État et renforcer tous les autres aspects de son autonomie.

Par exemple, l'Institut a dispensé une aide légale et financière aux *piqueteros* du MTL de la province de Jujuy afin qu'ils puissent acquérir l'usine de transformation de minerai *La Brava* qui avait été abandonnée au cours des années 1990³³⁴. S'inscrivant dans la mouvance des entreprises récupérées et autogérées, le MTL a d'abord essayé de faire exproprier l'usine qui, après un refus de la législature provinciale, a dû emprunter le capital nécessaire auprès d'ONG pour l'acheter à son propriétaire et la transformer en coopérative minière en 2005. En vue d'acheter de nouveaux équipements et réparer la vieille machinerie, l'Institut a également assisté le groupe dans ses démarches pour obtenir un prêt du Ministère fédéral du développement social. Le lien qu'entretient désormais ces *piqueteros* avec l'État se voit transformé. N'étant plus complètement dépendant de l'État pour leur survie, ils sont maintenant des travailleurs autonomes aux commandes de leur destinée et non plus des demandeurs de subsides, c'est ce qu'ils appellent la récupération de leur dignité. L'autonomie acquise par les liens que le MTL a développés avec d'autres organisations sociales et politiques non péronistes représente donc un mécanisme fort efficace pour protéger leurs espaces politiques de

³³³ Epstein, 2006, *op. cit.*, p. 105.

³³⁴ Alcañiz et Scheier, 2008, *op. cit.*, p. 282-283.

la culture assistancialiste et de l'influence de l'appareil clientéliste péroniste. De plus, lorsque les structures idéologique, normative, de l'organisation sociale et des bénéfices connaissent des changements, la structure du pouvoir politique se transforme de manière à favoriser l'inclusion (participation politique) des membres dans les espaces politiques.

Dans la capitale, l'expertise technique et les connaissances de l'Institut furent cruciales pour la mise en œuvre de l'un des plus gros projets d'habitations construites et administrées par un mouvement social. Communément appelé le complexe d'habitations *Monteagudo* (comprenant plus de 325 unités, une garderie, un centre communautaire, des magasins), le projet fut conçu dès le début sous la forme d'une coopérative (*Cooperativa de Vivienda Emetele*) par le MTL qui a d'abord assumé le rôle d'entreprise de construction, puis le rôle d'administrateur des habitations. Pour ce faire, les réseaux politiques du PC lui ont facilité l'obtention d'un prêt auprès du gouvernement autonome de Buenos Aires (péroniste)³³⁵ qui, face au refus des *piqueteros*, a dû abdiquer à leur imposer une entreprise de construction. En effet, afin de créer une réelle culture de travail véritable, les constructeurs salariés du projet se devaient d'être des membres du MTL adhérant aux principes d'autogestion et aux valeurs du groupe. Il s'agissait d'éviter qu'ils soient des bénéficiaires de programmes sociaux offrant leur contre-prestation dans la construction du projet³³⁶. De plus, lors des assemblées du MTL, les habitations ont été distribuées démocratiquement parmi les membres selon leurs besoins respectifs³³⁷.

Ces projets coopératifs ont finalement conféré au MTL une autonomie relative dans ses décisions ainsi qu'une notoriété publique et politique au sein de leurs communautés. Sans les relations développées avec l'Institut, le PC et d'autres ONG, le groupe n'aurait pu déterminer son propre agenda politique et économique³³⁸. L'affranchissement de la dépendance envers les subsides démontre que la

³³⁵ Alcañiz et Scheier, 2008, *op. cit.*, p. 283.

³³⁶ Rajland, 2008, *op. cit.*, p. 356.

³³⁷ *Ibid.*, p. 358.

³³⁸ Alcañiz et Scheier, 2008, *op. cit.*, p. 282.

transformation de la structure des bénéfices est réalisable dans la périphérie du système. Ce cas indique en plus qu'il ne s'agit pas de rejeter toute médiation politique mais surtout celle proposée par les péronistes afin de construire un rapport d'autonomie envers l'État. Suite aux changements qu'ils ont impulsés dans les structures de pouvoir, ces *piqueteros* sont capables de protéger leurs espaces de l'intrusion des pratiques clientélistes et d'apporter des changements substantiels dans leur façon de faire de la politique. L'existence de mécanismes démocratiques, comme les assemblées, les délibérations et la prise de décisions en commun, assurent l'inclusion et la participation politique des membres aux projets. Ces espaces politiques témoignent donc de la transformation de la structure du pouvoir politique dans la périphérie du système politique.

3.3.3 Constituer un contre-pouvoir face à l'État et au gouvernement péroniste

Suivant les propos de Svampa et Pandolfi, tout un monde de nouvelles pratiques politiques alimente la protestation sur les barrages routiers et l'on ne peut réduire les *piqueteros* qu'à leurs actions disruptives dans l'espace public³³⁹. Ils réussissent à créer des espaces politiques indépendants des structures institutionnelles à l'intérieur desquels ils expérimentent des projets de transformation politique. Ici, le rapport d'autonomie ne s'exprime pas seulement en termes de rejet du péronisme ou d'alliances avec des organisations externes aux groupes *piqueteros*, mais également comme un pouvoir politique autonome qui émerge en périphérie du système politique. Quoique leurs espaces politiques ne soient pas complètement imperméables contre l'influence des pratiques clientélistes, il n'en reste pas moins que les médiateurs politiques n'y rencontrent pas un terreau fertile pour le développement de leurs réseaux.

³³⁹ Svampa et Pandolfi, 2004, *loc.cit.*, p. 288-289.

Qualifiée de municipalité parallèle³⁴⁰ ou de pouvoir parallèle³⁴¹, l'UTD de General Mosconi présente des espaces de pouvoir politique, à l'extérieur des structures institutionnelles, qui sont considérés légitimes par une partie de la population locale. Précédemment, nous avons vu que ces *piqueteros* prennent position contre la culture assistancialiste en promouvant une culture de travail véritable à travers leurs projets autogérés où la contre-prestation des subsides est utilisée de manière collective. Confrontée à l'hégémonie du parti péroniste tant au niveau municipal que provincial, l'UTD semble constituer la seule alternative en proposant une autre façon de faire de politique. Que ce soit sur les barrages ou au sein des projets autogérés, les assemblées s'imposent en tant qu'instances légitimes pour prendre des décisions collectives tout en ralliant plusieurs secteurs de la population.

Pour en arriver là, les changements d'abord impulsés dans la structure idéologique (culture de travail véritable et rejet de la médiation politique péroniste) ont à leur tour modifié les structures des bénéfices (utilisation collective des subsides et retombées des projets) et de l'organisation sociale (rallier plusieurs secteurs de la population et liens d'appartenance), de sorte que ces *piqueteros* peuvent jouir de la reconnaissance de la communauté. Dès lors, la légitimité que la communauté lui accorde permet aux *piqueteros* d'agir en contre-pouvoir face à l'État. Leurs actions pour transformer la structure du pouvoir politique en périphérie ouvre le chemin à des initiatives favorisant l'inclusion des citoyens et la participation à la gouvernance du territoire.

Parmi ces initiatives, les assemblées se sont présentées comme le symbole d'une grande partie du mouvement *piquetero*. Ce modèle prend son origine, à partir de 1996, des premiers barrages routiers dans la province de Neuquén et fut ensuite adopté par d'autres groupes de chômeurs des provinces de Salta et Jujuy, pour finalement s'étendre dans le Grand Buenos Aires dès 2001³⁴². Or, les *piqueteros* de

³⁴⁰ Schaumborg, 2008, *loc. cit.*, p. 378.

³⁴¹ Campione et Rajland, 2006, *op. cit.*, p. 310.

³⁴² Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 150, 179.

Neuquén n'ont pas autant développé leur potentiel de transformation que ceux de Salta malgré qu'ils partagent le même héritage industriel-ouvrier de YPF. Les difficultés qu'ils ont éprouvées nous éclairent toutefois sur les conditions essentielles pour développer un rapport d'autonomie.

Dès le début des protestations, les *piqueteros* des municipalités de Cutral Có et Plaza Huincul (province de Neuquén) ont rejeté la médiation politique qu'ils ont personnalisée en la figure du gouverneur de la province, Felipe Sapag³⁴³. Ce type de rejet est dû à la domination qu'il a exercée sur la politique provinciale pendant des décennies, alors qu'il était aux commandes du parti *Movimiento Popular Neuquino* (MPN). De fait, ce parti de droite manifeste toujours son hégémonie politique sur la province comme en témoigne l'élection de Jorge Sapag (neveu de Felipe Sapag) en 2007 au titre de gouverneur³⁴⁴. Mais lorsque que Felipe Sapag a été remplacé en 1999 par un autre candidat du parti, les *piqueteros* ont cru y voir un changement politique, d'autant plus que les municipalités de Cutral Có et Plaza Huincul comptaient aussi de nouveaux élus du MPN³⁴⁵. Rejeter la médiation politique de Felipe Sapag ne fut alors pas suffisant pour protéger les espaces *piqueteros* de la médiation du parti aux niveaux provincial et municipal. D'après Svampa et Pereyra, des politiciens et des leaders syndicaux locaux ont coopté les assemblées *piqueteras* tout en s'appropriant à la fois le discours de développement de la région et les projets communautaires³⁴⁶. Dans la même foulée, les deux municipalités ont été inondées d'un ensemble de programmes sociaux provenant des trois paliers du gouvernement, ce qui permit d'asseoir la culture assistancialiste et de renforcer les réseaux clientélistes.

Même si ces *piqueteros* ont réclamé au gouvernement une réparation historique comme ceux de Salta, le processus ne s'est pas accompagné d'une

³⁴³ *Ibid.*, p. 113.

³⁴⁴ «Ganó Sapag y el kirchnerismo no pudo imponerse en Neuquén». *La Nación.com*, 4 juin 2007, [En ligne]. <http://www.lanacion.com.ar/914472-gano-sapag-y-el-kirchnerismo-no-pudo-imponerse-en-neuquen> (page consultée le 20 mars 2011).

³⁴⁵ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 121.

³⁴⁶ *Ibid.*, p. 117, 123.

profonde critique de la façon de faire de la politique du MPN, ni du parti *Justicialista* présent sur le territoire. Par conséquent, ils n'ont pu développer une culture de travail véritable au moyen de projets coopératifs pour faire contrepoids à la culture assistancialiste, ni articuler les différentes luttes et secteurs de la population autour de leurs projets comme ce fut le cas à General Mosconi. L'émergence d'une conscience politique est donc cruciale pour transformer les structures idéologique et normative en périphérie du système. Sans cette transformation, les structures de l'organisation sociale et des bénéfices demeurent inchangées. Dans ces conditions, le rapport d'autonomie est difficilement réalisable et les *piqueteros* se trouvent à être incapables de protéger le pouvoir politique des assemblées *piqueteras* contre les stratégies de cooptation et de clientélisme déployées par les patrons du MPN.

Dans le Grand Buenos Aires, la CTDAV utilise les assemblées en tant que principe central d'un exercice de démocratie participative afin que celle-ci soit à la portée des membres et qu'elle puisse favoriser la création de liens horizontaux entre eux³⁴⁷. Le leadership du groupe est assigné selon un système rotatif, ce qui empêche un leader quelconque de s'approprier personnellement le pouvoir et de dicter l'orientation du groupe sans consulter les membres³⁴⁸. Comme l'UTD de General Mosconi, la CTDAV refuse d'évoluer au sein des structures institutionnelles et d'établir des alliances avec des partis politiques³⁴⁹. Le processus de dissociation de la politique institutionnelle se traduit par un rapport d'autonomie qui leur permet de construire des sphères de contre-pouvoir comme une sorte de société parallèle³⁵⁰. Dans ces espaces, outre la lutte politique, la création d'une culture de travail digne prend son sens dans le développement territorial d'une économie alternative fondée sur des liens solidaires et non guidés par la logique capitaliste. Il demeure que la transformation des structures de pouvoir ne dépasse pas les limites du quartier ou de

³⁴⁷ Dinerstein, 2003, «A Silent Revolution: The Unemployed Workers' Movement in Argentina and the New Internationalism», *op. cit.*, p. 89.

³⁴⁸ Epstein, 2006, *op. cit.*, p. 109.

³⁴⁹ Torres, 2009, *loc. cit.*, p. 287.

³⁵⁰ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 70.

ce qui est hors d'atteinte des *piqueteros* (de l'expérience qu'ils peuvent faire de la politique).

Dans cette même perspective, les *piqueteros* du MTD de Solano approfondissent l'expérience politique grâce à un bagage idéologique davantage articulé à une pratique plus assidue et quotidienne. L'organisation des réunions, le processus de prise de décisions ainsi que toutes leurs autres activités sont guidées par quatre principes : l'horizontalité, la participation, la démocratie participative et l'autonomie³⁵¹. L'application du premier principe fait appel à la transformation de l'expérience politique des membres pour favoriser une nouvelle conscience politique en dehors du péronisme. Il s'agit de changer au quotidien les relations inégales et hiérarchiques pour une organisation sociale empreinte d'égalité et de solidarité³⁵². Les membres du groupe s'efforcent d'y déconstruire la logique individualiste produite par le capitalisme pour susciter des valeurs centrées sur les besoins des gens³⁵³. Ils y arrivent à travers la création de micro-projets communautaires où le surplus de production de leur boulangerie contribue à financer d'autres projets à forte dimension territoriale, par exemple, des cliniques de santé, des garderies ou des ateliers de cuir ou de couture. La production constitue un processus d'apprentissage et de discussion pour développer des capacités et des liens collectifs solidaires³⁵⁴.

Ces projets, bien qu'ils paraissent relever de la sphère privée, font partie d'un processus de politisation parce qu'ils s'inscrivent dans une lutte territoriale qui relève davantage de la sphère publique³⁵⁵ comme en témoigne l'occupation illégale de terrains abandonnés en milieu urbain³⁵⁶ ou l'organisation de services dans les quartiers. L'application des quatre principes du groupe conduit à un changement

³⁵¹ Motta, 2009, *loc. cit.*, p. 95.

³⁵² Spagnolo, 2003, *op. cit.*, p. 108; Khorasane, 2007, *loc. cit.*, p. 767.

³⁵³ Dinerstein, 2003, «A Silent Revolution: The Unemployed Workers' Movement in Argentina and the New Internationalism», *op. cit.*, p. 95; Motta, 2009, *loc. cit.*, p. 97; Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 194.

³⁵⁴ Khorasane, 2007, *loc. cit.*, p. 768-769; Motta, 2009, *loc. cit.*, p. 94.

³⁵⁵ «La política que empieza por el afecto». *Página/12*, 10 août 2009, *loc. cit.*

³⁵⁶ L'occupation illégale de terrains abandonnés dans le quartier San Francisco Solano constitue une stratégie de mobilisation sociale influencée par l'héritage d'organisation communautaire de la théologie de la libération dans les années 1980 (voir section 3.1.2).

social circonscrit à des espaces politiques locaux de contre-pouvoir en vertu d'un processus d'autodétermination par le bas, l'État n'étant par le lieu où il peut se produire³⁵⁷. Le pouvoir est au cœur des nouvelles relations sociales qui permettent aux communautés de prendre le contrôle du territoire. La transformation de la structure de l'organisation sociale est donc cruciale pour transformer le pouvoir politique en périphérie du système politique. Cependant, le groupe ne démontre plus aucune intention de transformer ses espaces de contre-pouvoir en un mécanisme lui permettant de mener une lutte politique à l'État. En se désolidarisant de la CTDAV, la radicalité de leur rapport d'autonomie les confine à l'isolation. En négligeant le pouvoir politique des gouvernements municipal et provincial, l'apparition d'une dynamique de changement par la base semble peu probable.

Par contre, le rapport d'autonomie entretenu par le *Movimiento Teresa Rodríguez* (MTR) a pour but de substituer le pouvoir officiel grâce à un double-pouvoir qui s'est développé dans les espaces politiques *piqueteros*³⁵⁸. Comme les autres groupes autonomistes, le MTR recrée sur un territoire donné une culture de travail à travers ses projets communautaires, mais il le fait dans une perspective qui va au-delà du local. Ces *piqueteros* privilégient non seulement la démocratie participative dans leurs espaces, mais aussi la création d'alliances organisationnelles entre les différents groupes *piqueteros* non péronistes afin d'agir tel un double-pouvoir qui coexiste en opposition (ou en résistance) au pouvoir institué³⁵⁹.

Le MTR fut l'un des premiers groupes à souhaiter créer une instance *piquetera* au niveau national (table de coordination nationale) aux côtés du *Polo Obrero*, MTL, CTDAV, *Movimiento Independiente de Jubilados y Pensionados* et le *Frente de Trabajadores Combativos* lors des Assemblées Nationales *Piqueteras* en 2001 et 2002³⁶⁰. L'entrée au pouvoir de Kirchner en 2003 – et surtout sa stratégie

³⁵⁷ Dinerstein, 2003, «A Silent Revolution: The Unemployed Workers' Movement in Argentina and the New Internationalism», *op. cit.*, p. 92; Motta, 2009, *loc. cit.*, p. 98.

³⁵⁸ Svampa et Pereyra, 2009, *op. cit.*, p. 198.

³⁵⁹ *Ibid.*, p. 64.

³⁶⁰ «Miles de manifestantes se reunieron en Plaza de Mayo». *La Nación.com*, 16 février 2002, [En ligne]. http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=374578 (page consultée le 15 mars 2011).

d'institutionnaliser les *piqueteros* qui lui sont favorables – a tôt fait de provoquer des dissensions entre les différents groupes et a mené à l'abandon de l'Assemblée Nationale. Les alliances organisationnelles avec les autres groupes, témoignant d'un changement dans l'organisation sociale en périphérie, sont envisagées par le MTR comme un tremplin pour impulser une transformation au niveau national, soit au cœur du système. Même à l'extérieur des espaces institutionnels, la création d'une instance nationale *piquetera* aurait pu agir en tant que double-pouvoir face au gouvernement national et impulser des changements à la structure du pouvoir politique au cœur du système. Depuis, le cœur est demeuré à peu près inatteignable aux actions des *piqueteros* non péronistes. Malgré cela, le MTR se joignait en 2009 au *Frente de Lucha por Cooperativas sin Punteros* aux côtés d'autres groupes pour constituer un front de lutte face au gouvernement péroniste. Les dénonciations relatives à la distribution clientéliste des programmes sociaux se font entendre au cœur de la capitale, sans pour autant avoir encore produit des changements significatifs dans la structure des bénéfices au niveau national.

Que ce soit un pouvoir parallèle, un contre-pouvoir ou un double pouvoir, qu'il s'articule face à l'État ou en complète dissociation, le rapport d'autonomie rend possible la création d'espaces politiques ne reproduisant pas les relations de pouvoir issues du clientélisme. Les règles et les attentes induites par les relations patron-client se retrouvent en contradiction avec un système d'idées et de valeurs qui ne leur sont pas compatibles, ce qui fait obstacle à l'expansion des réseaux clientélistes au sein des espaces politiques *piqueteros*. Le CTDAV, l'UTD de General Mosconi et le MTR possèdent ainsi des espaces de contre-pouvoir qu'ils utilisent pour confronter le gouvernement local en dehors des structures institutionnelles. Quant au cœur du système politique, plusieurs groupes ont créé des véhicules politiques ou se sont alliés à des partis politiques de gauche pour affronter les gouvernements dans les espaces institutionnels.

Bien que ces *piqueteros* constituent une alternative politique aux différents courants politiques nés du péronisme, leur succès n'est pas assuré pour autant. Aux

élections présidentielle et législative de 2007, les *piqueteros* étaient représentés au sein des partis politiques de gauche suivants : *Partido Obrero (Polo Obrero)*; *Movimiento Socialista de los Trabajadores (Movimiento Sin Trabajo "Teresa Vive")*; *Movimiento al Socialismo*³⁶¹ au sein de l'alliance *Frente de Izquierda y los Trabajadores por el Socialismo (Frente de Trabajadores Combativos)*; *Movimiento Independiente de Jubilados y Desocupados* (le parti a gardé le même nom que le groupe *piquetero*); *Partido Comunista de la Argentina (Movimiento Territorial de Liberación)*. Ils ont presque tous présenté des candidats aux postes de président, vice-président et députés nationaux. Seul le candidat du *Partido Obrero* de la province de Salta a récolté le maximum de votes parmi ces groupes, soit 2,7 % pour un poste de député national³⁶². Dans les autres provinces, les candidats de ces partis ont récolté des pourcentages de votes encore plus faibles. Les résultats ne furent pas plus élevés aux élections provinciales et municipales, à l'exception de l'élection d'un député provincial du *Partido Obrero* à Salta³⁶³. Somme toute, le contre-pouvoir des *piqueteros* dans les espaces institutionnels est loin de produire des transformations politiques. Une dynamique de changement par le haut au moyen de la transformation de la structure du pouvoir politique au cœur du système politique est donc très peu probable dans ces circonstances.

³⁶¹ À ne pas confondre avec le parti du même nom en Bolivie.

³⁶² Ministerio del Interior, Presidencia de la Nación (Argentina). *Resultados Históricos (Elecciones 2007. Presidente. Legislativas)*, [En ligne]. http://www.mininterior.gov.ar/asuntos_politicos_y_aleccionales/dine/infogral/RESULTADOS%20HISTORICOS/2007.pdf (page consultée le 25 mars 2011).

³⁶³ Gobierno de la provincia de Salta (Argentina). *Nómina oficial de autoridades*, [En ligne]. <http://www.salta.gov.ar/html/pdf/NOMINADEFINITIVA.pdf> (page consultée le 25 mars 2011).

CONCLUSION

En comparant les réflexions théoriques issues du cas de la Bolivie avec celles de l'Argentine, nous avons d'abord pu constater que les mouvements sociaux possèdent la capacité d'impulser des transformations au sein du système politique. Deux dynamiques de changement se révèlent; d'une part, les mouvements sociaux entraînent des transformations dans la périphérie du système, soit l'apparition de nouvelles formes de représentation et de participation politiques et l'établissement d'un rapport d'autonomie envers les institutions politiques. D'autre part, grâce à une dynamique de changement par le haut, ils peuvent mettre en place des mécanismes de gouvernance et d'inclusion, entraîner des modifications aux politiques et provoquer des réformes structurelles qui, dans le cas de la Bolivie, ont mené à l'adoption d'une nouvelle constitution politique de l'État qui incarne le cœur même du système politique.

D'après nos recherches, les mouvements sociaux en Argentine semblent impulser, à partir d'une dynamique de changement par le bas, davantage de transformations politiques dans la périphérie du système institutionnelle (voir appendice A). En raison de leur distance avec le cœur du système politique, ils produisent des impacts significatifs dans les structures de pouvoir qui leur sont plus accessibles, soit celles de l'idéologie, des valeurs (normative) et de l'organisation sociale. Bien que les mouvements puissent produire des impacts au cœur du système dans les structures des bénéfices et du pouvoir politique, les changements sont toutefois plus modestes que ceux apparaissant en périphérie. En observant les transformations politiques impulsées par les différents groupes du mouvement *piquetero* à l'égard du clientélisme, il apparaît que les structures des bénéfices et du pouvoir politique en périphérie présentent plus de changements que nous l'avions envisagé au départ. Revoyons alors sommairement la manière dont ils produisent des transformations selon la grille d'analyse des structures de pouvoir.

Transformations politiques dans les structures idéologique et normative

S'il est courant pour les partis politiques d'utiliser le clientélisme comme instrument pour gagner les élections, il faut reconnaître que le parti péroniste produit un impact considérable sur les idées et les valeurs présentes dans la périphérie du système politique. En manipulant à son avantage le bagage idéologique et normatif du péronisme, il a pu mettre en place un modèle de médiation clientéliste qui est peu remis en cause par les *piqueteros* d'allégeance péroniste. Non seulement l'appareil clientéliste péroniste individualise les problèmes et personnalise les solutions, mais il le fait à travers des relations de pouvoir inégales par lesquelles les patrons et les *punteros* distribuent les ressources de l'État comme s'il s'agissait d'un acte de solidarité et de compassion pour les gens dans le besoin.

En proposant une nouvelle forme de représentation politique, les *piqueteros* entraînent des changements dans les structures idéologique et normative qui affectent l'étendue du clientélisme en périphérie du système. L'un des éléments les plus importants pouvant impulser des transformations politiques dans les autres structures se retrouve dans l'affirmation de l'identité *piquetera*. Les luttes que poursuivent les *piqueteros* au moyen de barrages routiers et de projets communautaires favorisent l'émergence d'une **conscience politique collective**. Cette dernière constitue une transformation de l'expérience politique au quotidien qui tend vers une plus grande inclusion grâce au développement de relations sociopolitiques collectives, solidaires et égalitaires. En quelque sorte, l'identité *piquetera* offre des espaces d'émancipation et de reconnaissance par lesquels les chômeurs récupèrent leur dignité en devenant des sujets actifs. L'action collective leur permet d'acquérir des connaissances et des capacités liées à la mobilisation et la pratique des lieux du pouvoir, qu'ils exercent lors d'assemblées et d'activités de défense de leur droit à l'emploi face à l'État. L'**identité piquetera** est donc un véhicule d'inclusion sociale et politique qui favorise l'expression d'une nouvelle conscience politique à l'égard des problèmes et des solutions qu'ils interprètent selon une perspective collective.

Cette nouvelle conscience politique est à l'origine des initiatives que certains groupes *piqueteros* ont mises de l'avant pour collectiviser les solutions et se libérer de la culture assistancialiste de l'État. Ces *piqueteros* ont développé une conscience politique à partir des influences idéologiques de partis politiques de gauche (communisme, socialisme), du mouvement syndical (coopératisme) ainsi que des traditions d'organisation communautaire qui offrent un cadre d'interprétation du rôle de l'État et des relations politiques que les citoyens doivent entretenir à son endroit. La marginalisation des chômeurs est perçue comme le résultat de l'application des réformes néolibérales et fait alors appel aux responsabilités collectives de l'État (et des multinationales) envers les problèmes auxquels ils sont confrontés. Particulièrement pour l'UTD de General Mosconi, le MTL, le *Polo Obrero* et la CTDAV, un autre modèle d'organisation du travail est souhaité en promouvant une **culture de travail véritable ou digne** par laquelle les *piqueteros* peuvent s'affranchir de la culture assistancialiste. La mise en application de cette culture entraîne d'ailleurs des transformations dans la structure de l'organisation sociale au moyen de modèles de travail coopératifs ou non-capitalistes.

Plusieurs transformations politiques à l'égard du clientélisme sont impulsées grâce à l'établissement d'un **rapport d'autonomie** envers l'État et la politique traditionnelle. Ce rapport d'autonomie émerge d'une profonde critique de la façon traditionnelle de faire de la politique que les *piqueteros* associent aux pratiques clientélistes. L'*Argentinazo* en 2001 a constitué l'expression d'un rejet généralisé de la classe politique de même que des institutions politiques que les manifestants considéraient non représentatives et corrompues. C'est d'ailleurs le moment, depuis l'application des réformes néolibérales, où la conscience politique collective s'est manifestée le plus fortement au cœur du système politique. Cette conscience aurait pu entraîner des transformations d'une plus grande ampleur si le mouvement *piquetero* ne s'était pas fragmenté par la suite. Puis, certains groupes *piqueteros* se sont organisés indépendamment de toute représentation politique institutionnelle en rejetant toute médiation entre eux l'État. L'exclusion dans laquelle ils sont placés ne

les incite pas à se rapprocher de l'État, comme le prétend Davis, mais à demeurer à distance en vertu d'un processus conscient et affirmé s'exprimant dans le rapport d'autonomie.

L'autonomie témoigne d'une conscience politique à l'égard du pouvoir d'influence des réseaux clientélistes qui accompagne la distribution des subsides destinés aux chômeurs. Nous avons pu constater que l'UTD de General Mosconi et la CTDAV rejettent toute influence partisane dans leurs rangs afin de résister contre la cooptation exercée par les patrons péronistes. Ils expriment en effet une volonté de se dissocier de la politique institutionnelle en refusant tant l'intégration de leurs délégués au sein des structures institutionnelles (relation de clientélisme-patronage) que la création d'un parti politique *piquetero*. Pour les groupes liés à des partis politiques de gauche, le rapport d'autonomie envers la politique institutionnelle vise plus spécifiquement les syndicats d'allégeance péroniste, les différentes tendances du parti péroniste ainsi que les pratiques clientélistes qui leur sont associées. Il s'agit de rejeter la médiation politique péroniste et le modèle assistancialiste qui en découle pour réinventer un monde social et politique en opposition à l'identité péroniste.

Pour eux, les transformations politiques sont donc uniquement envisageables dans un rapport d'autonomie. C'est par l'établissement de ce rapport de distance avec l'État que les *piqueteros* peuvent collectiviser les subsides, s'affranchir de la culture assistancialiste et protéger leurs espaces politiques en contournant la médiation clientéliste. Sans la conscience politique sur laquelle le rapport d'autonomie repose, les *piqueteros* (comme ceux de la FTV) sont dans l'impossibilité de susciter une pensée critique envers le gouvernement péroniste et le modèle d'assistance qu'il a développé pour coopter les mouvements sociaux et les secteurs marginalisés de la population. La question des subsides a d'ailleurs constitué la pierre d'achoppement qui entraîna la fragmentation de ce qui aurait pu devenir un mouvement unifié *piquetero*. D'un côté, les groupes favorables aux politiques péronistes se sont rapprochés du gouvernement pour recevoir davantage de subsides, ce qui a renforcé la médiation qui en découle. D'autre part, les groupes évoluant dans un rapport

d'autonomie ont pu s'affranchir partiellement de leur dépendance envers ces subsides. En effet, une contradiction apparaît entre leur volonté d'autonomie et le recours aux subsides dont ils ne peuvent complètement se passer. Toutefois, le MTL a réussi à développer une autonomie financière suffisante afin de la surpasser et de créer des espaces politiques protégés contre les réseaux clientélistes. Ces *piqueteros* ont transformé leur rapport avec l'État de sorte que leur degré d'affranchissement est beaucoup plus élevé que ceux d'allégeance péroniste.

C'est en effet grâce au rapport d'autonomie (fondée sur des positions idéologiques) envers la politique institutionnelle que d'autres transformations politiques sont impulsées dans les structures de l'organisation sociale, des bénéfices et du pouvoir politique. En même temps, cette autonomie représente aussi l'agrégat des changements réalisés dans ces structures de pouvoir, sans quoi, l'identité *piquetera* et l'émergence d'une conscience politique collective ne peuvent à elles seules garantir un affranchissement envers les pratiques clientélistes. On peut cependant s'interroger sur l'ampleur de ces transformations au sein de la société civile. Il est difficile de répondre à cette question mais il est possible d'affirmer d'ores et déjà que les transformations dans les structures idéologique et normative ne dépassent pas les limites de la périphérie du système politique, alors que le péronisme, incarné par les gouvernements Kirchner, trouve encore largement un écho auprès de la population.

Au cœur du système, les idées et les façons de faire de la politique sont manifestement hors de portée des *piqueteros* évoluant dans un rapport d'autonomie. Quoi qu'il en soit, pour transformer ces structures, encore faudrait-il qu'ils aient l'intention d'accéder aux structures institutionnelles nationales. Ces espaces politiques sont de toute évidence dominés par les différentes tendances politiques péronistes qui, en vertu du monopole qu'elles exercent sur les idées et les valeurs ayant cours au cœur du système, peuvent subordonner la périphérie et limiter l'accès à ces mêmes espaces. Seuls les *piqueteros* de la FTV peuvent y avoir accès parce qu'ils adhèrent au péronisme. De leur côté, les *piqueteros* s'intégrant à des partis de

gauche ont tenté sans grand succès de faire élire leurs candidats afin d'accéder aux espaces politiques au cœur du système et offrir une autre représentation politique.

Transformations politiques dans la structure de l'organisation sociale

Autant dans la capitale qu'en province, l'appareil clientéliste péroniste a pu se développer grâce à son influence dans la structure de l'organisation sociale des communautés en périphérie du système politique. Autour de Buenos Aires, le parti péroniste a implanté un modèle de médiation clientéliste en superposant son réseau politique aux réseaux communautaires informels des quartiers défavorisés et ouvriers. Les *unidades básicas* du parti péroniste sont devenues des lieux d'appartenance et de socialisation favorisant l'inclusion sociale et politique des personnes défavorisées. Les pratiques clientélistes ont organisé la représentation et la participation politiques des habitants des quartiers autour d'un ensemble d'idées et de valeurs péronistes en échange de leur allégeance au parti. En province, le modèle de médiation clientéliste est surtout contrôlé par des maires et des gouverneurs péronistes à tendance autoritaire. Les réseaux clientélistes sont développés de manière à ce que le patron péroniste puisse dominer le processus politique formel au niveau local.

Dans ce contexte, les *piqueteros* possèdent tout de même le potentiel d'impulser, en s'appuyant sur des changements effectués dans les structures idéologique et normative, des transformations dans la structure de l'organisation sociale en périphérie du système politique. Les *piqueteros* proposent des **modèles d'organisation du travail** fondés sur une culture de travail fortement inspirée de l'histoire des communautés dont ils sont issus. En province, le syndicalisme et l'ancienne intégration sociale développée autour de YPF ont inspiré la promotion d'une culture de travail véritable pour s'affranchir de l'assistance de l'État et des réseaux clientélistes et ainsi acquérir une certaine dignité. En effet, la culture de travail véritable comporte la création d'emplois formels dans le système économique actuel que les *piqueteros* organisent selon les principes d'autogestion et de solidarité. Les projets coopératifs qu'ils mettent sur pied contribuent à rassembler plusieurs

secteurs de la population et à recomposer les liens sociopolitiques de manière plus horizontale. En visant l'amélioration des conditions de vie de la communauté, ces projets produisent des retombées concrètes qui confèrent aux *piqueteros* de la légitimité et un certain poids politique dans la sphère politique locale. Grâce à ce pouvoir, l'UTD de General Mosconi et le MTL réussissent à confronter les patrons et à protéger leurs espaces des pratiques clientélistes. D'une certaine façon, ils s'imposent comme une alternative politique en offrant à la communauté des espaces d'inclusion exempts de la logique clientéliste.

D'autre part, les formes d'organisation communautaire des quartiers populaires du Grand Buenos Aires ont inspiré la promotion d'une culture de travail digne s'exprimant telle une rupture avec le système économique dominant. Les *piqueteros* tentent de mettre en place, selon les besoins de la communauté, une économie alternative fondée sur des valeurs d'égalité et de solidarité. La culture de travail digne est alors centrée sur une forme de production non-capitaliste qui ne vise pas l'exploitation, ni la recherche du profit. L'organisation des emplois et des services se concrétise par la mise sur pied de projets qui visent la réappropriation des espaces délaissés par l'État au sein desquels les *piqueteros* déconstruisent la logique individualiste. Ils y développent une communauté d'appartenance et des espaces de sociabilité où se reconstruisent des liens sociopolitiques plus égalitaires et fondés sur une réelle entraide collective. Puisque ces liens semblent être tissés plus serrés que ceux de la culture de travail véritable, les *piqueteros* se protègent mieux contre l'intrusion de médiateurs politiques clientélistes ou de pratiques clientélistes. Il demeure cependant que la reproduction de la culture de travail digne atteint rapidement ses limites au sein de la périphérie du système. Les transformations politiques impulsées par ce modèle d'organisation du travail sont marginales étant donné leur rupture avec le système politique et économique actuel. Malgré tout, les expériences politiques émergeant du travail digne agissent comme des mécanismes d'inclusion qui concurrencent la fonction d'intégration sociale et politique de l'appareil clientéliste péroniste sur son propre terrain.

Les projets et les réseaux communautaires, les barrages routiers et les marches de protestation sont autant de lieux politisés qui permettent d'organiser les relations politiques autour d'un exercice de démocratie participative. À titre de transformation dans la structure de l'organisation sociale, les **assemblées** sont l'expression même d'une façon de faire de la politique qui diffère de la politique institutionnelle. Utilisé d'abord par les groupes *piqueteros* et récupéré ensuite par le mouvement des assemblées de voisins, ce mécanisme démocratique leur permet de délibérer sur les problèmes de leur communauté et de prendre ensemble des décisions, parfois par consensus. Cette forme de gouvernance démocratique sur les affaires de la collectivité est alors accessible aux membres qui développent entre eux des relations horizontales. Les *piqueteros* tentent de ne pas y reproduire les modèles de pouvoir hiérarchique des institutions politiques, ni les relations de domination véhiculées par le clientélisme. Le leadership d'une assemblée est assigné selon un système rotatif empêchant un leader de s'approprier personnellement le pouvoir et de dicter les décisions à prendre sans consulter le groupe. Ce n'est donc pas dans un rapprochement vers l'État que les *piqueteros* approfondissent la démocratie, mais dans un rapport d'autonomie en dehors des structures institutionnelles.

Par ailleurs, il n'y a pas que l'indépendance idéologique à l'égard de la politique institutionnelle et du péronisme qui entre dans la construction du rapport d'autonomie mais aussi l'indépendance organisationnelle (**autonomie organisationnelle**). Des groupes *piqueteros*, comme la CTDV, l'UTD de General Mosconi et le MTD de Solano, s'organisent indépendamment de l'État, des partis politiques et des syndicats de manière à éviter toute médiation clientéliste. Pour d'autres *piqueteros*, l'autonomie organisationnelle s'exprime plus spécifiquement en rapport au parti péroniste et aux syndicats d'allégeance péroniste. Par exemple, le MTL présente un solide rapport d'autonomie envers l'État et le gouvernement péroniste en vertu de liens qu'il a développé avec la CTA et le *Partido Comunista de la Argentina*. Ces liens ont permis au MTL d'avoir accès à des sources de financement et à une expertise légale et technique pour mettre en œuvre des projets

coopératifs qui lui sont propres. Cette transformation politique sur le plan organisationnel mène à des changements dans la structure des bénéfices en périphérie du système comme l'autonomie financière.

En ce qui concerne le cœur du système politique, les *piqueteros* ont eu l'opportunité en 2001-2002 d'impulser une transformation dans la structure de l'organisation sociale lors de l'**Assemblée Nationale Piquetera**. Ils avaient, en ce temps-là, le projet de créer une instance *piquetera* au niveau national qui aurait pu s'imposer sur la scène nationale et faire contrepoids au parti péroniste face à l'État. Des dissensions autour de l'utilisation des subsides et des méthodes de luttes face à l'État ont tôt fait de provoquer la fragmentation du mouvement *piquetero*. Son potentiel transformateur a définitivement été affaibli dans les années suivant l'élection de Kirchner. D'un côté, la volonté du gouvernement d'institutionnaliser les *piqueteros* d'allégeance péroniste a engagé la FTV à se rapprocher de l'État et, en même temps, à s'éloigner des groupes *piqueteros* contestataires. Ces derniers ont, d'autre part, été victimes de répression policière de la part du gouvernement et se sont retrouvés encore plus isolés. L'articulation des luttes au niveau national entre les différents groupes *piqueteros* ne fut plus possible, chacun se repliant dans des positions idéologiques parfois irréconciliables. Ne détenant plus un rapport de force envers le gouvernement national, les *piqueteros* ont été dans l'impossibilité d'impulser des transformations au cœur du système politique.

Transformations politiques dans la structure des bénéfices

Grâce à plusieurs années au pouvoir, le parti péroniste (et ses différentes tendances) a pu mettre sur pied un appareil clientéliste grâce au contrôle qu'il exerce sur les ressources de l'État. Dans le but de maintenir une base partisane et de contrôler la mobilisation sociale, les médiateurs politiques péronistes au niveau local s'approprient, entre autres, les subsides du *Plan Jefas y Jefas de Hogar Desocupado* pour les échanger contre l'allégeance politique de leurs clients. Ces ressources clientélistes personnalisent les solutions aux problèmes collectifs des communautés,

ce qui ne ressemble en rien à une politique sociale universelle. Elles se manifestent comme une assistance sociale "privatisée" dispensée uniquement aux clients qui accordent leur allégeance au parti péroniste.

Dans le but de court-circuiter la gestion clientéliste de l'appareil péroniste au niveau municipal, le gouvernement de l'*Alianza* a confié la gestion directe de 10 % des subsides du *Plan Jefas y Jefes de Hogar Desocupado* à plusieurs organisations *piqueteras*. La gestion directe d'une partie des subsides a permis à certains *piqueteros* de mettre en commun les ressources financières et les contre-prestations liées aux subsides pour collectiviser les solutions à leurs problèmes. De cette façon, ils peuvent évacuer la nature clientéliste des subsides en lui attribuant un caractère collectif. Ils utilisent l'argent et les contre-prestations pour mettre sur pied des projets communautaires et appuyer leurs activités de construction politique. À titre de transformation dans la structure des bénéfices, la **collectivisation des subsides** permet aux *piqueteros* de contourner la médiation clientéliste et de s'affranchir de la culture assistencialiste.

En effet, les projets coopératifs et communautaires génèrent des retombées, par exemple des emplois et des services, qui visent l'amélioration des conditions de vie des communautés et non pas seulement celles des *piqueteros*. Ces projets produisent un impact non négligeable au sein de la communauté en concrétisant la culture de travail véritable et digne et en favorisant les liens d'appartenance au territoire qui rassemblent les membres autour des projets. En retour, la communauté confère de la légitimité aux groupes *piqueteros* avec laquelle ils peuvent jouir d'un certain poids dans la sphère politique locale. C'est grâce à ce pouvoir politique que les *piqueteros* réduisent la marge de manœuvre des réseaux clientélistes et contribuent à endiguer l'expansion de la culture assistencialiste en périphérie du système politique.

Les *piqueteros* réussissent donc à collectiviser les solutions grâce aux transformations politiques réalisées dans les structures précédentes. Sans les modèles d'organisation du travail inspirés de la culture de travail véritable et digne, le rapport

d'autonomie et la dimension émancipatrice de l'identité *piquetera*, ils auraient de la difficulté à manifester un potentiel de transformation à l'égard du clientélisme. Il subsiste pourtant une contradiction entre l'expression d'un rapport d'autonomie et l'utilisation des subsides. L'affranchissement de la dépendance envers l'assistance de l'État ne peut se réaliser complètement mais le MTL semble être le seul groupe *piquetero* qui ait dépassé cette dépendance financière. À l'aide des liens qu'il a créés avec la CTA et le PC, le groupe a pu avoir accès à d'autres sources de financement pour mettre sur pied des projets coopératifs indépendamment des subsides de l'État. L'**autonomie financière** du MTL envers l'État leur permet de protéger leurs espaces politiques de l'influence des réseaux clientélistes et de déterminer leur propre agenda politique.

Enfin, ce qui aurait pu se révéler comme une transformation de la structure des bénéfices au cœur du système est l'instauration d'une assurance-chômage résultant de réelles politiques sociales universelles. Lorsque les *piqueteros* ont réclamé une réparation historique, ils en appelaient à la responsabilité collective de l'État dans la résolution des problèmes entraînés par les réformes néolibérales. Plusieurs groupes *piqueteros* ont revendiqué des allocations de chômage devant être perçues et reçues tel un **droit social**. C'est l'**universalité des programmes sociaux** fondés sur de réelles politiques sociales dont il était question. Même si les *piqueteros*, à travers la FRENAPPO, avaient jadis influencé le *Plan Jefas y Jefes de Hogar Desocupado* vers une plus grande inclusion, l'universalité ne fut jamais atteinte, d'autant plus que ce programme a été presque démantelé par la suite au profit d'autres programmes d'assistance temporaire. Les patrons péronistes au niveau local ont conservé leur pouvoir discrétionnaire sur la distribution des subsides.

Jusqu'à présent, le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner n'a manifesté aucune intention d'instaurer un véritable système national de sécurité sociale. Le cœur du système a, en effet, une grande influence sur les espaces institutionnels de la périphérie. Si la volonté de changer la structure des bénéfices ne provient pas du palier national, il est peu probable que les provinces puissent le faire

étant donné que leurs pouvoirs sur les affaires sociales sont subordonnés au pouvoir exécutif du gouvernement national.

Transformations politiques dans la structure du pouvoir politique

Comme nous avons pu le constater, l'appareil clientéliste péroniste a inévitablement modifié la structure du pouvoir politique en périphérie du système. Il exerce un contrôle sur la médiation politique entre l'État et les citoyens et conséquemment, sur l'inclusion à la sphère politique locale. Les patrons créent une confusion entre l'infrastructure péroniste et les structures étatiques, ce qui leur permet de distribuer les ressources de l'État comme si elles étaient des faveurs méritées. Ce rapport de pouvoir inégal empêche le client de réclamer les ressources dont il a besoin en tant qu'un droit social à moins qu'il s'engage dans une lutte collective face à l'État. Dans certaines sphères politiques locales, les réseaux clientélistes parviennent même à monopoliser la participation politique qui se trouve à être animée par des intérêts personnels (au lieu d'intérêts collectifs). En pareilles circonstances, certains groupes *piqueteros* réussissent à s'imposer en alternative politique en dehors des structures institutionnelles en vertu d'un rapport d'autonomie. Sans quoi, le rapprochement de l'État ne mène qu'à une inclusion personnaliste et hiérarchique où les citoyens ne jouissent pas d'un réel pouvoir politique. Ce dernier est en quelque sorte inaccessible, car l'appareil clientéliste péroniste s'alimente de relations politiques inégales pour maintenir l'exclusion des citoyens du pouvoir politique ou du moins, s'ils en bénéficient, ce n'est que pour servir les intérêts du parti péroniste.

L'établissement d'un **rapport d'autonomie** envers la politique institutionnelle est sans aucun doute la transformation la plus susceptible d'entraîner d'autres changements dans la structure du pouvoir politique en périphérie du système. L'autonomie est un rapport construit d'abord à partir d'une conscience politique fondée sur le rejet de toute médiation politique entre les *piqueteros* et l'État. Pour d'autres *piqueteros*, l'autonomie est davantage un rejet la médiation péroniste et de toutes institutions politiques d'allégeance péroniste. Dans les deux cas, les *piqueteros*

parviennent à contourner la médiation clientéliste et à transformer les relations politiques de manière à s'affranchir de la dépendance envers les réseaux clientélistes. La création d'alliances avec d'autres organisations non péronistes et la collectivisation des subsides procurent aux *piqueteros* l'indépendance nécessaire pour exercer leur rapport d'autonomie. En effet, grâce à la gestion directe des subsides, les *piqueteros* disposent d'une marge de manœuvre plus grande pour déterminer leur propre agenda politique et ainsi éviter la confrontation avec les médiateurs clientélistes.

Grâce au rapport d'autonomie, les *piqueteros* peuvent constituer un **contre-pouvoir** (ou un pouvoir populaire) par lequel ils créent en dehors des structures institutionnelles des espaces politiques exempts de clientélisme. Lorsque le parti péroniste contrôle la politique locale, les *piqueteros* parviennent à se constituer en contre-pouvoir en déployant un pouvoir disruptif (barrages de routes) leur permettant d'établir un rapport de force suffisant pour acquérir des ressources sans la médiation clientéliste. Par contre, la répression policière met en péril ce pouvoir en isolant de plus en plus les *piqueteros* dans l'illégalité. Le rapport de force s'acquiert également quand certains groupes *piqueteros* coordonnent leurs luttes politiques avec celles d'autres groupes ou des syndicats locaux. En joignant leurs efforts, même s'il ne s'agit pas uniquement de revendications liées aux subsides, ils établissent un plus grand rapport de force envers l'État. Puis, la légitimité politique que les communautés confèrent aux *piqueteros*, par l'intermédiaire de leurs projets, leur permet de prendre des décisions sur le développement régional et de confronter les pouvoirs locaux sur la gestion clientéliste des communautés. En raison de ce rapport de force, ces *piqueteros* modifient la structure du pouvoir politique en s'imposant en une alternative politique non péroniste qui ne reproduit pas les pratiques clientélistes. Cette transformation politique pourrait toutefois avoir moins d'importance dans la sphère politique locale depuis que le gouvernement Kirchner dépeint les *piqueteros* dissidents comme des voyous troublant l'ordre public, les communautés pourraient leur accorder moins de crédibilité.

Suivant la perspective du MTD de Solano, le contre-pouvoir est un processus d'autodétermination qui s'envisage uniquement par le bas, car l'État n'est pas le lieu où peut se produire un changement social ou politique. En effet, ces *piqueteros* mettent en place des projets et organisent des activités politiques qui visent l'émancipation des membres envers l'assistance de l'État et des réseaux clientélistes. Une autre façon de faire de la politique se développe au moyen de mécanismes de démocratie participative (ex. : assemblées, délibérations, prise de décisions par consensus). Le contrôle démocratique empêche l'intrusion de leaders personnalistes et de réseaux clientélistes aux espaces *piqueteros* qui se retrouvent hors de leur atteinte. Contrairement à l'inclusion personnaliste et hiérarchique qu'offre l'appareil clientéliste péroniste, les espaces *piqueteros* favorisent plutôt une inclusion politique et sociale guidée par l'intérêt collectif. Ainsi, ce n'est pas dans un rapport de rapprochement vers l'État que les *piqueteros* produisent des transformations politiques mais par une dynamique de changement par le bas à l'extérieur des structures institutionnelles. D'une part, le rapport d'autonomie protège leurs espaces politiques contre l'influence du clientélisme et d'autre part, l'exercice d'un contre-pouvoir concurrence les réseaux clientélistes en réduisant leur marge de manœuvre à l'extérieur du processus politique formel. Cependant, le contre-pouvoir développé par les groupes autonomistes témoigne d'une difficulté à dépasser les limites du quartier ou de la communauté où il est ancré. De plus, les espaces politiques *piqueteros* ne sont pas complètement imperméables contre l'influence du péronisme qui détient une force évocatrice auprès de la population et des *piqueteros* en général.

En ce qui concerne la structure du pouvoir politique au cœur du système, les transformations présentent moins d'impacts que celles en périphérie. Toutefois, lorsque les *piqueteros* dirigent leurs revendications vers l'État national et organisent la mobilisation sociale dans les rues de la capitale, ils **déplacent le lieu de la négociation** à un niveau qui leur assure un maximum d'impacts. Négocier directement avec le palier national leur rapporte des subsides mais le plus important est qu'ils contournent la médiation clientéliste des *punteros* et de maires péronistes au

niveau local. La proximité du siège du gouvernement national ainsi que la concentration démographique du pays dans la capitale sont des caractéristiques du cœur du système qui permettent aux *piqueteros* de se faire entendre et de forcer la négociation. Lorsque les démarches de revendications se déroulent en province, les *piqueteros* sont alors victimes de répression policière. Le lieu de la négociation demeure en périphérie sous le contrôle des patrons politiques. En fait, la mobilisation sociale au cœur du système ne possède plus la même capacité de produire des impacts qu'en 2001-2002. On le constate avec les dénonciations des *piqueteros* sur la distribution clientéliste du nouveau programme de subsides *Argentina Trabaja*, le gouvernement Kirchner n'a toujours pas répondu dans le sens d'une plus grande transparence. En plus, les *piqueteros* ne peuvent que contourner les patrons en ce qui a trait à la revendication des subsides, la distribution clientéliste subsiste encore.

Plusieurs autres initiatives ont été mises de l'avant par les *piqueteros* pour impulser des transformations dans la structure du pouvoir politique au cœur du système sans qu'elles aient obtenu beaucoup de succès. Par exemple, des *piqueteros* alliés à des partis politiques de gauche ont tenté leur chance, indépendamment des uns aux autres, aux **élections** de 2007 à titre d'**alternative politique** aux partis traditionnels. À tous les niveaux du gouvernement, les pourcentages de votes récoltés ont été si bas qu'il est peu probable d'y voir apparaître à moyen terme une dynamique de changement par le haut. D'un autre côté, les *piqueteros* de la FTV et la CCC ont eu l'opportunité de transformer le caractère institutionnel de l'État lorsqu'ils ont siégé aux Conseils Consultatifs (désormais dissous) qui avaient pour but de surveiller la gestion du *Plan Jefas y Jefes de Hogar Desocupado*. Leur **inclusion** au sein de ce **mécanisme de gouvernance** n'a pu rien changer au fait qu'il semble exister des patrons politiques aux commandes de l'appareil clientéliste péroniste au niveau national qui ont mis en échec les Conseils. Pour le reste, la volonté d'inclusion aux espaces institutionnels de même que le désir de se faire reconnaître auprès du gouvernement péroniste n'a pu que conduire ces organisations à se distancer de l'identité *piquetera* ainsi qu'à abandonner les barrages et les revendications de droits

sociaux. Bien qu'ils obtiennent davantage de subsides en se rapprochant de l'État, ces *piqueteros* se comportent tel un groupe d'intérêts dont plusieurs de leurs dirigeants se sont vus accorder des espaces d'inclusion hiérarchique et personnaliste au sein des structures institutionnelles.



C'est donc dire que les transformations politiques les plus significatives à l'égard du clientélisme sont impulsées par les *piqueteros* qui entretiennent un rapport d'autonomie envers le gouvernement péroniste et la politique. Cette distance révèle une dynamique de changement par le bas qui leur permet d'entraîner des transformations qui approfondissent l'exercice d'une démocratie participative en périphérie du système politique. Plusieurs de leurs initiatives ne visent pas à transformer le système mais à imaginer une autre façon d'y faire de la politique à l'extérieur des structures institutionnelles. À cause de leur position désormais repliée au niveau local, leur potentiel de transformation parvient difficilement à se manifester au-delà de la périphérie du système. Même si ces *piqueteros* réussissent à protéger leurs innovations politiques contre l'influence du clientélisme, leur dissociation à l'égard de l'État et de la politique institutionnelle nous paraît sans issue lorsqu'elle est envisagée à plus long terme. Comment peuvent-ils alors transformer l'État vers une plus grande gouvernance démocratique?

Les *piqueteros* ont laissé passer cette opportunité lorsqu'il était question de créer un mouvement national unifié en 2001-2002. Mais en raison de leur désarticulation, ils n'exercent plus aujourd'hui un rapport de force suffisant envers l'État pour espérer produire un impact au coeur du système. D'ailleurs, les conjonctures politiques ne sont guère favorables à impulser une telle initiative. L'absence d'alternance des partis au niveau national obstrue l'horizon politique qui, en fait, est monopolisée par les différentes tendances péronistes. Le rapprochement de *piqueteros* envers le gouvernement a démontré que le renforcement démocratique de

l'État n'est pas une transformation qu'ils sont capables d'impulser à l'égard du clientélisme. Cette stratégie a plutôt mené à la désactivation d'une grande partie des effectifs *piqueteros* et à réduire considérablement la contestation dans l'espace politique national. L'amélioration de la santé économique du pays a aussi contribué à amoindrir les frustrations collectives qui furent à l'origine de la mobilisation sociale au début des années 2000.

Somme toute, les *piqueteros* ont produit un impact considérable dans le paysage politique argentin, ce qui soulève d'autres questions de recherche. Que reste-il aujourd'hui des transformations politiques qu'ils ont impulsées au niveau local? Quel est l'héritage du mouvement *piquetero* dans les espaces politiques? Leurs méthodes de luttes seront-elles récupérées par d'autres mouvements qui suivront dans leur sillon? Les retombées des transformations politiques dans le temps font surgir la notion de durabilité. Présentent-elles une durée déterminée et comment pouvons-nous la mesurer? Ces questions pourront faire l'objet de recherches ultérieures.

L'étude des transformations politiques impulsées par les mouvements sociaux à l'égard du clientélisme révèle des liens entre l'État et la société civile qui sont généralement sous-étudiés dans la littérature scientifique. Ces connaissances nous en apprennent davantage sur le fonctionnement des systèmes politiques. À travers les structures de pouvoir du système argentin, les transformations ont dévoilé un modèle d'interactions clientélistes entre l'État et les mouvements sociaux. Elles agissent tel un mécanisme de contrôle sur l'inclusion et l'exclusion des acteurs sociaux au processus politique formel. Les caractéristiques du cœur du système argentin démontrent d'ailleurs la prédominance du péronisme sur la représentation politique de même que l'emprise du pouvoir exécutif du gouvernement national sur les pouvoirs des provinces. Les initiatives de transformations font ainsi ressortir la difficulté d'éradiquer ce modèle d'interactions clientélistes entre l'État et la société civile. Nous ne pouvons alors envisager l'étude des transformations du système politique sans prendre en compte la nature clientéliste des États latino-américains. On ne peut également ignorer l'apport des mouvements sociaux à la gouvernance

démocratique d'un pays uniquement parce qu'ils évoluent à l'extérieur des structures institutionnelles.

L'adoption des relations clientélistes en tant que critère d'analyse des transformations politiques présente des limites et peut susciter des questions auxquelles nous n'aurons pas de réponses. Notamment, le clientélisme ne peut définir à lui seul le potentiel transformateur des mouvements sociaux. D'autres éléments du système politique pourraient se voir transformés par eux. Les relations clientélistes demeurent toutefois incontournables lorsqu'il s'agit d'étudier les interactions entre l'État et la société civile. Au terme de cette recherche, la discussion théorique et le cadre d'analyse des structures de pouvoir pourront contribuer à étudier le fonctionnement d'autres systèmes politiques.

APPENDICE A

TRANSFORMATIONS POLITIQUES IMPULSÉES PAR LES GROUPES *PIQUETEROS* À L'ÉGARD DU CLIENTÉLISME

	Structures de l'idéologie et normative	Structure de l'organisation sociale	Structure des bénéfices	Structure du pouvoir politique
CŒUR		<i>Assemblée Nationale Piquetera (initiative de transformation)</i>	<i>Droit social : universalité des programmes sociaux (initiative de transformation)</i>	Déplacement du lieu de négociation <i>Alternative politique dans l'espace électoral (initiative de transformation)</i> <i>Inclusion aux mécanismes de gouvernance du Plan Jefas y Jefes de Hogar Desocupado (initiative de transformation)</i>
PÉRIPHÉRIE	Représentation politique émancipatrice de l'identité <i>piquetera</i> Nouvelle conscience politique collective Rapport d'autonomie (idéologique) Culture de travail véritable et digne	Modèle coopératif de l'organisation du travail Modèle non-capitaliste de l'organisation du travail Assemblées Rapport d'autonomie (organisationnelle)	Collectivisation des subsides Rapport d'autonomie (financière)	Rapport d'autonomie Contre-pouvoir

BIBLIOGRAPHIE

Perspectives théoriques

- Alvarez, Sonia E. et Arturo Escobar. 1992. «Conclusion: Theoretical and Political Horizons of Change in Contemporary Latin American Social Movements». In *The Making of Social Movements in Latin America: Identity, Strategy, and Democracy*, sous la dir. de Arturo Escobar et Sonia E. Alvarez, p. 317-329. Boulder: Westview Press.
- Alvarez, Sonia, Evelina Dagnino et Arturo Escobar (dir. publ.). 1998. «Introduction: The Cultural and the Political in Latin American Social Movements». Chap. in *Cultures of politics/politics of cultures: re-visioning Latin American social movements*, p. 1-29. Boulder: Westview Press.
- Audelo Cruz, Jorge M. 2004. «¿Qué es clientelismo? Algunas claves para comprender la política en los países en vías de consolidación democrática». *Estudios Sociales (Universidad de Sonora, México)*, vol. 12, no 24, p. 124-142.
- Bevir, Mark (dir. publ.). «Clientelism». In *Encyclopedia of governance*, éd. 2007, vol. 1.
- . (dir. publ.). «Governance». *Encyclopedia of governance*, éd. 2007, vol. 1.
- Bogdanor, Vernon (dir. publ.). «Clientelism». In *The Blackwell Encyclopaedia of political institutions*, éd. 1987.
- . (dir. publ.). «Patronage». In *The Blackwell Encyclopaedia of political institutions*, éd. 1987.
- Buechler, Steven M. 2000. *Social Movements in Advanced Capitalism: The Political Economy and Cultural Construction of Social Activism*. New York: Oxford University Press, 240 p.
- Calderón, Fernando, Alejandro Piscitelli et José Luis Reyna. 1992. «Social Movements: Actors, Theories, Expectations». In *The Making of Social Movements in Latin America: Identity, Strategy, and Democracy*, sous la dir. de Arturo Escobar et Sonia E. Alvarez, p. 19-36. Boulder: Westview Press.

- Chalmers, Douglas A., Scott B. Martin et Kerianne Piester. 1997. «Associative Networks: New Structures of Representation for the Popular Sectors?». In *The New Politics of Inequality in Latin America: Rethinking Participation and Representation*, sous la dir. de Douglas A. Chalmers, Carlos M. Vilas, Katherine Hite, Scott B. Martin, Kerianne Piester, Monique Segarra, p. 543-582. Oxford; New York: Oxford University Press.
- Davis, Diane E. 1999. «The power of distance: Re-theorizing social movements in Latin America». *Theory and Society*, vol. 28, no 4, p. 585-638.
- Della Porta, Donatella et Mario Diani. 2006. *Social Movements: An introduction*, 2^e éd. Malden, MA; Oxford: Blackwell, 345 p.
- Durazo Herrmann, Julián. 2006. «Subnational Politics and Regime Change in Mexico». Thèse de doctorat en science politique, McGill University, 357 p.
- Escobar, Arturo et Sonia E. Alvarez (dir. publ.). 1992. «Introduction: Theory and Protest in Latin America Today». Chap. in *The Making of Social Movements in Latin America: Identity, Strategy, and Democracy*, p. 1-15. Boulder: Westview Press.
- Escobar, Cristina. 1998. «Clientelism, Mobilization and Citizenship: Peasant Politics in Sucre, Colombia». Thèse de doctorat en sociologie, University of California, 524 p.
- Giugni, Marco. 2002. «Ancien et nouvel institutionnalisme dans l'étude de la politique contestataire». *Politique et Sociétés*, vol. 21, no 3, p. 69-90.
- Güneş-Ayata, Ayşe. 1994. «Clientelism: Premodern, Modern, Postmodern». In *Democracy, Clientelism, and Civil Society*, sous la dir. de Luis Roniger et Ayşe Güneş-Ayata, p. 19-28. Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers.
- Helmke, Gretchen et Steven Levitsky. 2006. «Introduction. Informal Institutions and Democracy in Latin America». Chap. in *Informal Institutions and Democracy: Lessons from Latin America*, p. 1-31. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Hermet, Guy, Bertrand Badie, Pierre Birnbaum et Philippe Braud (dir. publ.). «Accountability». In *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, éd. 2005.
- . (dir. publ.). «Clientélisme». In *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, éd. 2005.

- . (dir. publ.). «Gouvernance». In *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, éd. 2005.
- Hopkin, Jonathan. 2006. «Clientelism and Party Politics». In *The Handbook of Party Politics*, sous la dir. de Richard S. Katz et William J. Crotty, p. 406-412. London: SAGE.
- Kitschelt, Herbert et Steven I. Wilkinson. 2007. «Citizen-politician linkages: an introduction». Chap. in *Patrons, Clients, and Policies: Patterns of Democratic Accountability and Political Competition*, p. 1-49. New York: Cambridge University Press.
- Lipset, Seymour Martin (dir. publ.). «Corruption». In *The Encyclopedia of Democracy*, éd. 1995, vol. 1.
- . (dir. publ.). «Patronage». In *The Encyclopedia of Democracy*, éd. 1995, vol. 3.
- Máiz, Ramón. 2003. «Jama, caleta y camello: la corrupción como mecanismo de autorrefuerzo del clientelismo político». *Revista Mexicana de Sociología (Instituto de Investigaciones Sociales)*, vol. 65, no 1, p. 3-39.
- McAdam, Doug, John D. McCarthy et Mayer N. Zald (dir. publ.). 1996. «Introduction: Opportunities, mobilizing structures, and framing processes – toward a synthetic, comparative perspective on social movements». Chap. in *Comparative perspectives on social movements: political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, p. 1-20. Cambridge [England]; New York: Cambridge University Press.
- Migdal, Joel S. 1994. «The State in society: an approach to struggles for domination». In *State Power and Social Forces: Domination and Transformation in the Third World*, sous la dir. de Joel S. Migdal, Atul Kohli et Vivienne Shue, p. 7-34. New York: Cambridge University Press.
- Natal, Alejandro. 2007. *Intersectorial crossings: Civil Society leaders and Non-governmental public action from the inside*. Documentos de discusión sobre el tercer sector, no 40, Programa Interdisciplinario de Estudios del Tercer Sector, El Colegio Mexiquense, 23 p.
- Neveu, Erik. 2005. «De "nouveaux" mouvements sociaux?». Chap. in *Sociologie des mouvements sociaux*, 4^e éd., p. 66-74. Paris: Découverte.

- Ohav Frajman, Eduardo. 2006. «Civil Society, Popular Protest, and Democracy in Latin America». Thèse de doctorat en science politique, University of Maryland, College Park, 250 p.
- Oxhorn, Philip D. 1995. *Organizing Civil Society: The Popular Sectors and the Struggle for Democracy in Chile*. University Park, Pa.: Pennsylvania State University Press, 373 p.
- Parra, Marcela Alejandra. 2005. «La construcción de los movimientos sociales como sujetos de estudio en América Latina». *Athenea digital (Universidad Autónoma de Barcelona)*, no 8, p. 72-94.
- Rocher, Guy. 1992. *Introduction à la sociologie générale*, 3^e éd. Montréal: Éditions Hurtubise HMH Ltée, 685 p.
- Roy, Simon N. 2004. «L'étude de cas». In *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, sous la dir. de Benoît Gauthier, p. 159-184. Sainte-Foy (Québec): Presses de l'Université du Québec.
- Santos, Boaventura de Sousa. 2001. «Los nuevos movimientos sociales». *Revista OSAL (Observatorio Social de América latina)*, no 5, p. 177-184.
- Stokes, Susan C. 2007. «Political Clientelism». In *The Oxford Handbook of Comparative Politics*, sous la dir. de Carles Boix et Susan C. Stokes, p. 604-627. Oxford; New York: Oxford University Press.
- Sztompka, Piotr. 1994. «Social movements as forces of change». Chap. in *The Sociology of Social Change*, p. 274-300. Oxford: Blackwell Publishers.
- Tarrow, Sidney. 1996. «States and opportunities: The political structuring of social movements». In *Comparative perspectives on social movements: political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*, sous la dir. de Doug McAdam, John D. McCarthy et Mayer N. Zald, p. 41-61. Cambridge [England]; New York: Cambridge University Press.
- The World Bank. 1992. *Governance and Development*. Washington, D.C.: The World Bank, 61 p.
- Vellinga, Menno. 1998. «The Changing Role of the State in Latin America». Chap. in *The Changing Role of the State in Latin America*, p. 1-25. Boulder: Westview Press.

Lectures spécifiques au cas de l'Argentine

Alcañiz, Isabella et Melissa Scheier. 2008. «New Social Movements with Old Party Politics: The MTL Piqueteros and the Communist Party in Argentina». In *Latin American Social Movements in the Twenty-first Century: resistance, power, and democracy*, sous la dir. de Richard Stahler-Sholk, Harry E. Vanden et Glen David Kuecker, p. 271-285. Lanham, Maryland: Rowman & Littlefield Publishers.

«Argentina: "100 días más" de protesta». *BBC Mundo.com*, 16 juin 2008, [En ligne]. http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/latin_america/newsid_7455000/7455217.stm (page consultée le 20 janvier 2009).

Armony, Victor. 2004. *L'énigme argentine. Images d'une société en crise*. Outremont (Québec): Athéna éditions, 200 p.

Auyero, Javier. 2000. «The Logic of Clientelism in Argentina: An Ethnographic Account». *Latin American Research Review*, vol. 35, no 3, p. 55-81.

———. 2001. *Poor people's politics: Peronist survival networks and the legacy of Evita*. Durham, N.C.; London: Duke University Press, 257 p.

———. 2002. «Clientelismo político en Argentina: Doble vida y negación colectiva». *Perfiles Latinoamericanos (FLACSO, México)*, no 20, p. 33-52.

———. 2005. «Protest and Politics in Contemporary Argentina». In *Argentine Democracy: the Politics of Institutional Weakness*, sous la dir. de Steven Levitsky et María Victoria Murillo, p. 250-268. University Park, Pa.: Pennsylvania State University Press.

Auyero, Javier, Pablo Lapegna et Fernanda Page Poma 2009. «Patronage Politics and Contentious Collective Action: A Recursive Relationship». *Latin American Politics and Society*, vol. 51, no 3, p. 1-31.

Brieger, Pedro. 2003. «Les assemblées de voisins, une expérience inédite dans la politique». In *Argentine : Enjeux et racines d'une société en crise*, sous la dir. de Diana Quattrocchi-Woisson, p. 337-353. Paris: Tiempo Éditions, Le Félin-Kiron.

- Calvo, Ernesto et María Victoria Murillo. 2005. «A New Iron Law of Argentine Politics? Partisanship, Clientelism, and Governability in Contemporary Argentina». In *Argentine Democracy: the Politics of Institutional Weakness*, sous la dir. de Steven Levitsky et María Victoria Murillo, p. 207-226. University Park, Pa.: Pennsylvania State University Press.
- Campione, Daniel et Beatriz Rajland. 2006. «Piqueteros y trabajadores ocupados en la Argentina de 2001 en adelante. Novedades y continuidades en su participación y organización en los conflictos». In *Sujetos sociales y nuevas formas de protesta en la historia reciente de América Latina*, sous la dir. de Gerardo Caetano, p. 297-330. Buenos Aires: Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO).
- Capriata, Laura. «Clientelismo y poder, vicios de las provincias». *La Nación.com*, 15 février 2010, [En ligne]. <http://www.lanacion.com.ar/1233322-clientelismo-y-poder-vicios-de-las-provincias> (page consultée le 18 avril 2011).
- Cheresky, Isidoro. 2002. «Autoridad política debilitada y presencia ciudadana de rumbo incierto». In *L'ordinaire latino-américain. Argentine : année zéro?*, no 188, sous la dir. de Marie-France Prévôt Schapira et Denis Merklen, p. 25-35. Université de Toulouse - Le Mirail.
- Dinerstein, Ana C. 2003. «A Silent Revolution: The Unemployed Workers' Movement in Argentina and the New Internationalism». In *Struggles in the Americas: the emergence of a new civil society. Conference presentations*, sous la dir. de Rosalind Boyd et S.J. Noumoff, p. 83-99. Montréal, Qué.: McGill University, Centre for Developing-Area Studies.
- . 2003. «¡Que se Vayan Todos! Popular Insurrection and the Asambleas Barriales in Argentina». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 22, no. 2, p. 187-200.
- «El campamento no se levanta». *Página/12*, 3 décembre 2009, [En ligne]. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-136363-2009-12-03.html> (page consultée le 19 septembre 2010).
- «El nepotismo que no quieren ver». *La Nación.com*, 23 août 2010, [En ligne]. http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=1297109 (page consultée le 10 novembre 2010).
- «El piquetero D'Elía ya tiene un cargo en el Gobierno». *La Nación.com*, 21 février 2006, [En ligne]. <http://www.lanacion.com.ar/782602> (page consultée le 18 mars 2011).

- Epstein, Edward. 2006. «The Piquetero Movement in Greater Buenos Aires: Political Protests by the Unemployed Poor During the Crisis». In *Broken promises? The Argentine crisis and Argentine democracy*, sous la dir. de Edward Epstein et David Pion-Berlin, p. 95-115. Lanham: Lexington Books.
- «Ganó Sapag y el kirchnerismo no pudo imponerse en Neuquén». *La Nación.com*, 4 juin 2007, [En ligne]. <http://www.lanacion.com.ar/914472-gano-sapag-y-el-kirchnerismo-no-pudo-imponerse-en-neuquen> (page consultée le 20 mars 2011).
- Gibson, Edward L. et Ernesto Calvo. 2000. «Federalism and Low-Maintenance Constituencies: Territorial Dimensions of Economic Reform in Argentina». *Studies in Comparative International Development*, vol. 35, no 3, p. 32-55.
- Gobierno de la provincia de Salta (Argentina). *Nómina oficial de autoridades*, [En ligne]. <http://www.salta.gov.ar/html/pdf/NOMINADEFINITIVA.pdf> (page consultée le 25 mars 2011).
- Golbert, Laura. 2004. *¿Derecho a la inclusión o paz social? Plan Jefas y Jefes de Hogar Desocupados*. Serie políticas sociales no 84. División de Desarrollo Social. Santiago de Chile: Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), 44 p.
- Guité, Alexandra. 2006. «L'action collective en Argentine : répertoires, héritages et traditions politiques. Les Piqueteros». Mémoire de maîtrise en science politique, Université du Québec à Montréal, 150 p.
- «Habrà juicio político al intendente de Tartagal». *Perfil.com*, 3 février 2010, [En ligne]. http://www.perfil.com/contenidos/2009/08/13/noticia_0045.html (page consultée le 10 novembre 2010).
- Iñigo Carrera, Nicolás et María Celia Cotarelo. 2003. «Social Struggles in Present Day Argentina». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 22, no. 2, p. 201-213.
- Khorasane, Dina. 2007. «Resistance as creation: a new sociability in Argentina». *Development in Practice*, vol. 17, no 6, p. 765-774.
- Korzeniewicz, Roberto Patricio et Aldo Vacs. 1999. «Republic of Argentina (República de Argentina)». In *World encyclopedia of political systems and parties*, vol. 1, sous la dir. de George E. Delury, p. 30-38. New York: Facts On File.

- Kurian, George Thomas, Lawrence D. Longley et Thomas O. Melia (dir. publ.). «Argentina». In *World encyclopedia of parliaments and legislatures*, éd. 1998, vol. 2.
- «La política que empieza por el afecto». *Página/12*, 10 août 2009, [En ligne]. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-129730-2009-08-10.html> (page consultée le 2 décembre 2010).
- Levitsky, Steven. 2007. «From populism to clientelism? The transformation of labor-based party linkages in Latin America». In *Patrons, Clients, and Policies: Patterns of Democratic Accountability and Political Competition*, sous la dir. de Herbert Kitschelt et Steven I. Wilkinson, p. 206-226. New York: Cambridge University Press.
- Lewis, Daniel K. 2001. *The History of Argentina*. Westport, Conn.; London: Greenwood Press, 214 p.
- «Los piqueteros levantaron campamento». *Página/12*, 4 novembre 2009, [En ligne]. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-134667-2009-11-04.html> (page consultée le 3 décembre 2010).
- Lucero, Marcelo. 2006. «Política social y movimientos sociales: la irrupción de las organizaciones piqueteras». *Espiral (Universidad de Guadalajara, México)*, vol. 12, no 35, p. 11-30.
- Merklen, Denis. 2002. «Le quartier et la barricade : Le local comme lieu de repli et base du rapport au politique dans la révolte populaire en Argentine». *L'Homme et la société*, no 143-144, p. 143-164.
- «Miles de manifestantes se reunieron en Plaza de Mayo». *La Nación.com*, 16 février 2002, [En ligne]. http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=374578 (page consultée le 15 mars 2011).
- Ministerio del Interior, Presidencia de la Nación (Argentina). *Resultados Históricos (Elecciones 2007. Presidente. Legislativas)*, [En ligne]. http://www.mininterior.gov.ar/asuntos_politicos_y_alectorales/dine/infogral/RESULTADOS%20HISTORICOS/2007.pdf (page consultée le 25 mars 2011).
- Motta, Sara C. 2009. «New Ways of Making and Living Politics: The Movimiento de Trabajadores Desocupados de Solano and the 'Movement of Movements'». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 28, no 1, p. 83-101.

- «Organizaciones sociales y piqueteras pidieron aumentos en los subsidios y seguros de desempleo». *Página/12*, 12 mars 2009, [En ligne]. <http://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-121413-2009-03-12.html> (page consultée le 15 mars 2011).
- Ostiguy, Pierre. 2005. «Gauches péroniste et non péroniste dans le système de partis argentin». *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 12, no 3, p. 299-330.
- Oxhorn, Philip. 2002. «History Catching Up with the Present? State-Society Relations and the Argentine Crisis». *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 15, no 3, p. 499-514.
- Patroni, Viviana. 2005. «Argentine (République argentine)». In *Guide des pays fédéraux 2005*, sous la dir. de Ann L. Griffiths et coordonné pour le Forum des fédérations par Karl Nerenberg, p. 52-66. Montréal, Qué.; Kingston, Ont.: McGill-Queen's University Press.
- Peruzzotti, Enrique. 2005. «Demanding Accountable Government: Citizens, Politicians, and the Perils of Representative Democracy in Argentina». In *Argentine Democracy: the Politics of Institutional Weakness*, sous la dir. de Steven Levitsky et María Victoria Murillo, p. 229-249. University Park, Pa.: Pennsylvania State University Press.
- Petras, James et Henry Veltmeyer. 2005. «From Popular Rebellion to 'Normal Capitalism' in Argentina». Chap. in *Social Movements and State Power: Argentina, Brazil, Bolivia, Ecuador*, p. 28-59. London; Ann Arbor, MI: Pluto Press.
- Pujol, Charlotte. 2009. «L'expérience urbaine des *piqueteras* à Rosario (Argentine), au-delà du quartier». *Politique et Sociétés*, vol. 28, no 1, p. 167-192.
- Rajland, Beatriz. 2008. «Movilización social y transformación política en Argentina: De autonomías, articulaciones, rupturas y cooptaciones». In *Luchas contrahegemónicas y cambios políticos recientes de América latina*, sous la dir. de Margarita López Maya, Nicolás Iñigo Carrera et Pilar Calveiro, p. 339-363. Buenos Aires: Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO).
- «Represión en Mosconi». *Página/12*, 28 mai 2010, [En ligne]. <http://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-146552-2010-05-28.html> (page consultée le 20 novembre 2010).

- Robinson, Jonathan B. 2009. «Measuring Political Clientelism: The Systematic Qualitative Method (SQM), with Evidence from Argentina». *Communication présentée au 28^e Congrès international de Latin American Studies Association* (Rio de Janeiro, Brésil, 12 juin 2009), 31 p.
- «SALTA: El Pontacuarto de General Mosconi involucra al Intendente de Mosconi Isidro Ruarte en posibles ilícitos». *COPENOA (Agencia de Noticias del Norte Argentino)*, 2 mai 2008, [En ligne]. http://copenoa.com.ar/SALTA-El-Pontacuarto-de-General.html?var_recherche=Isidro%20ruarte (page consultée le 10 novembre 2010).
- Schaumberg, Heike. 2008. «In Search of Alternatives: The Making of Grassroots Politics and Power in Argentina». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 27, no 3, p. 368-387.
- Scherlis, Gerardo. 2009. «Party Patronage in Argentina: Reach and Rationale in Comparative Perspective». *Communication présentée au 28^e Congrès international de Latin American Studies Association* (Rio de Janeiro, Brésil, 12 juin 2009), 32 p.
- «Se agudiza el clientelismo en el reparto de planes sociales». *La Nación.com*, 25 octobre 2009, [En ligne]. http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=1190350 (page consultée le 25 novembre 2010).
- Sigal, Silvia. 2003. «La mobilisation d'une société en décomposition». In *Argentine : Enjeux et racines d'une société en crise*, sous la dir. de Diana Quattrocchi-Woisson, p. 83-108. Paris: Tiempo Éditions, Le Félin-Kiron.
- Spagnolo, Alberto. 2003. «La crisis institucional en la Argentina y los movimientos sociales». In *Struggles in the Americas: the emergence of a new civil society. Conference presentations*, sous la dir. de Rosalind Boyd et S.J. Noumoff, p. 101-122. Montréal, Qué.: McGill University, Centre for Developing-Area Studies.
- Svampa, Maristella. 2005. «Argentine: l'avenir des piqueteros». In *Mouvements et pouvoirs de gauche en Amérique latine*, Collection Alternatives Sud, vol. 12, no 2. Paris : Éditions Syllepse; Louvain-la-Neuve: Centre Tricontinental.
- . 2007. «Les frontières du gouvernement Kirchner : Entre aspiration au renouveau et consolidation de l'ancien». *Revue Tiers Monde*, vol. 1, no 189, p. 113-134.

- . 2008. «Argentina: una cartografía de las resistencias (2003-2008). Entre las luchas por la inclusión y las discusiones sobre el modelo de desarrollo». *Revista OSAL (Observatorio Social de América Latina)*, no 24, p. 17-49.
- Svampa, Maristella et Claudio Pandolfi. 2004. «Las vías de la criminalización de la protesta en Argentina». *Revista OSAL (Observatorio Social de América latina)*, no 14, p. 285-296.
- Svampa, Maristella et Sebastián Pereyra. 2009. *Entre la ruta y el barrio: La experiencia de las organizaciones piqueteras*, 3^e éd. Buenos Aires: Editorial Biblos, 287 p.
- The World FactBook (Central Intelligence Agency). *Argentina*, [En ligne]. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ar.html> (page consultée le 2 février 2010).
- Torres, Fernanda. 2009. «Entre la identidad y la política: la CTD-Aníbal Verón». *Andamios (Universidad Autónoma de la Ciudad de México)*, vol. 5, no 10, p. 279-308.
- «Un día de piquetes simultáneos». *Página/12*, 23 septembre 2009, [En ligne]. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-132267-2009-09-23.html> (page consultée le 2 novembre 2010).
- «Urtubey nombró a su mujer como interventora municipal». *Perfil.com*, 13 décembre 2008, [En ligne]. http://www.perfil.com/contenidos/2008/12/13/noticia_0017.html (page consultée le 10 novembre 2010).
- Villalón, Roberta. 2008. «Neoliberalism, Corruption, and Legacies of Contention: Argentina's Social Movements, 1993-2006». In *Latin American Social Movements in the Twenty-first Century: Resistance, Power, and Democracy*, sous la dir. de Richard Stahler-Sholk, Harry E. Vanden et David Kuecker, p. 253-269. Lanham: Rowman & Littlefield Publishers.
- Vommaro, Gabriel. 2008. «Les manifestations populaires du pouvoir : Le gouvernement Kirchner et les transformations des classes populaires». In *La «carte rouge» de l'Amérique latine*, sous la dir. de Gabriel Vommaro, p. 105-129. Broissieux: Éditions du Croquant.
- «Voy a empujar a los corruptos a la cárcel, prometió De la Rúa». *Clarín.com*, 25 mai 1999, [En ligne]. <http://www.clarin.com/diario/1999/05/26/t-00301d.htm> (page consultée le 30 mars 2009).

Lectures spécifiques au cas de la Bolivie

- Albro, Robert. 2005. «The Indigenous in the Plural in Bolivian Oppositional Politics». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 24, no 4, p. 433-453.
- Alexander, Robert J. et Eldon M. Parker. 2005. *A History of organized labor in Bolivia*. Westport, Conn.: Praeger Publishers, 197 p.
- Collins, Jennifer Noelle. 2006. «Democratizing Formal Politics: Indigenous and Social Movement Political Parties in Ecuador and Bolivia, 1978-2000». Thèse de doctorat en science politique, University of California, 512 p.
- Corte Nacional Electoral (Bolivia). *Ley de Agrupaciones Ciudadanas y Pueblos Indígenas*, [En ligne]. http://www.cne.org.bo/centro_doc/normas_virtual/leyagrupaciud.pdf (page consultée le 28 octobre 2009).
- «El 61,43% le dijo Sí a la nueva CPE». *La Razón*, 3 février 2009, [En ligne]. http://www.la-razon.com/versiones/20090203_006627/nota_247_757202.htm (page consultée le 5 février 2009).
- García Linera, Álvaro, Marxa Chávez León et Patricia Costas Monje. 2008. *Sociología de los movimientos sociales en Bolivia. Estructuras de movilización, repertorios culturales y acción política*, 3^e éd. La Paz, Bolivia: Plural Editores, 688 p.
- Kohl, Benjamin et Linda Farthing. 2006. *Impasse in Bolivia. Neoliberal hegemony and popular resistance*. New York: Zed Books, 236 p.
- Laurie, Nina, Robert Andolina et Sarah Radcliffe. 2002. «The Excluded 'Indigenous'? The Implications of Multi-Ethnic Policies for Water Reform in Bolivia». In *Multiculturalism in Latin America: Indigenous rights, diversity, and democracy*, sous la dir. de Rachel Sieder, p. 252-276. New York: Palgrave Macmillan.
- Lazar, Sian. 2004. «Personalist Politics, Clientelism and Citizenship: Local Elections in El Alto, Bolivia». *Bulletin of Latin American Research*, vol. 23, no 2, p. 228-243.
- Mayorga, René Antonio. 2005. «Bolivia's Democracy at the Crossroads». In *The Third Wave of Democratization in Latin America: advances and setbacks*, sous la dir. de Frances Hagopian et Scott P. Mainwaring, p. 149-178. Cambridge; New York: Cambridge University Press.

- Postero, Nancy Grey. 2007. *Now We Are Citizens: indigenous politics in postmulticultural Bolivia*. Stanford, California: Stanford University Press, 294 p.
- Rivera Cusicanqui, Silvia. 2006. «The Roots of the Rebellion: Reclaiming the Nation». In *Dispatches from Latina America. On the Fronlines Against Neoliberalism*, sous la dir. de Vijay Prashad et Teo Ballvé, p. 173-182. Cambridge: South End Press.
- Salazar Elena, Rodrigo. 2008. *Bolivia: El Referéndum*. C2D Working Paper Series # 13/2008. University of Zurich: C2D - Centre for Research on Direct Democracy, 16 p.
- Van Cott, Donna Lee. 2005. *From Movements to Parties in Latin America: The Evolution of Ethnic Politics*. New York: Cambridge University Press, 276 p.
- Yashar, Deborah J. 1998. «Contesting Citizenship: Indigenous Movements and Democracy in Latin America». *Comparative Politics*, vol. 31, no 1, p. 23-42.
- . 2005. *Contesting Citizenship in Latin America: the rise of Indigenous Movements and the Postliberal Challenge*. New York: Cambridge University Press, 365 p.
- Zuazo, Moira. 2008. *¿Cómo nació el MAS? La ruralización de la política en Bolivia. Entrevistas a 85 parlamentarios del partido*. La Paz, Bolivia: Fundación Ebert, 346 p.

Lectures complémentaires

- «Chile: cerca de 600 mil estudiantes salieron a las calles para pedir cambios en el sistema educativo». *Clarín*, 30 mai 2006, [En ligne]. <http://www.clarin.com/diario/2006/05/30/um/m-01205385.htm> (page consultée le 27 novembre 2008).
- «Masiva protesta de los "Sin Tierra" en Brasil». *La Nación.com*, 14 juin 2007, [En ligne]. http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=917345 (page consultée le 27 novembre 2008).
- «Protesta indígena en Ecuador». *BBC Mundo.com*, 17 février 2004, [En ligne]. http://news.bbc.co.uk/hi/spanish/latin_america/newsid_3494000/3494651.stm (page consultée le 27 novembre 2008).